

LES APPUIS DE LA FRANCE ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE AUX ÉCOLES AFRICAINES DE STATISTIQUE

Évaluation rétrospective (1994-2002)

RÉALISÉE PAR :

Planistat

Gérard GIE

Renaud DECOSTER

avec la collaboration de

Cécilia BERNE

Neil DOURMASHKIN

*Ce rapport est un document interne établi à la demande du ministère des Affaires étrangères.
Les analyses et commentaires développés n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas
une position officielle.*

Tous droits d'adaptation, de traduction et de reproduction par tous procédés, y compris la photocopie et
le microfilm, réservés pour tous les pays.

*Photo de couverture :
Vue générale de l'amphithéâtre
de l'ENSEA d'Abidjan*

© Ministère des Affaires étrangères, 2003

ISSN : 1249-4844
ISBN : 2-11-094154-5

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|----------|---|
| ACP | Afrique, Caraïbes et Pacifique |
| ADETEF | Assistance au développement des échanges en technologies économiques et financières |
| AFRISTAT | Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (Bamako, Mali) |
| ASAD | Analyse statistique appliquée au développement |
| AT | Assistant technique |
| BAD | Banque africaine de développement |
| BCEAO | Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest |
| CDG | <i>Carl Duisberg Gesellschaft e.V.</i> (Munich) |
| CE | Commission européenne |
| CEPED | Centre Français sur la Population et le Développement |
| CEMAC | Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale |
| CERMEA | Cellule d'Étude et de Recherche en Micro et Macro-Économie Appliquées |
| CESD | Centre Européen de Formation des Statisticiens Économistes des pays en voie de Développement |
| CODESA | Conférence des directeurs des écoles de statistique africaines |
| COMSTAT | Programme d'appui de la COMmission européenne à la formation des STATisticiens africains |
| DCT | Direction du Développement et de la Coopération Technique |
| DE | Directeur des Études |
| DEA | Diplôme d'Études Approfondies |
| DERA | Département des Études et de la Recherche Appliquée (Cameroun) |
| DESS | Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées |
| Diaper | DIAGnostic PERmanent - Programme Régional « Amélioration des Instruments du Diagnostic Permanent pour la Sécurité Alimentaire Régionale » |
| DG EAC | Direction générale de l'éducation et de la culture (Directorate-General for Education And Culture) |
| DG DEV | Direction Générale du DEVeloppement |
| DIAL | Développement et Insertion Internationale (Paris) |
| DPS | Direction de la Prévision et de la Statistique (Sénégal) |
| DSD | Département de la Statistique et de la Démographie (ENEA, Dakar) |
| EASTC | <i>Eastern African Statistical Training Centre</i> (Dar es Salaam, Tanzanie) |
| ECOLOG | Programme de relance des ECOnomies LOCaLes en Afrique de l'Ouest |
| Egide | Centre français pour l'accueil et les échanges internationaux |

| | |
|---------|--|
| ENEA | École Nationale d'Economie Appliquée (Dakar) |
| ENSAE | École Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (France) |
| ENSEA | École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (Abidjan) |
| EPS | Éducation Physique et Sportive |
| FCFA | Franc CFA |
| FED | Fonds Européen de Développement |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FNUAP | Fonds des Nations Unies pour la Population |
| FSP | Fonds de Solidarité Prioritaire |
| GENES | Groupe des Écoles Nationales d'Économie et Statistique (ENSAE, ENSAI, CREST & CEPE) |
| IAMSEA | Institut Africain et Mauricien de Statistique et d'Économie Appliquée (Kigali) |
| INS | Institut Statistique National |
| INSEE | Institut National de la Statistique et des Études Economiques (France) |
| IRD | Institut de Recherche pour le Développement (ex-ORSTOM) |
| ISAE | Institute for Statistics and Applied Economics (Makerere University, Kampala, Ouganda) |
| ISE | Ingénieur Statisticien Économiste |
| ISPEA | Institut de Statistique de Planification et d'économie appliquée (aujourd'hui ISSEA) |
| ISSEA | Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée (Yaoundé) |
| ISSER | Institute of Statistical, Social and Economic Research (Legon, Ghana) |
| ITS | Ingénieur des Travaux Statistiques |
| IUT | Institut universitaire de technologie |
| MAE | Ministère des affaires étrangères (France) |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| PALOP | Pays Africains de Langue Officielle Portugaise |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PROSMIC | Programme Statistique Minimum Commun |
| RSS | <i>Royal Statistical Society</i> (Royaume-Uni) |
| SADCC | <i>Southern African Development Coordination ,Conference</i> |
| SSN | Service Statistique National |
| UE | Union Européenne |
| UEAC | Union Économique de l'Afrique Centrale |
| UVSQ | Université de Versailles Saint Quentin |

SOMMAIRE

| | |
|--|------------|
| RÉSUMÉ/SUMMARY | 7 |
| SYNTHÈSE | 11 |
| PREMIÈRE PARTIE | 15 |
| 1. LES ÉCOLES | 16 |
| 1.1. ENSEA (Abidjan) | 16 |
| 1.2. ISSEA (Yaoundé)..... | 28 |
| 1.3. Le DSD (Dakar) | 46 |
| DEUXIÈME PARTIE | 67 |
| 2. LE PROGRAMME COMSTAT | 68 |
| 2.1. Présentation générale | 68 |
| 2.2. L'action du CESD Paris dans le cadre du programme COMSTAT | 71 |
| 2.3. L'action du CESD Communautaire dans le cadre du programme COMSTAT | 72 |
| 2.4. Les bourses | 74 |
| TROISIÈME PARTIE | 77 |
| 3. L'AIDE FRANÇAISE | 78 |
| 3.1. L'assistance technique..... | 78 |
| 3.2. Les bourses | 78 |
| 3.3. Les autres éléments de l'aide française | 79 |
| QUATRIÈME PARTIE | 81 |
| 4. LES RÉSULTATS | 82 |
| 4.1. Les débouchés | 82 |
| 4.2. Les coûts de formation | 87 |
| 4.3. Le corps enseignant | 97 |
| CINQUIÈME PARTIE | 105 |
| 5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 106 |
| 5.1. Conclusions | 106 |
| 5.2. Recommandations | 114 |
| ANNEXES | 119 |
| Annexe 1. La formation en Afrique anglophone | 120 |
| 1. Cadre institutionnel | 120 |
| 2. Organisation de l'éducation et de la formation professionnelle en statistique | 121 |
| Annexe 2. Présentation des experts et méthode suivie | 124 |
| Annexe 3. Liste des documents consultés | 126 |
| Annexe 4. Liste des personnes rencontrées | 128 |

| | |
|---|-----|
| Annexe 5. Comité de pilotage | 131 |
| Annexe 6. Termes de référence | 132 |
| Annexe 7. Bibliographie sur le financement de l'enseignement supérieur | 137 |

RÉSUMÉ

Objet de l'évaluation

Depuis 1964, un concours commun, ouvert à tous les candidats des pays africains, est organisé sous la responsabilité du Centre Européen des Statisticiens Economistes des pays en voie de développement (CESD) de Paris. Ce système, mis en place pour l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, s'applique depuis 1994 à deux autres écoles africaines, l'Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée (ISSEA) de Yaoundé et le Département Statistique de l'École Nationale d'Économie Appliquée (ENEA) de Dakar.

L'appui de la France, estimé à 4,5 M€ sur la période 1994-2002, a principalement pris la forme de l'organisation du « concours commun », d'assistance technique et de bourses aux étudiants, assorties du paiement aux écoles de frais de scolarité. L'aide de la Commission Européenne, de l'ordre de 5 M€, s'est concrétisée par un projet d'appui à la formation des statisticiens africains (projet COMSTAT). Le projet initial couvrait la totalité des pays ACP.

Les concours communs concernent le recrutement d'élèves à deux niveaux : les Ingénieurs Statisticiens-Économistes (ISE) et, depuis 1995, les Ingénieurs des Travaux Statistiques (ITS). Le rapport d'évaluation recense, sur les huit années de la période considérée, 213 diplômés ISE (+ 97 en formation en 2002/03) et 435 diplômés ITS (+ 224 en formation).

Description de l'évaluation

La mission, confiée au Cabinet Planistat Europe, a été effectuée par deux experts, MM. Gérard Gié et Renaud Decoster, avec l'appui de Mme Cécilia Berne et Neil Dourmashkin. Il s'agit d'une évaluation réalisée conjointement avec Eurostat.

L'évaluation a été menée en quatre phases : une étude préliminaire, suivie de missions à Abidjan, Dakar et Yaoundé, fin avril 2003. Des questionnaires ont été remis, complétés par une courte étude documentaire sur la situation en Afrique anglophone. La phase de synthèse s'est conclue par une version définitive après avoir recueilli les avis des membres du comité de pilotage.

Le rapport, publié dans la collection « évaluations » (en français uniquement), est disponible sur simple demande. Il sera consultable également sur le site www.france.diplomatie.fr

Constatations

La situation des trois écoles est différente sous de nombreux aspects.

- L'ENSEA (Abidjan) est pour tout le monde le prototype d'école d'excellence. Le rapport attire cependant l'attention sur l'instabilité du corps professoral et sur les problèmes financiers que l'école

risque d'affronter au cours des prochaines années à cause de projets de développement ambitieux de ses activités.

- La situation de l'ISSEA (Yaoundé) est paradoxale : d'une part son budget de fonctionnement est en très forte augmentation (avec l'ouverture d'une section ISE), d'autre part ses locaux et équipements sont vétustes et insuffisants. On y relève une forte concentration des étudiants : 3 sur 4 étant Camerounais. L'ouverture d'une formation ISE à Yaoundé n'a fait l'objet que d'études préliminaires sommaires ; elle ne semble pas devoir être remise en cause car les besoins existent.
- La situation du DSD (Dakar) est problématique. Son budget est de très loin le plus faible, et le plus dépendant de l'aide par l'intermédiaire des frais de scolarité. Il ne semble pas possible d'assurer la pérennité de cette formation dans le cadre institutionnel actuel. La solution envisagée – création d'une Ecole de statistique de démographie et d'économie appliquée associée à l'Institut National de la Statistique reste conditionnée par la transformation de la Direction de la Prévision et de la Statistique en INS autonome. Elle est étudiée dans le cadre de l'aide française. Se poseront dès lors le problème des ressources financières que le Sénégal devra affecter à cette école, ainsi que celui des locaux.

Principales conclusions

L'évaluation globale de l'aide apportée par la France et la Commission européenne est positive :

- Le système du concours commun a permis le maintien d'un recrutement sélectif, qui est reconnu comme une des raisons principales de la réussite des écoles. La grande majorité des diplômés a rejoint les systèmes statistiques nationaux et travaille comme statisticien. Les situations sont toutefois diverses selon les Etats, en fonction du marché du travail.
- Le système des bourses, bien que contraint par le nécessaire respect des résultats du concours, a permis de compenser partiellement le déséquilibre dans le recrutement national des étudiants. Ce déséquilibre reste néanmoins très fort. Des mesures ont été prises pour remédier à cet état de chose, comme par exemple des actions de préparation au concours engagées dans six Etats.
- L'appui matériel, institutionnel et financier (par le biais des frais de scolarité et d'encadrement pédagogique) aux écoles a été important et suffisamment flexible pour faire face aux changements de situation ; il a permis de pallier les insuffisances de financement, en particulier à Dakar.
- L'assistance technique a eu un rôle positif sur la qualité de l'enseignement, même si on peut regretter qu'elle ait la plupart du temps joué un rôle de substitution, plus que de formation. La situation du corps enseignant est très variable d'une école à l'autre.

Principales recommandations

- Poursuivre l'appui de la France et de la Commission européenne pour une nouvelle période de 5 ans, en se donnant les moyens de suivre les progrès des écoles vers une autonomie financière accrue. Le mécanisme des frais de scolarité devrait être réorienté vers la constitution d'un fonds patrimonial.
- Vérifier que les activités annexes développées procurent aux écoles des ressources « nettes » en les séparant budgétairement et institutionnellement des activités de formation de base.
- Instaurer des droits de scolarité pour les ressortissants des Etats qui ne contribuent pas au financement des écoles.
- Mettre en place au sein des écoles une comptabilité analytique simple adaptée à l'objectif du suivi des coûts budgétaire de formation. Cette comptabilité devrait permettre d'élaborer des indicateurs sur les coûts des différentes filières et activités.
- Créer un système de suivi des étudiants qui couvre leur scolarité et leur devenir.
- Renforcer les actions en cours dans certains pays (Tchad, RCA, Mali, Sénégal, Gabon et Mauritanie), destinées à mieux préparer les candidats au concours, pour lutter contre le fort déséquilibre constaté entre les pays dans la formation des cadres statisticiens, il faudrait élargir la coopération avec d'autres zones linguistiques, en particulier en Afrique de l'Ouest.

SUMMARY

Purpose of the evaluation

Since 1964, a common entrance exam open to candidates from all African countries, has been organised by the European Training Centre for Economic Statisticians from Developing Countries (CESD) in Paris. This system, which was established for the National School of Statistics and Applied Economics (ENSEA) of Abidjan, has also applied to two other African schools since 1994: the Sub-regional Institute of Statistics and Applied Economics (ISSEA) of Yaounde and the National School of Applied Economics (ENEA) of Dakar.

French support, estimated at €4.5 million during the period from 1994-2002, was mainly through the organisation of “common entrance exam”, technical assistance and student grants along with the payment of school fees. EU support, which came to €5 million, materialised through a support project for training African statisticians (COMSTAT project). The initial project covered all ACP countries.

The common entrance exams concern the recruitment of students at two levels: “Ingénieurs Statisticiens Economistes” (ISE) on Master’s level and since 1995, “Ingénieurs des Travaux Statistiques” (ITS) on Bachelor’s level. The evaluation report counts, over the eight years in question, 213 ISE graduates (+ 97 in training in 2002/03) and 435 ITS graduates (+224 in training).

Evaluation Description

The task given to Planistat Europe was carried out by two experts, Mr Gérard Gié and Mr Renaud Decoster, with support from Ms Cécilia Berne and Mr Neil Dourmashkin. This evaluation was carried out in conjunction with Eurostat.

The evaluation was carried out in four different stages: a preliminary study, followed by missions in Abidjan, Dakar and Yaounde, at the end of April 2003. Questionnaires were handed out and complemented by a short documentary study on the situation in English-speaking Africa. The summarising phase ended with a definitive version after receiving opinions from steering committee members.

The report, published in the evaluation collection (in French only) is available on request. It will also be available on the Internet site: www.france.diplomatie.fr

Findings

The situation of the three schools is different from several points of view.

- The ENSEA in Abidjan is, for everyone, the prototype of a school of excellence. The report however highlights the instability of the teaching body and the financial problems that the school may have to face over the next few years because of ambitious development projects for its activities.

- The situation of the ISSEA in Yaounde is paradoxical: on the one hand its working budget is greatly increasing (with the opening of an ISE section), on the other hand its premises and equipment are decrepit and inadequate. There is a large number of students, three-quarters of whom are from Cameroon. Only very brief preliminary studies were carried out before starting an ISE training course in Yaounde. This course should not however be questioned as the need for it does exist.
- The situation of the DSD (department of statistics and demographics) in Dakar is a problem. Its budget is by far the smallest, and the most dependent on support through school fees. It does not seem possible to ensure the continuity of this course within the current institutional framework. The planned solution – that of creating a school of statistics, demographics and applied economics associated with the INS (national statistics institute) is on condition that the DPS (forecasting and statistics directorate) be transformed into an autonomous INS. This solution is being studied in the framework of French assistance. Then the issue of Senegal's providing financial resources and premises for this school will be raised.

Main conclusions

The overall evaluation of French and EU support is positive:

- The system of the common entrance exam has allowed to maintain selective recruitment which is recognised as one of the main reasons for the schools' success. The greater majority of graduates have joined national statistical systems and work as statisticians. The situations vary however, according to States and job markets.
- The grants system, although bound by the necessary respect of entrance exam results, has allowed the imbalance in the national recruitment of students to be corrected somewhat. This imbalance remains strong however. Certain measures have been taken to remedy this, such as entrance exam preparation in six States.
- Material, institutional and financial support (through school fees and teaching supervision) for schools has been great and flexible enough for situational changes to be taken into account; it has allowed to overcome the lack of finance, in Dakar in particular.
- Technical assistance has played a positive role in teaching quality, even if it has mostly played a role of substitution rather than one of training. The situation of teaching bodies varies greatly from one school to another.

Main Recommendations

- Continuing French and EU support for another five-year period, while offering the means to monitor schools' progress towards increased financial autonomy. The system of school fees should be re-directed towards the establishment of a grant.
- Ensuring that the related activities developed allow schools to obtain "net" resources by separating them from the basic training activities on a budget and institutional basis.
- Introducing school fees for nationals from States that do not contribute to financing these schools.
- Establishing simple analytical accountancy within schools that is adapted to the objective of monitoring budgetary training costs. This accountancy should allow for indicators to be drawn up on the cost of different courses and activities.
- Creating a system of monitoring students that covers their schooling and development.
- Strengthening actions underway in certain countries (Chad, CAR, Mali, Senegal, Gabon and Mauritania), intended to better prepare candidates for the entrance exams in order to combat the strong imbalance noted between countries regarding training for executive statisticians.
- Increasing co-operation with other language zones, in particular in West Africa.

PREMIÈRE PARTIE

1. LES ÉCOLES

1.1 ENSEA (Abidjan)

1.1.1 Présentation

L'ENSEA a été créée en 1961, initialement comme école d'application de la direction de la statistique et des études économiques pour former des Agents techniques de la statistique. En 1969 sa vocation s'est élargie et son statut a été modifié, l'école est devenu un établissement public doté de la personnalité civile. La dénomination et le statut actuels datent de 1982, les attributions, l'organisation et le fonctionnement ayant été ultérieurement modifiés par un décret de 1991.

L'ENSEA est un établissement d'enseignement technique supérieur et de recherche technologique, chargé de la formation et du perfectionnement des cadres statisticiens économistes, de la recherche, de la production de l'expertise et du conseil en statistique démographie et informatique. Il fonctionne sous la tutelle administrative et technique du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

La formation de base des statisticiens

Actuellement l'ENSEA accueille cinq filières, dont les effectifs pour l'année scolaire 2002-2003 sont les suivants :

Tableau 1
Effectifs de l'ENSEA 2002-2003

| | |
|---------------------|-----|
| ISE | 97 |
| ITS | 57 |
| Adjoints techniques | 35 |
| Agents techniques | 11 |
| DESS | 15 |
| Total | 215 |

Données communiquées par l'école.

Les Adjoints techniques de la statistique sont recrutés au niveau bac et suivent une formation de deux années. Dans les faits, ils sont tous ivoiriens, six sont fonctionnaires et les autres boursiers nationaux.

Les ITS à l'ENSEA ont une voie de recrutement spécifique par rapport aux deux autres écoles : ils sont recrutés au niveau bac plus 2 et sont formés en deux ans, alors qu'à Dakar et Yaoundé ils sont théoriquement recrutés au niveau bac et suivent une formation de quatre ans. Les ressortissants de Côte d'Ivoire représentent la moitié des effectifs (27 étudiants, dont 21 boursiers nationaux). Parmi les autres étudiants 24 sont boursiers du FED et de la France, tandis que 7 sont non boursiers.

Les ISE sont recrutés au niveau bac + 2 et reçoivent trois ans de formation. Sur les 97 étudiants, plus de 70 % des étudiants sont originaires de Côte d'Ivoire (27) et surtout du Cameroun (41). 51 étudiants sont boursiers de la France ou du FED, une vingtaine (essentiellement ivoiriens) sont boursiers nationaux et 25 (dont 22 camerounais) n'ont aucune bourse.

Une formation de DESS d'analyse statistique appliquée au développement (ASAD) a été ouverte en octobre 2002 est dispensée en partenariat avec l'Université de Versailles Saint Quentin (UVSQ) et l'Université de Cocody. 15 étudiants suivent cette formation dont 13 ivoiriens. Les étudiants ne sont pas boursiers.

Tableau 2
Répartition des étudiants par nationalité 2002-2003

| | Agents | Adjointes | ITS | ISE | DESS | Total |
|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Côte d'Ivoire | 11 | 35 | 27 | 27 | 13 | 113 |
| Burkina Faso | | | 8 | 5 | | 13 |
| Bénin | | | 4 | 6 | | 10 |
| Togo | | | 3 | 5 | | 8 |
| Mali | | | 1 | 1 | | 2 |
| Sénégal | | | 1 | 3 | | 4 |
| Niger | | | 1 | 1 | | 2 |
| Guinée | | | | 1 | | 1 |
| Sous total | 11 | 35 | 45 | 49 | 13 | 153 |
| Tchad | | | 2 | | | 2 |
| Gabon | | | 1 | - | | 1 |
| Cameroun | | | 7 | 41 | 1 | 49 |
| RCA | | | 1 | - | 1 | 2 |
| Congo | | | | 3 | | 3 |
| Sous total | - | - | 11 | 44 | 2 | 57 |
| Comores | | | | 1 | | 1 |
| Madagascar | | | 1 | 3 | | 4 |
| Total | 11 | 35 | 57 | 97 | 15 | 215 |

Données communiquées par l'école.

Outre sa vocation d'école de formation initiale des statisticiens, l'école effectue aussi des actions de formation continue et de recherche.

La formation continue

Lancé en 1987 le département de formation permanente a réalisé dans le passé de nombreuses formations, généralement financées par des bailleurs de fonds. Cette activité semble actuellement réduite. Au printemps 2003 aucune action n'avait eu lieu (par contre l'école avait mis ses locaux à disposition pour des formations et des séminaires extérieurs). Une des raisons est la conjoncture politique du pays qui conduit les organisations internationales ou les diverses coopérations à reporter les actions prévues. Une autre raison pourrait être une absence de dynamisme dans la recherche des formations. Aucune information quantitative n'a été fournie sur les activités des dernières années, ni sur les recettes (et les dépenses) correspondantes.

La recherche

Sur des financements de la Commission européenne, du FNUAP et d'autres bailleurs de fonds, l'ENSEA a développé ses activités de recherche autour de deux pôles : l'économie/statistique et la population. La cellule d'Etudes et de Recherche en micro et macroéconomie appliquées (CERMEA) regroupe plusieurs axes de recherches, liés à la pauvreté, à l'impact de la crise, aux transferts entre générations etc. La cellule population regroupe deux domaines « santé de la reproduction » et « migrations ». Ces actions sont menées en collaboration avec de nombreuses institutions (ONG, Universités étrangères, CEPED, DIAL, IRD – l'école héberge d'ailleurs des chercheurs de l'IRD qui animent certaines de ces activités et encadrent des chercheurs de l'école). Il semble, comme pour les activités de formation continue et pour les mêmes raisons, que la recherche soit en diminution. Le départ du conseiller du Directeur pourrait aggraver cette baisse des activités. Les élèves y participent à travers les enquêtes qui font partie de leur cursus, de même que certains enseignants en alternance. Aucune information quantitative n'a été fournie sur ces activités ni sur les recettes et dépenses correspondantes.

1.1.2 Les moyens de l'ENSEA

Budget

Ressources

Le budget de l'ENSEA ne reprend pas la totalité des ressources dont dispose l'école. Seules sont retracées dans le budget la contribution de l'État ivoirien et une partie des contributions des partenaires extérieurs au titre des frais de scolarité, des activités de formation continue et de recherche. Au cours des dernières années, les ressources budgétaires de l'école ont évolué comme suit :

Tableau 3
Ressources budgétaires de l'ENSEA

| | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Subvention | 340 720 | 369 960 | 370 333 | 415 819 | 549 587 | 396 357 | 383 709 | 314 695 | 384 652 |
| fonctionnement | 252 720 | 283 960 | 254 694 | 230 819 | 277 587 | 293 714 | 293 900 | 275 820 | 299 652 |
| investissement | 88 000 | 86 000 | 115 639 | 185 000 | 272 000 | 102 643 | 89 809 | 38 875 | 85 000 |
| Ressources propres | 34 000 | 56 000 | 56 000 | 56 000 | 61 000 | 64 000 | 80 000 | 80 000 | 100 000 |
| Total | 374 720 | 425 960 | 426 333 | 471 819 | 610 587 | 460 357 | 463 709 | 394 695 | 484 652 |

Données communiquées par l'école en milliers de FCFA.

On constate que la subvention de fonctionnement versée par l'État ivoirien est en très faible croissance sur la période (à peine 2 % par an entre 1994 et 2002). Pendant le même temps, le nombre d'étudiants est resté à peu près stable.

Tableau 4
Évolution des effectifs de l'ENSEA

| | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997/98 | 1998/99 | 1999/00 | 2000/01 | 2001/02 | 2002/03 |
|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Total | 197 | 214 | 207 | 190 | 185 | 185 | 210 | 216 | 215 |
| ISE | | 72 | 85 | 89 | 90 | 89 | 101 | 108 | 97 |
| ITS | | 94 | 72 | 59 | 56 | 51 | 61 | 64 | 57 |
| Autres | | 48 | 50 | 42 | 39 | 45 | 48 | 47 | 61 |

Source : rapports à la CODESA.

Le montant et l'évolution des ressources propres attestent du caractère partiel de la budgétisation des ressources propres.

Celles-ci sont en effet censées rendre compte d'une part des frais de scolarité versés par la France et le FED pour leurs boursiers et d'autre part des diverses subventions ainsi que des recettes de formation continue et des contrats de recherche.

Il semble qu'au cours des dernières années les frais de scolarité n'aient pas été budgétés en totalité. Ces frais de scolarité se montent à 850 000 FCFA par boursier et par an, et les effectifs des élèves boursiers ont évolué de la façon suivante.

Tableau 5
Effectifs des boursiers France et FED

| | 1995/96 | 1996/97 | 1987/98 | 1998/99 | 1999/00 | 2000/01 | 2001/02 | 2002/03 |
|------------------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| boursiers FED | 110 | 96 | 52 | 41 | 33 | 30 | 26 | 25 |
| boursiers France | 11 | 23 | 28 | 44 | 44 | 40 | 52 | 54 |
| Total | 121 | 119 | 80 | 85 | 77 | 70 | 78 | 79 |

Source : rapports à la CODESA.

À ces frais de scolarité il convient d'ajouter les « surfrais » de scolarité versés par le FED (450 000 FCFA par boursier et par an) et qui servent à payer, « hors budget » mais de façon cogérée par l'école et le FED, les salaires des enseignants étrangers, y compris le Directeur des études.

Grâce à ces recettes non budgétisées, impossibles à quantifier de façon précise, l'ENSEA a pu d'une part, faire face aux charges correspondantes aux activités de formation continue et de recherche (salaires des chercheurs, compléments de salaires des enseignants, etc.) et d'autre part constituer des réserves qui lui permettent de faire face aux retards de versement de sa subvention budgétaire.

S'il est impossible de reconstituer l'évolution de la totalité des ressources de l'ENSEA, il est néanmoins vraisemblable qu'une part croissante est budgétisée : pour les deux dernières années les ressources propres budgétisées sont de l'ordre de grandeur des frais de scolarité versés par la France et le FED, alors que dans les années 1996/97 elles en représentaient moins de la moitié.

Dans ces conditions, et alors que les recettes de formation continue et des contrats de recherche sont vraisemblablement en diminution, on peut se demander si l'école ne risque pas d'affronter dans les années à venir des contraintes fortes au niveau budgétaire.

Tableau 6
Comparaison ressources propres et frais de scolarité

| | Moyenne 1996/97 | Moyenne 2002/03 |
|---------------------------|-----------------|-----------------|
| Ressources propres | 56 000 | 90 000 |
| Versements | 139 800 | 81 900 |
| FED frais de scolarité | 81 600 | 22 100 |
| FED logement | 38 700 | 15 600 |
| France frais de scolarité | 19 500 | 44 200 |

Source : budget de l'ENSEA (ressources propres) et calculs.

Dépenses

Les dépenses retracées dans le budget ont augmenté de près de 5 % par an entre 1995 et 2002. Le montant des différentes rubriques est assez variable d'une année sur l'autre (cf. par exemple la rubrique vacations), sans qu'il soit possible de relier ces évolutions à des données « physiques ».

Tableau 7
Dépenses budgétaires de l'ENSEA

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total | 288 200 | 310 700 | 286 800 | 351 714 | 348 900 | 355 820 | 399 652 |
| Vacations | 29 500 | 30 000 | 31 000 | 50 000 | 45 000 | 33 000 | 30 000 |
| Frais de personnel | 76 400 | 104 200 | 76 000 | 96 138 | 116 000 | 111 000 | 141 652 |
| personnel enseignant permanent | | | | | | | 63 589 |
| personnel administratif et technique | | | | | | | 78 063 |
| Autres dépenses courantes | 182 300 | 176 500 | 179 800 | 205 576 | 187 900 | 211 820 | 228 000 |
| fournitures extérieures, carburants | 98 000 | 87 000 | 91 500 | 106 160 | 91 036 | 104 220 | 126 000 |
| entretiens réparations | 49 000 | 48 300 | 49 300 | 48 000 | 46 400 | 50 000 | 53 500 |
| autres | 35 300 | 41 200 | 39 000 | 51 416 | 50 464 | 57 600 | 48 500 |

Sources : 1995-1997 rapport COMSTAT, 1999-2002 École en milliers FCFA.

Aide reçue

Au cours de la période 1994-2002, l'ENSEA a reçu une aide multiforme. Il s'agit d'une part de l'aide de la Commission européenne, dans le cadre du programme COMSTAT puis de ses successeurs, d'autre part de l'aide française, essentiellement sous forme de bourses, d'assistance technique et de missions d'enseignement.

Programme COMSTAT

Les aides du programme COMSTAT ont principalement consisté en bourses accordées aux étudiants fréquentant l'ENSEA. Comme on l'a vu ces bourses donnent lieu au versement à l'ENSEA de frais de scolarité et de « surfrais » de scolarité. Les versements ont représenté respectivement 350 millions FCFA et 186 millions entre 1995/96 et 2002/2003, sur la base des taux de 2002. Il convient de leur ajouter les frais de logement versés pour les boursiers. Cette aide est en forte diminution en fin de période.

Les autres aides de la Commission européenne sont difficilement individualisables. Il s'agit de la quote-part imputable à l'ENSEA d'actions menées, à travers le CESD Communautaire et le CESD Paris au bénéfice commun des trois écoles : appui institutionnel, réorganisation de la bibliothèque, séminaires de formation, participation au financement du concours commun, appui en équipement etc. Aucun document ne permet de répartir les dépenses par école (cf. 3 Le programme COMSTAT). En prenant un tiers des actions communes du CESD communautaire et la moitié des actions du CESD Paris, cet appui peut être estimé à de l'ordre de 450 millions FCFA, dont la plus grande partie sous forme de prestations d'appui institutionnel et de financement du concours commun, la partie équipement, y compris la réorganisation de la bibliothèque, ne représentant que de l'ordre de 50 millions de FCFA.

Aide française

La première composante de l'aide française a été l'assistance technique. Avec une moyenne de trois assistants techniques et en prenant un coût budgétaire annuel de 80 000 € par assistant technique (en 2003 le coût budgétaire pour deux AT et un volontaire est de 200 000 €), on arrive à un coût total sur la période 1994-2002, pour 28 à 30 hommes années d'AT, de près de 2,3 millions d'euros, soit 1,5 milliards de FCFA.

Les bourses françaises donnent lieu au même mécanisme de frais de scolarité que les bourses de la Commission européenne, cependant sans les « surfrais ». Avec un total de 296 années bourses cette aide a représenté 250 millions FCFA (sur la base des frais de scolarité de 2002).

Les autres composantes de l'aide française ont consisté en financement du concours commun, en complément de COMSTAT, missions d'enseignement, bourses aux enseignants-doctorants et assistance ponctuelle (subventions du SCAC d'Abidjan et autres contributions du MAE), dont il n'existe aucun récapitulatif. On a estimé (cf. partie 4 l'aide française) que le coût imputable à l'ENSEA de cet ensemble d'actions pouvait être de l'ordre de 300 millions de FCFA, plus 200 millions pour les bourses des enseignants-doctorants.

Globalement l'ENSEA a bénéficié d'une aide considérable, surtout si on la compare à celle reçue par les autres écoles, de plus de 3 milliards FCFA (dont la moitié en Assistance technique). Déduction faite des missions d'appui, du concours commun, etc. les ressources « libres » (frais de scolarité) ont représenté 780 millions soit de l'ordre de 100 millions par an.

Corps enseignant

Le corps enseignant de l'ENSEA est actuellement de 14 enseignants permanents, y compris le Directeur et 75 vacataires (cf. 5.3.1 Le corps enseignant : ENSEA), pour un effectif total, hors DESS, de 200 élèves répartis en quatre filières et 8 promotions différentes, sans distinguer ITS économie et mathématiques, ISE économie et mathématiques, ni les spécialisations de la dernière année ISE. Pour leur grande majorité ces enseignants permanents sont des ISE diplômés entre 1996 et 2000, qui suivent parallèlement une formation doctorale. Les problèmes posés par cette situation ont été évoqués dans la première partie et sont repris en 5.3.1.

Locaux et moyens de fonctionnement

Les locaux de l'ENSEA tranchent tant en ce qui concerne leur taille que leur entretien de ceux des deux autres écoles.

Les conditions de travail sont certainement parmi les meilleures, si elles ne sont pas les meilleures de l'enseignement supérieur ivoirien.

La bibliothèque

Installée dans des locaux relativement spacieux, elle dispose de 15 000 titres, dont une bonne part sont très anciens, hors périodiques. Le système de gestion des prêts n'est pas complètement informatisé, le logiciel de consultation n'est pas véritablement adapté. Le budget de la bibliothèque est assez faible (de l'ordre de 2,5 millions FCFA par an). Le bilan est que, bien qu'il s'agisse certainement de la meilleure bibliothèque de statistique de Côte d'Ivoire, elle est insuffisante.

La bibliothèque n'est cependant pas très fréquentée, ses heures d'ouverture sont peu adaptées aux horaires des étudiants (elle est fermée lorsque les étudiants sont libres).

Actuellement le souhait est de développer une bibliothèque informative virtuelle. Pour cela il faudrait un serveur et une liaison Internet à haut débit, dont le coût de location est élevé. Il serait également souhaitable que le « réseau des écoles » apporte une aide pour mettre en place un réseau de bibliothèques qui pourrait être commun aux écoles.

Les équipements informatiques

Dans ce domaine également l'ENSEA fait figure d'exception : « l'image de l'école c'est aussi son parc de micros ordinateurs ». Il y a de l'ordre de 140 micro-ordinateurs dont une centaine sont opérationnels. Ils sont organisés en 2 salles pour les cours et 30 micros isolés (enseignants, administration, etc.) et sont reliés en réseau. La maintenance est faite à l'extérieur. Les micro-ordinateurs les plus anciens servent aux étudiants à faire leurs travaux. Il y a 6 postes Internet en libre service « mais il faut éviter que l'école ne devienne un cyber café pour l'Université toute proche ».

La plupart du matériel vient de la Commission européenne.

1.1.3 Résultats

Les diplômés

Entre 1994 et 2002, l'ENSEA a formé 213 Ingénieurs statisticiens économistes et 248 Ingénieurs des travaux statistiques.

Tableau 8
Diplômés de l'ENSEA 1994-2002

| | ISE | ITS |
|---------------|------------|------------|
| Algérie | 1 | |
| Bénin | 12 | 4 |
| Burkina Faso | 8 | 7 |
| Burundi | 3 | 4 |
| Congo | 6 | 5 |
| Côte d'Ivoire | 77 | 138 |
| Cameroun | 32 | 10 |
| Gabon | 2 | 0 |
| Guinée | 8 | 15 |
| Haïti | | 1 |
| Madagascar | 21 | 8 |
| Mali | 2 | 3 |
| Niger | 12 | 22 |
| RCA | 5 | 3 |
| Sénégal | 15 | |
| Tchad | 5 | 3 |
| Togo | 4 | 14 |
| Total | 213 | 248 |

Données communiquées par la Direction de l'école.

Les diplômés ivoiriens représentent 36 % des diplômés ISE, suivis par les camerounais 15 % et les malgaches 10 %. Certains pays ont eu moins très peu de diplômés en neuf ans : Gabon (2), Mali (2), Burundi (3), Togo (4), Tchad (5) et RCA (5).

La concentration en faveur des ivoiriens est encore plus forte en ce qui concerne les ITS : plus de 55 % des diplômés sont ivoiriens (138 diplômés), alors que le Mali n'a formé que 3 ITS sur la période.

Les débouchés

Les diplômés n'ont pas de difficultés à trouver du travail. La raison principale est l'existence jusqu'à présent d'un marché du travail très dynamique en Côte d'Ivoire. Les statisticiens se voient offrir des salaires qui peuvent, dans certains cas (BAD, BCEAO) dépasser 700 000 FCFA par mois. Les entreprises publiques sont également très demandeuses de statisticiens. Les salaires offerts sont près de trois fois supérieurs à ceux offerts par la fonction publique, qui sont de 135 000 à 160 000 FCFA.

Dans ces conditions la fonction publique a beaucoup de difficultés à recruter les statisticiens sortant de l'école. Certaines directions de la fonction publique, pour pouvoir recruter des diplômés de l'ENSEA les font embaucher par des entreprises publiques (par exemple le BNET) qui les mettent à leur disposition. La transformation de l'INS en entreprise publique lui a donné la possibilité d'augmenter les salaires (de l'ordre de 470 000 FCFA pour un ISE débutant et 400 000 FCFA pour un ITS débutant) et de concurrencer les autres entreprises. L'INS a moins de problèmes de recrutement, il y a maintenant des demandes et le turn over a beaucoup baissé. Pour l'instant cette solution ne peut être appliquée aux autres statisticiens du système statistique national (services statistiques sectoriels). La Direction de l'INS espère que la mise en œuvre du schéma directeur des statistiques permettra d'homogénéiser les carrières et les rémunérations dans le système statistique national.

L'opinion générale est que la formation initiale dispensée par l'ENSEA est de bonne qualité, en particulier en informatique et traitement de données. Les rares réserves portent sur la capacité à rédiger des notes. Sur quelques postes il y a concurrence avec les économistes/économètres formés à l'Université, en particulier ceux formés dans le cadre du programme de formation de troisième cycle en économie soutenu par la Banque Mondiale.

Il n'y avait pas en 2002/2003 de signes de saturation du marché du travail pour les diplômés de l'ENSEA en Côte d'Ivoire. Selon l'enquête sur les débouchés faite dans le cadre du programme COMSTAT, un nombre significatif de diplômés étrangers trouvent du travail en Côte d'Ivoire.

Estimation des coûts de formation

On trouvera en 5.2.1 l'analyse détaillée des coûts de formation à l'ENSEA.

Le coût budgétaire de la formation, qui est incomplet dans la mesure où le budget lui-même ne rend pas compte de la totalité des ressources et des dépenses de l'école, s'établit à environ 2 millions FCFA par année d'enseignement dans les sections ISE et ITS. Ce montant est financé à hauteur de 68 % par le budget de la Côte d'Ivoire et 32 % par les bailleurs de fonds, par le mécanisme des frais de scolarité. On notera que ce montant est inférieur au montant des frais de scolarité.

Les étudiants ivoiriens ne représentant que 42 % des étudiants ITS/ISE, il en résulte que le budget ivoirien subventionne partiellement la formation des étudiants étrangers, en particulier camerounais, dont un nombre important n'est pas boursier et ne paie pas de frais de scolarité, malgré la demande de l'école au Cameroun.

Lorsque l'on réintègre les autres coûts de formation, c'est-à-dire essentiellement l'assistance technique, on arrive à un coût global de 2,6 millions FCFA par élève et par an dans les filières ITS et ISE.

Enfin, si l'on tient compte des bourses, le coût moyen tout compris s'établit à 4,2 millions FCFA.

L'analyse de la situation financière de l'école montre que celle-ci serait gravement fragilisée par l'arrêt des mécanismes financiers d'appui. Pour affiner le diagnostic, il serait souhaitable que l'ENSEA mette en place une comptabilité analytique qui permette d'analyser les coûts de formation par filière, ainsi que de ses diverses activités, en intégrant l'ensemble de ses ressources et de ses dépenses, même lorsqu'elles sont hors budget.

1.1.4 Projet

L'école a des projets ambitieux, formalisés dans son plan stratégique 2002-2007. Outre le renforcement des filières actuelles, ce plan prévoit d'ouvrir ces filières aux étudiants des pays lusophones et anglophones.

Le plan stratégique prévoit également de diversifier les options, d'élaborer des modèles en Statistiques Appliquées, Démographie, Economie, Finances, Comptabilité nationale, etc. destinés à perfectionner les anciens diplômés et permettre aux cadres de l'Administration publique de se familiariser avec ces disciplines, enfin d'aider les administrations à la création de leur service statistique.

Pour concrétiser ce plan, la direction prévoit de disposer en 2005 de 18 enseignants permanents dont 80 % titulaires d'un doctorat et bilingues et d'augmenter de 4 à 5 le nombre des enseignants chercheurs.

Parallèlement, l'objectif est de réduire de 10 % la dépendance du budget de l'État de 2001 à 2004, et de 30 % de 2005 à 2010, en augmentant le nombre d'étudiants (boursiers) ainsi qu'en développant les prestations de formation continue et les autres prestations fournies par l'école (études, travaux...).

Il est à craindre que ce projet ne se heurte aux deux principaux problèmes signalés plus haut : situation du corps enseignant et situation financière. De ce fait, il semble que la consolidation devrait être privilégiée par rapport à une expansion des activités qui peut apparaître, sous certains aspects, comme une fuite en avant.

Appendice : Données sur l'ENSEA
 ENSEA : Nombre de bourses CE payées

| | Années scolaires | | | | | | | | | | | Total |
|---------------|------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------|
| | 1992/93 | 1993/94 | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997/98 | 1998/99 | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 | |
| Burundi | 3 | 3 | 4 | 4 | 3 | | 1 | 1 | 1 | | | 20 |
| Rwanda | 1 | | 9 | 8 | 7 | 3 | | | | | | 28 |
| Madagascar | 5 | 5 | 9 | 12 | 16 | 6 | 5 | 2 | 2 | 1 | 1 | 64 |
| Benin | | 2 | 2 | 4 | 3 | 2 | 5 | 5 | 4 | 3 | 3 | 33 |
| Guinée | | 6 | 12 | 14 | 10 | 3 | | | | | | 45 |
| Sénégal | | 4 | 8 | 9 | 7 | 2 | 2 | | | | | 32 |
| Mali | | 2 | 2 | 2 | 1 | | | | | | 1 | 8 |
| Niger | | 2 | 12 | 10 | 6 | 5 | 4 | 2 | 2 | 1 | 1 | 45 |
| Côte d'Ivoire | | 14 | 23 | 24 | 20 | 13 | 12 | 10 | 8 | 8 | 8 | 140 |
| Tchad | | | 3 | 3 | 3 | | | 1 | 1 | 1 | | 12 |
| Burkina Faso | | | 1 | 3 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 3 | 20 |
| RCA | | | 3 | 4 | 5 | 6 | 3 | 2 | 1 | 1 | | 25 |
| Congo | | 2 | 9 | 7 | 5 | 1 | 1 | 2 | 2 | 3 | 1 | 33 |
| Cameroun | | | | 4 | 5 | 7 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 41 |
| Gabon | | | | 1 | 1 | 1 | | | | | | 3 |
| Haiti | | | | 1 | 1 | | | | | | | 2 |
| Togo | | | | | | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 2 | 8 |
| Total | 9 | 40 | 97 | 110 | 96 | 52 | 41 | 33 | 30 | 26 | 25 | 559 |

ENSEA : Ressources

| | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dotation budgétaire (subvention Côte d'Ivoire) | 340 720 | 369 960 | 370 333 | 415 819 | 549 587 | 396 357 | 383 709 | 314 695 | 384 652 |
| fonctionnement | 252 720 | 283 960 | 254 694 | 230 819 | 277 587 | 293 714 | 293 900 | 275 820 | 299 652 |
| investissement | 88 000 | 86 000 | 115 639 | 185 000 | 272 000 | 102 643 | 89 809 | 38 875 | 85 000 |
| | | | | | | | | | |
| Ressources propres | 34 000 | 56 000 | 56 000 | 56 000 | 61 000 | 64 000 | 80 000 | 80 000 | 100 000 |
| | | | | | | | | | |
| Total | 374 720 | 425 960 | 426 333 | 471 819 | 610 587 | 460 357 | 463 709 | 394 695 | 484 652 |
| | | | | | | | | | |
| Financements | 34 000 | 140 650 | 168 850 | 158 750 | 99 200 | 105 850 | 94 250 | 86 500 | 81 900 |
| | | | | | | | | | |
| Frais de scolarité | 34 000 | 82 450 | 102 850 | 101 150 | 68 000 | 72 250 | 65 450 | 59 500 | 66 300 |
| France | | | 9 350 | 19 550 | 23 800 | 37 400 | 37 400 | 34 000 | 44 200 |
| CE | 34 000 | 82 450 | 93 500 | 81 600 | 44 200 | 34 850 | 28 050 | 25 500 | 22 100 |
| Logement | 0 | 58 200 | 66 000 | 57 600 | 31 200 | 24 600 | 19 800 | 18 000 | 15 600 |
| France | | | | | | | | | |
| CE | | 58 200 | 66 000 | 57 600 | 31 200 | 24 600 | 19 800 | 18 000 | 15 600 |
| | | | | | | | | | |
| Total | 34 000 | 140 650 | 168 850 | 158 750 | 99 200 | 96 850 | 85 250 | 77 500 | 81 900 |
| | | | | | | | | | |
| Produits divers | | | | | | 9 000 | 9 000 | 9 000 | |
| | | | | | | | | | |
| Compte spécial (cogéré CE/ENSEA) | 18 000 | 43 650 | 49 500 | 43 200 | 23 400 | 18 450 | 14 850 | 13 500 | 11 700 |

Milliers de francs CFA.

ENSEA : Dépenses courantes

| | 1995 budget | 1995 réalisé | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------|
| Vacations | 35 000 | 29 500 | 30 000 | 31 000 | | 50 000 | 45 000 | 33 000 | 30 000 |
| Frais de personnel | 104 200 | 76 400 | 104 200 | 76 000 | | 96 138 | 116 000 | 111 000 | 141 652 |
| personnel enseignant permanent (14 en 2003) | | | | | | | | | 63 589 |
| personnel administratif et technique (23 en 2003) | | | | | | | | | 78 063 |
| Autres dépenses de fonctionnement courant | 200 800 | 182 300 | 176 500 | 179 800 | | 205 576 | 187 900 | 211 820 | 228 000 |
| fournitures extérieures, carburants ... | 119 200 | 98 000 | 87 000 | 91 500 | | 106 160 | 91 036 | 104 220 | 126 000 |
| entretiens réparations | 49 500 | 49 000 | 48 300 | 49 300 | | 48 000 | 46 400 | 50 000 | 53 500 |
| autres | 32 100 | 35 300 | 41 200 | 39 000 | | 51 416 | 50 464 | 57 600 | 48 500 |
| Total | 340 000 | 288 200 | 310 700 | 286 800 | 351 714 | 348 900 | 355 820 | 399 652 | |

Milliers de francs CFA.

ENSEA : Montant des bourses Union Européenne (FCFA) ISE non ivoirien

| | Mensuel | Nombre mois | Annuel |
|--|---------|-------------|------------------|
| Partie libre | | | 850 000 |
| Partie cogérée (enseignants non ivoiriens) | | | 450 000 |
| Total versé à l'école | | | 1 300 000 |
| Prime équipement et livres | | | 200 000 |
| Œuvres universitaires | 12 500 | 10 | 125 000 |
| Allocation mensuelle | 128 000 | 12 | 1 536 000 |
| Transport | 5 000 | 10 | 50 000 |
| Total versé à l'étudiant (annuel) | | | 1 911 000 |
| Autres | | | |
| logement (non ivoirien) | 40 000 | 12 | 480 000 |
| divers, imprévus | 7 % | | 150 000 |
| Plafond frais médicaux sur justificatifs | 80 % | | 250 000 |
| Total autres | | | 880 000 |
| Visa carte de séjour | | | 150 000 |
| Billet provision | | | 356 900 |
| Estimation coût annuel | | | 4 597 900 |

ENSEA : Bourses France ISE non ivoirien (FCFA)

| | Mensuel | Nombre mois | Annuel |
|--|---------|-------------|------------------|
| Frais de scolarité | | | 850 000 |
| Total versé à l'école | | | 850 000 |
| Prime équipement et livres | | | 170 900 |
| Indemnités rapports et mémoire | | | 256 400 |
| Allocation mensuelle | 131 200 | 12 | 1 574 400 |
| Total versé à l'étudiant (annuel) | | | 2 001 700 |
| Autres | | | |
| frais de déplacements stage | | | 1 100 000 |
| logement (non ivoirien) | 50 000 | 12 | 600 000 |
| divers, imprévus | 7 % | | 150 000 |
| Plafond frais médicaux sur justificatifs | 80 % | | 250 000 |
| Total autres | | | 2 100 000 |
| Visa carte de séjour | | | 300 000 |
| Estimation coût annuel | | | 5 251 700 |

ENSEA : Nombre d'heures calculées à partir des plannings des cours

| Heures effectuées | ITS | ISE | Agents | Adjointes | DESS | Total |
|-------------------|--------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|
| KEHO | 0 | 160 | | | 15 | 175 |
| BINTUNI | | | 40 | 40 | | 80 |
| KOUADIO | 10 | 70 | 25 | | 20 | 125 |
| KOUADJO JM | 90 | 20 | | 80 | 25 | 215 |
| KOUAKOU | 95 | 30 | | | 25 | 150 |
| KOUAKOU krame | | | | | 10 | 10 |
| OUATTARA | 40 | 0 | | | | 40 |
| Djegnene | 35 | 30 | | | 20 | 85 |
| AKAFFOU | 0 | 75 | | | | 75 |
| KOIDOU | 0 | 20 | | | 20 | 40 |
| MELESSE | 40 | 30 | | | | 70 |
| KOFFI | 40 | 30 | | | 20 | 90 |
| ESSO | 20 | 30 | 30 | | | 80 |
| ANGOUA | 15 | 20 | 50 | | 15 | 100 |
| SIKA | 50 | | | 135 | 15 | 200 |
| Divers | 0 | 180 | | 70 | | 250 |
| Total | 435 | 695 | 145 | 325 | 185 | 1 785 |
| Pepin | 50 | 30 | | | | 80 |
| ME | 10 | 20 | | | 80 | 110 |
| Vacataires | 1 420 | 1 955 | 301 | 753 | 255 | 4 684 |
| Adalbert | | | | | 20 | 20 |
| Granger | 65 | 50 | | | | 115 |
| Total | 1 980 | 2 750 | 446 | 1 078 | 540 | 6 794 |

1.2 ISSEA (Yaoundé)

1.2.1 Présentation

L'ISSEA (Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée) est un établissement public inter États doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est l'un des organismes spécialisés de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale) ayant pour missions :

- La formation des statisticiens.
- Le recyclage et le perfectionnement.
- La recherche appliquée.

Jusqu'en 1985 l'ISSEA camerounais était dénommé Institut de Statistique de Planification et d'économie appliquée (ISPEA). La décision de le régionaliser a été prise par l'UDEAC en décembre 1984.

L'Institut est financé principalement par la CEMAC. Son budget est adopté sur proposition du Conseil d'administration par le Conseil des ministres. Jusqu'à une date récente, son financement provenait de contributions égalitaires des États membres de la CEMAC (Cameroun, République Centre Africaine, République du Congo, République du Tchad et République de Guinée Equatoriale). L'accumulation d'arriérés importants dans le paiement des contributions des États, aggravée par une gestion contestable, permise par l'absence de tout contrôle de gestion depuis sa création, a conduit l'ISSEA à une grave

crise financière au début des années 1990, crise qui s'est traduite par l'accumulation d'arriérés considérables, y compris au niveau des salaires.

À la suite de cette crise, les aides de la Coopération française, qui apportait une assistance technique importante, et de la Commission européenne ont été suspendues en 1993, ainsi que toute affectation à l'ISSEA de candidats reçus au concours commun. Les relations ont repris progressivement, des bourses ayant recommencé à être attribuées aux étudiants affectés à l'ISSEA à la suite du concours de mai 1999.

Depuis cette période le mode de financement de l'ISSEA a évolué : depuis décembre 2001 son financement est maintenant assuré directement par le Secrétariat Exécutif de la CEMAC : les ressources provenant non plus de contributions des États membres (bien qu'elles continuent à être imputées aux États sur une base égalitaire) mais d'un prélèvement automatique sur les importations en provenance de pays tiers (taxe communautaire d'intégration). La situation est la même pour les deux autres écoles inter États : École des Douanes de Bangui et l'Institut de technologie de Libreville.

L'ISSEA fonctionne actuellement avec deux filières de formation de statisticiens :

La première filière concerne les ingénieurs d'application de la statistique (dénommés ailleurs et ci-après Ingénieurs des travaux statistiques ITS). La formation est de quatre ans après le baccalauréat. Dans les faits de nombreux étudiants sont titulaires, avant d'entrer à l'Institut, de diplômes d'enseignement supérieur en mathématiques, informatique, économie et statistique. L'entrée se fait sur concours, commun avec l'ENSEA et le DSD, organisé par le CESD Paris. Les étudiants affectés à l'ISSEA peuvent obtenir des bourses de la Commission européenne et de la France.

Au cours des quatre dernières années (période couverte par la reprise des bourses de la Commission européenne et de la France) les effectifs de la filière ITS ont évolué comme suit :

Tableau 9
Effectifs des étudiants ITS

| | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 |
|--------------|-----------|-----------|-----------|------------|
| ITS1 | 22 | 28 | 30 | 32 |
| ITS2 | 18 | 19 | 29 | 37 |
| ITS3 | 19 | 17 | 17 | 19 |
| ITS4 | 11 | 18 | 17 | 17 |
| Total | 70 | 82 | 93 | 105 |

Données communiquées par l'ISSEA.

Tableau 10
Flux à l'entrée

| | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 |
|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Affectés à l'école par le jury | 23 | 29 | 30 | 32 |
| Entrés à l'école | 22 | 28 | 30 | 32 |

dont bourses attribuées

| | | | | |
|-----------------------|----|----|----|----|
| Commission européenne | 5 | 8 | 9 | 9 |
| France | | 3 | 3 | 3 |
| Bourse nationale | 16 | 16 | 18 | 18 |
| Cameroun | 11 | 13 | 14 | 14 |
| autres pays | 5 | 3 | 4 | 4 |

Données communiquées par l'ISSEA.

La deuxième filière est celle des techniciens de la statistique. Recrutés après le bac ils font deux ans d'études. Le concours est commun aux six pays de la CEMAC, sur des épreuves fixées par l'Institut. La CEMAC accorde des bourses (50 000 FCFA par mois) en plus du logement aux cinq premiers lauréats de chaque pays. Au total cela correspondrait à une charge d'environ 15 millions FCFA, prise sur le budget de l'école.

Tableau 11
Effectifs des étudiants Techniciens de la Statistique (ITS)

| | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 |
|------------------|-----------|-----------|-----------|
| ITS1 | 19 | 45 | 19 |
| dont camerounais | | 21 | 16 |
| ITS2 | 7 | 14 | 39 |
| dont camerounais | | 13 | 19 |
| Total | 26 | 59 | 58 |

Données extraites des rapports à la CODESA.

La formation des techniciens de la statistique (dénommés ailleurs et ci-après Adjoints techniques) n'est pas examinée dans ce rapport. On peut cependant faire plusieurs remarques : le recrutement des Adjoints s'effectue « théoriquement » au même niveau que celui des ITS (niveau bac). Dans les INS la catégorie des Adjoints techniques est souvent plus stable que la catégorie des Ingénieurs.

L'Institut envisage de créer une filière de formation pour les Ingénieurs Statisticiens Economistes. Ce projet a été approuvé en décembre 2001 par le Conseil des Ministres de l'UEAC. Le budget 2003 de l'Institut intègre le coût de construction d'une première tranche des nouveaux bâtiments nécessaires à la mise en place de cette filière. Ce projet fait l'objet de développements spécifiques au point 2.4.

Bien qu'il fonctionne comme institution de la CEMAC, l'ISSEA accueille (en faible nombre) des élèves de pays hors CEMAC (Rwanda, Burundi, RD Congo).

1.2.2 Moyens

Locaux et équipements informatiques

Les locaux de l'ISSEA sont vétustes et exigus. La surface bâtie est de 1 100 m², comprenant une partie en sous sol (où est située la salle d'informatique) et une autre en étage (bureaux, bibliothèques et salle de réunion).

Les locaux d'enseignement pour de l'ordre de 160 étudiants, répartis en six promotions de 20 à 40 ou plus, consistent en 6 salles de 24 places en moyenne.

Les enseignants sont plusieurs dans le même bureau. Les locaux sont vétustes et relativement dégradés (fuites dans les toits, peintures à refaire, etc.).

L'exiguïté des locaux pose des problèmes pour les activités annexes que l'Institut souhaite développer : les actions de formation continue par exemple ne peuvent être organisées que l'après midi lorsque les salles sont libres. Cette situation rebute les organismes qui seraient susceptibles de financer de telles actions, en particulier lorsque le public visé doit venir d'autres pays.

L'exiguïté des locaux handicape également les activités liées à l'enseignement de l'informatique : la même salle sert pour les cours et les travaux des étudiants.

Les micro-ordinateurs sont au nombre d'une trentaine environ. Les bureaux sont équipés de micro-ordinateurs reliés en réseau et ayant accès à Internet. Mais les micro-ordinateurs pour les cours sont en

nombre insuffisant (de l'ordre d'une quinzaine seulement opérationnels avec suffisamment de mémoire pour les logiciels statistiques). De ce fait les cours d'informatique doivent être dédoublés, ce qui se traduit par le fait que les étudiants ne reçoivent que la moitié de l'horaire prévu en informatique. La maintenance des ordinateurs est faite en interne par le responsable informatique.

Tableau 12
Origine des micro-ordinateurs

| Date | Origine/Financement | Nombre |
|------------|---------------------|--------------------|
| 1996 | ISSEA | 6 |
| Avril 1999 | CESD | 10 IBM Aptiva |
| n.d. | BCEAC | 10 micros réformés |
| Avril 2001 | CE | 10 HP Pavillon |
| Avril 2002 | CESD MAE ? | 5 |

Données communiquées par la Direction de l'École.

Bibliothèque

La bibliothèque est extrêmement démunie, avec un total de 1700 ouvrages généralement dépassés, sauf dans une certaine mesure les livres offerts en 1997/98 par le CESD Paris. Les étudiants n'ont pas accès aux bibliothèques des universités et doivent se rabattre sur les centres culturels français et américain. Dans le cadre du projet FSP « Formation des cadres des administrations économiques et financières » une aide à la bibliothèque est programmée et la liste des livres à acquérir a été établie. Cela ne pourra résoudre qu'une partie du problème. Le budget consacré à l'achat de livres est dérisoire. Il faudrait procéder à une recherche systématique des revues gratuites auprès des organismes internationaux et procéder à des échanges. Le fonds des mémoires est insuffisamment mis en valeur.

Les cours écrits des enseignants ne sont pas disponibles à la bibliothèque.

Logement des étudiants

Le problème du logement des étudiants de nationalité étrangère est partiellement résolu par la location par l'ISSEA de 48 logements à la Société Immobilière du Cameroun. Les loyers payés à ce titre par l'école représentent de l'ordre de 15 MFCFA par an, soit de l'ordre de 300 000 FCFA par logement. Les logements ne sont pas bien entretenus. L'ISSEA paie en outre une société extérieure pour le gardiennage de ces logements et de l'école.

Sur les neuf boursiers de la France, quatre sont logés par l'ISSEA qui émet en contrepartie une facture de 900 000 FCFA (25 000 FCFA par mois et par boursier sur 9 mois, soit 225 000 FCFA/boursier). Sur les trente boursiers de la Commission européenne 11 sont logés par l'ISSEA qui reçoit en contrepartie 2,475 MFCFA (25 000 FCFA par mois sur 9 mois). On notera que le total des recettes au titre du logement dans le budget prévisionnel est de 2,7 millions FCFA. Sur les 48 logements loués à la SIC, seuls 15 correspondent à des boursiers de la Commission européenne et de la France. Les 33 autres seraient occupés par les étudiants étrangers de la filière Adjoints techniques.

Les autres étudiants boursiers de la France et de la Commission européenne, qui doivent se loger par leurs propres moyens, reçoivent une indemnité de 45 000 FCFA/mois sur 9 mois dans le cas des boursiers français et 40 000 sur 10 mois dans le cas des boursiers de la Commission européenne (il semble que la délégation de la CE paie directement les loyers aux propriétaires).

Les étudiants bénéficient également d'une prime/indemnité d'équipement qui sert à payer/remplacer les meubles et l'équipement de maison. Le montant en est de 50 000 FCFA/an pour les boursiers de la Commission européenne.

Corps enseignant

Il est constitué de 8 enseignants permanents (non compris le Directeur qui n'a pas de fonction d'enseignant, à la différence des deux autres écoles). Le budget 2003 inclut 4 postes (actuellement non pourvus) pour passer à 12 enseignants. Les vacataires sont au nombre de 25.

Après le départ d'un professeur et le décès d'un autre en 1997 quatre nouveaux professeurs ont été recrutés en 1998, 3 ISE formés au CESD Paris et un informaticien. Le mode de recrutement est le suivant : les États proposent et un comité scientifique formé des directeurs des INS (organe technique qui traite les problèmes de programme et de recrutement) donne son accord.

Le corps professoral est depuis cette date stabilisé à huit professeurs permanents, y compris le chef d'atelier informatique. Trois de ces enseignants de formation ITS ont plus de 20 ans d'ancienneté. Deux départs à la retraite sont prévus cette année. Le corps enseignant ne semble pas constituer une contrainte pour l'ISSEA, bien qu'un certain nombre de postes restent non pourvus malgré les salaires offerts. Dans le cadre de l'ouverture de la filière ISE, outre le recrutement de 4 nouveaux enseignants, est prévu le recyclage à l'ENSAE/CEPE, entre octobre 2003 et juin 2004 des quatre enseignants recrutés en 1998. Le financement de cette action est prévu sur le projet FSP « Formation des cadres des administrations économiques et financières ».

Tableau 13
Liste des professeurs permanents

| | | |
|-------------|--------------------------------|--|
| J. NGBANZA | ISE 1991 CESD Paris (RCA) | économie (Formation continue DE adjoint) |
| DJIMRABAYE | ISE 1988 CESD Paris (Tchad) | analyse de données |
| NGONTHE | ISE 1990 CESD Paris (Cameroun) | sondages (DERA) |
| R YOUNG | ITS 1972 CESD Paris (Cameroun) | algèbre linéaire |
| D. OUAMBO | ITS 1969 CESD Paris (Cameroun) | stat descriptive |
| M. GUI DIBY | ITS démographe (Congo) | Démographie |
| KINKIELELE | (Congo) | Informatique |
| J. NZEALÉ | (Cameroun) | Chef atelier informatique |

Les enseignants permanents doivent 240 heures de cours par an, le Directeur des Études 155 et le responsable de la formation continue 140. On notera que le total théorique calculé sur cette base (1 735) est inférieur au nombre d'heures accordées par les enseignants permanents dans le tableau ci-dessous. Il est par contre compatible avec le taux d'heures effectuées par les enseignants permanents qui figure dans le rapport annuel de 2002 : 40 % de 4 295 soit 1 720.

Selon les informations recueillies, 60 % des cours des enseignants permanents sont rédigés. Les enseignants reçoivent une compensation financière. Les cours sont ensuite reproduits par l'école et vendus (au prix coûtant ?) aux étudiants. Selon le représentant des élèves cela représente 13 matières et 400 000 FCFA pour l'ensemble des quatre années. Les étudiants boursiers de la CE touchent 50 000 FCFA par an pour l'achat de livres. L'indemnité d'équipement des boursiers français est plus élevée (170 900 FCFA) mais couvre plus que l'achat des livres.

Les professeurs permanents sont relativement bien payés, surtout depuis l'alignement de l'ISSEA sur le statut des autres organismes de la CEMAC. Le salaire mensuel net de base est de l'ordre de 1 MF CFA, auquel il convient d'ajouter une prime d'expatriation (30 %), une indemnité de logement (20 %) et des indemnités de transport. Soit un coût net annuel de l'ordre de 20 millions CFA par professeur. Il conviendrait d'y ajouter la contrepartie actualisée des indemnités de départ à la retraite, ainsi que les charges sociales.

Depuis deux ans le tarif des vacations est de 10 000 FCFA de l'heure pour un professeur titulaire d'un doctorat (nouveau régime) ou un ISE et de 6 000 pour un titulaire de DESS/maîtrise. Auparavant, le plafond était de 8 000 FCFA. Il n'y a pas de problèmes pour trouver des enseignants de qualité. Les vacataires actuels ont une certaine ancienneté à l'école. Selon certains interlocuteurs, le problème avec les professeurs vacataires est qu'ils ont tendance à dispenser leur cours (universitaire) sans prendre en compte les spécificités de l'enseignement dans une école de statistique. Le problème pourrait s'aggraver avec l'ouverture de la filière ISE.

Tableau 14
Personnel enseignant ISSEA nombre d'heures

| | 2000/2001 réalisations | 2001/2002 réalisations | | 2002/2003 prévisions |
|------------------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------|-------------------------|
| Vacataires | | | | |
| nombre d'heures ITS | 1 230 | 1 230 | | 1 280 |
| nombre d'heures adjoints | 680 | 680 | | 680 |
| nombre d'heures formation continue | | 200 | | 100 |
| Total | 1 910 | 2 110 | | 2 060 |
| Enseignants permanents | | | | |
| nombre d'heures ITS | 1 395 | 1 395 | | 1 345 |
| nombre d'heures adjoints | 570 | 570 | | 570 |
| nombre d'heures formation continue | | 220 | | 260 |
| Total | 1 965 | 2 185 | | 2 175 |
| Total | | | | |
| nombre d'heures ITS | 2 625 | 2 625 | 61,1 % | 2 625 |
| nombre d'heures adjoints | 1 250 | 1 250 | 29,1 % | 1 250 |
| nombre d'heures formation continue | | 420 | 9,8 % | 360 |
| Total | 3 875 | 4 295 | 100,0 % | 4 235 |

Données communiquées par la Direction de l'ISSEA.

Budget

Le budget de l'ISSEA a fortement augmenté au cours des dernières années. La réforme du mécanisme de financement s'est traduite par la fin des arriérés dans le versement des États. Cependant cette croissance doit être relativisée. Au début des années 1990, le budget atteignait 297,1 millions FCFA (budget 1991). Comme le notait le rapport, « Les écoles de formation statistique d'Afrique francophone au sud du Sahara » (Insee, Eurostat 1992, ci-après rapport « Turlot ») ce budget se traduisait par des coûts budgétaires de formation très supérieurs à ceux de l'ENSEA (2,8 millions FCFA par élève et par an) pour un projet pédagogique moins ambitieux.

Tableau 15
Évolution du budget de l'ISSEA

| | 1999 exécution | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévisions |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Contribution des États | 211 200 | 274 200 | 282 000 | 330 000 | 750 600 |
| Fonctionnement | 182 313 | 265 200 | 274 058 | 314 236 | 562 600 |
| Investissement | 28 887 | 9 000 | 7 942 | 15 764 | 188 000 |
| Ressources propres | 10 710 | 13 017 | 35 866 | 37 236 | 55 600 |
| Frais de scolarité (bourses) | 5 000 | 8 000 | 15 000 | 25 000 | 41 000 |
| France | | 1 000 | 4 000 | 4 000 | 9 000 |
| Commission européenne | 5 000 | 7 000 | 11 000 | 21 000 | 32 000 |
| Autres liés aux bourses (loyers) | | | 100 | 2 700 | 2 700 |
| Recettes de formation continue | | 1 895 | 14 541 | 5 580 | 6 000 |
| Autres ressources propres | 5 710 | 3 122 | 6 325 | 6 656 | 8 600 |
| Total général | 221 910 | 287 217 | 317 866 | 367 236 | 806 200 |

Données communiquées par la Direction de l'ISSEA (milliers FCFA).

Dans les années 2000-2001 le budget retrouve son niveau des années 1991-1992. Entre 1999 et 2003, les ressources propres augmentent fortement du fait de l'augmentation du nombre de boursiers de la CE et de la France et la croissance corrélative des frais d'inscription (1 MFCFA par élève et par an).

Formation continue

Les recettes de formation continue décroissent après un pic en 2001 et ne représentent en 2002 que moins de 2 % des ressources totales. En mai dernier les recettes prévisionnelles de 2003 étaient réalisées à 50 %. Ces activités rencontrent des difficultés : problèmes de financement — Gabon et Congo — et problèmes d'infrastructures. La formation continue prend quelquefois la forme de modules standards, ce qui est parfois critiqué comme manquant de flexibilité. Elle est facturée 5 000 FCFA de l'heure, ce qui permet de financer les vacataires et les heures supplémentaires des enseignants. L'école envisage d'organiser un séminaire pour présenter ses activités dans le domaine.

Études et recherche

Les autres ressources propres correspondent à des produits divers : petites enquêtes, cessions de matériel, etc. Elles sont très faibles. Il n'a pas été déterminé si le produit de l'achat des cours par les étudiants (qui représenterait de l'ordre de 10 millions FCFA par an) entrerait dans ces recettes.

Les activités de recherche et d'études ne se traduisent pas par des ressources significatives : « La recherche n'est pas une source de financement mais une vitrine ». Le responsable du « Département » des Etudes et de la Recherche Appliquée envisage d'utiliser les stages pratiques d'enquête effectués par les étudiants au cours de leur scolarité pour construire un panel qui servirait de base à des études, des recherches et des publications, par exemple sur les parcours d'insertion professionnelle. L'école a essayé d'entrer sur le marché des études, en association avec une société privée. L'essai n'a pas été concluant, le partenaire s'appropriant le contrat et mettant fin à ses relations avec l'école. Outre la limitation des moyens, ces activités affrontent des problèmes liés au statut et à la nécessaire création de partenariats. Le département est un peu en sommeil : le n° 6 de la revue du Département « Études et recherche Afrique centrale » a du mal à sortir. Il y a un manque de volonté et des besoins de financement. Une des explications avancées est que la revue serait trop centrée sur le Cameroun (ce qui ne semble pas être le cas). Les autres réalisations du DERA (guide de création d'entreprise, Centre d'incubation des métiers d'entreprise...), sont soit en sommeil, soit en attente de financement pour leur finalisation.

Dans ces conditions, la diversification des ressources (ressources propres) repose essentiellement sur l'aide, à travers les frais d'inscription et de scolarité attachés aux bourses de la Commission européenne et de la France (près de 80 % des ressources propres prévisionnelles en 2003). Aucun frais d'inscription ou de scolarité ne sont demandés aux autres étudiants.

Aide reçue

La première aide reçue par l'école est constituée par les frais de scolarité et droits d'inscription versés par la France et la Commission européenne. Elle a représenté 50 millions FCFA sur la période 1999-2002.

Aide en équipement

Par ailleurs, l'école a reçu entre 1997 et 2001 des dons en livres, équipements informatiques et logiciels du CESD Paris et de la Commission européenne. Bien qu'il soit difficile d'identifier le donateur en dernier ressort, il semble que ces aides soient en quasi totalité financées par la CE. Le montant total de ces aides est estimé à 60 000 € (soit de l'ordre de 40 MFCFA). On trouvera ci-dessous un récapitulatif approximatif.

Aides diverses

L'école a en outre bénéficié, entre décembre 2001 et mars 2003 (date de l'interruption de la mission) de l'apport d'un assistant technique français durant quelques mois. Le coût indicatif pour 2002 est de l'ordre de 100 000 €, soit quasiment le double de l'ensemble des aides en matériel sur 4 à 5 ans. Le résultat est considéré comme décevant.

Tableau 16
Aides reçues par l'ISSEA

| Année | Nature | Montant 1 000 € | Origine |
|--------------|--------|--------------------|---------|
| 1998 | livres | 4,5 | CESD CE |
| 1999 | Micro | 38,8 | CESD CE |
| 2000 | Micro | 12,0 | CESD CE |
| 2002 | Micro | 3,8 | CESD CE |
| Total | | 59,1 | |

Données Bilan du programme COMSTAT, ISSEA.

L'école a indirectement bénéficié des actions financées dans le cadre du programme COMSTAT et ou de l'aide française (concours commun, révision des programmes ITS,...). L'estimation des bénéfices réels pour l'ISSEA est arbitraire. En prenant un tiers des coûts du concours commun entre 1996 et 2002 (soit 220 0000 €) et un tiers des actions bénéficiant aux trois écoles sur le programme COMSTAT (projet CESD Communautaire : 90 000 €), on arrive à un montant de l'ordre de 410 000 € (270 millions FCFA).

Au total, les aides représenteraient 510 MFCFA sur 1996-2002, soit de l'ordre de 70 millions FCFA par an. Seule la partie correspondant aux frais de scolarité (28 MFCFA en 2002) est inscrite au budget de l'école.

Tableau 17
Aides diverses reçues par l'ISSEA

| Années | Nature | Montant | Origine |
|--------------|--------------------------------|----------------|-------------------|
| 2001-2002 | AT | 100 000 | France |
| 1996-2002 | Concours commun | 220 000 | France, CE (50 %) |
| 1996-2001 | Divers (filières, ateliers...) | 90 000 | CESD C. (CE) |
| Total | | 410 000 | |

En euros ; données Bilan du programme COMSTAT, divers.

Il est assez difficile d'apprécier l'efficacité de cette aide : celle des frais de scolarité, le concours commun, l'aide en équipement ne semble pas devoir être contestée. L'assistance technique est considérée comme décevante. Les aides « immatérielles », réforme des programmes, ateliers etc. ont été considérées comme efficaces.

1.2.3 Résultats

Le cursus

L'ensemble des élèves affectés à l'ISSEA à la suite du concours commun se présentent effectivement à l'école. En étudiant le cursus des diverses promotions, on constate que les pertes (renvois, abandons) sont relativement faibles : pour 70 élèves entrés à l'école entre 1996 et 1999, 64 ont été ou seront diplômés entre 2000 et 2003¹. Par contre certaines promotions se caractérisent par des redoublements importants (par exemple la promotion entrée en 2000). Selon les avis recueillis auprès du corps enseignant, la qualité des promotions est très variable selon les années.

Pendant leur scolarité les étudiants font plusieurs enquêtes : la première année ils réalisent l'enquête sur le terrain, la deuxième année la conception et la troisième année l'analyse. En deuxième année il y a un

1. On a considéré que l'ensemble des élèves actuellement en quatrième année seraient diplômés.

stage d'un mois, pendant les vacances, puis 2 mois en troisième année et enfin un stage de trois mois en quatrième année, qui donne lieu à un rapport de stage (mémoire). Il y a beaucoup de difficultés à trouver des stages. Certains ont lieu dans les INS. Les étudiants doivent assurer eux-mêmes l'impression et la reproduction de leur mémoire. Très souvent les structures où ils effectuent leur stage sont démunies de tout moyen. La France et la Commission européenne versent des frais de mémoire aux élèves de quatrième année (200 000 FCFA pour la Commission européenne et 128 200 pour la France). En outre la France paie des frais de déplacement pour les stages. Ces frais dépendent du lieu où se déroule le stage : de 6 400 FCFA / jour dans le pays d'affectation à 28 700 FCFA / jour si le stage a lieu hors zone franc.

Les ITS formés

Entre 1995 et 2002, l'ISSEA a formé un peu plus de 110 ITS, soit un rythme annuel de 14 diplômés par an. Ce rythme devrait augmenter à partir de 2004, avec l'arrivée en quatrième année des promotions plus importantes des années 2000 sq.

Tableau 18
Diplômés ISSEA

| | 1994/ 1995 | 1995/ 1996 | 1996/ 1997 | 1997/ 1998 | 1998/ 1999 | 1999/ 2000 | 2000/ 2001 | 2001/ 2002 | 2002/ 2003 |
|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| ITS1 | 9 | – | 12 | (15) | (21) | 22 | 28 | 30 | 32 |
| ITS2 | 24 | 14 | 15 ? | : | : | 18 | 19 | 29 | 37 |
| ITS3 | 19 | 23 | 13 | : | : | 19 | 17 | 17 | 19 |
| ITS4 | 14 | 18 | 23 | : | : | 11 | 18 | 17 | 17 |
| Total | 66 | 55 | 63 | : | : | 70 | 82 | 93 | 105 |
| Diplômés | (14) | 14 | 19 | 12 | 12 | 10 | 17 | 17 | |

Données communiquées par l'école. : pas de donnée () données reconstituées. Effectif des ITS 2 en 1996/1997 inexpliqué (pas d'entrée en première année en 1995/1996).

Ces ITS sont en très grande majorité camerounais. Selon les données transmises par la direction de l'école à la CODESA, la répartition des élèves par nationalité est la suivante

Tableau 19
Effectifs par nationalité ISSEA

| | 1995/ 1996 | 1996/ 1997 | 1997/ 1998 | 1998/ 1999 | 1999/ 2000 | 2000/ 2001 | 2001/ 2002 | Total |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|
| Cameroun | 28 | 45 | 41 | 56 | | 63 | 70 | 303 |
| RCA | 4 | 2 | | – | | 2 | 2 | 10 |
| Congo | 13 | 14 | 9 | 5 | | 10 | 12 | 63 |
| Gabon | 3 | 2 | 3 | 4 | | 5 | 4 | 21 |
| Tchad | 2 | – | | – | | | 3 | 5 |
| Guinée E. | – | – | | – | | | – | 0 |
| Rwanda | | | | – | | 1 | 1 | 2 |
| Total | 50 | 63 | 53 | 65 | | 81 | 92 | 404 |

Données des rapports de l'ISSEA à la CODESA.

Alors que le Cameroun représente un peu moins de 50 % de la population de la CEMAC et un peu plus de 50 % du PIB de la zone, en moyenne, il a représenté 75 % des années-élèves sur la période 1995/2002. Le Congo arrive en seconde position avec 16 %. Le Gabon n'a représenté que 5 %, la RCA moins de 2,5 % et le Tchad 1,2 %. La Guinée Equatoriale n'a eu aucun élève admis à l'école, alors que le Rwanda en avait 2.

Cette écrasante prépondérance des Camerounais à l'ISSEA, qui risque de s'accroître encore avec l'ouverture de la filière ISE, s'explique principalement par le taux de réussite des candidats. Selon les informations recueillies, ce taux de réussite a pour principale origine le fait qu'un grand nombre de candidats camerounais passent le concours après plusieurs années d'université. Pour ces étudiants le concours n'est pas au niveau bac mais au niveau bac + 2 ou plus, c'est-à-dire après l'équivalent de classes préparatoires ou encore au niveau théorique de recrutement des ITS voie B à Abidjan. Dans certains pays le niveau de l'enseignement secondaire est bas. Pour deux de ces pays (RCA et Tchad), a été mise en place une préparation spécifique. Cette formation est organisée par les INS avec le soutien financier de la France, transitant par Afristat.

Tableau 20
Candidats et reçus ITS voie A de 1994 à 2002

| | Candidats ITS A | % | Reçus | % | Taux de réussite |
|--------------|-----------------|----------------|------------|----------------|------------------|
| Cameroun | 848 | 30,4 % | 182 | 55,7 % | 21,5 % |
| RCA | 245 | 8,8 % | 16 | 4,9 % | 6,5 % |
| Congo | 567 | 20,4 % | 47 | 14,4 % | 8,3 % |
| Gabon | 213 | 7,6 % | 32 | 9,8 % | 7,4 % |
| Tchad | 548 | 19,7 % | 29 | 8,9 % | 5,3 % |
| Guinée E. | 45 | 1,6 % | – | | 0 % |
| Rwanda | 319 | 11,5 % | 21 | 6,4 % | 6,6 % |
| Total | 2 785 | 100,0 % | 327 | 100,0 % | 11,7 % |

Données AG du CESD Paris 2 décembre 2002. Note : ces résultats concernent l'ensemble des candidats ITS de la voie A. Un certain nombre de candidats ressortissants de la CEMAC intègrent l'école de Dakar.

Les débouchés

La grande majorité des ITS formés intègre la Fonction Publique. Le pourcentage atteint 86 % selon l'enquête sur le devenir des ITS diplômés de Yaoundé entre 1986 et 1997.

Dans le cas du Cameroun l'intégration est automatique : comme le concours est ouvert par la Fonction Publique, tout étudiant diplômé a le droit d'être recruté par la fonction publique. Les statisticiens, de même qu'un certain nombre d'autres diplômés (École nationale de la magistrature, de médecine, etc.) bénéficient d'une dérogation au gel des recrutements dans la fonction publique. Les étudiants camerounais à l'ISSEA bénéficient d'une bourse. Bien qu'il n'y ait pas d'obligation liée à cette bourse, la quasi-totalité des diplômés intègre effectivement la fonction publique. Ce recrutement ne se fait pas obligatoirement à l'INS.

Dans le cas des autres pays, la situation est variable : au Gabon et au Tchad, l'État demeurerait le principal débouché. En RCA, les débouchés sont plus diversifiés. Les ITS peuvent aller vers des projets, dans des organisations internationales ayant leur siège à Bangui, etc. Les diplômés congolais se dirigent plutôt (70 % des répondants selon l'enquête) vers le secteur privé, y compris le secteur privé camerounais. On notera que les résultats de l'enquête peuvent être biaisés par le contexte socio-économique particulier prévalant au Congo en 1999, les étudiants hésitant à rentrer. Ils attestent cependant que le secteur privé constitue un débouché potentiel, même s'il est encore restreint dans le cadre de l'Afrique Centrale. Malgré des salaires plus faibles (de l'ordre de 150 000 FCFA par mois de salaire de début), il semble cependant que le secteur public soit préféré du fait de la stabilité de l'emploi. Contrairement à la BCEAO, la BCEAC ne recrute que très peu de statisticiens formés à l'ISSEA.

La grande majorité des diplômés travaille dans le domaine des statistiques : organisation et analyse d'enquêtes, analyse économique, etc. ou l'informatique. Dans l'ensemble, on constate une bonne adéquation entre formation dispensée et besoins professionnels.

Les effectifs de diplômés ITS formés sont dans leur très grande majorité venus renforcer les systèmes statistiques nationaux et travaillent à la production d'information quantitative ou à son analyse. De ce point de vue, le bilan de la formation et de l'aide qui y a contribué est positif. S'agissant de l'ISSEA, la question de savoir si le même résultat pouvait être obtenu à moindre coût ne se pose que pour les bourses, les autres actions étant communes aux trois écoles. D'une certaine façon le mécanisme des bourses contribue à rétablir un certain équilibre entre les différents pays, en garantissant aux ressortissants des pays de la CEMAC, autres que le Cameroun, de pouvoir faire leurs études à Yaoundé.

Estimation des coûts de formation

Le coût budgétaire

L'évolution rapide du budget de l'ISSEA rend difficile une caractérisation des coûts de formation. Par ailleurs les données sont incomplètes. Il n'a pas été possible de connaître la part des dépenses de personnel consacrée au personnel enseignant permanent. Les données pour l'année 2003 sont des prévisions qui intègrent 4 postes d'enseignants non pourvus. Ces prévisions tiennent également compte des effets de l'alignement statutaire de l'ISSEA sur celui des autres organismes de la CEMAC (statut d'organisme inter États, avec une assez forte augmentation salariale). On a donc préféré travailler sur le budget 2002.

Tableau 21
Dépenses courantes de l'ISSEA

| | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévision |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Vacations | 12 875 | 14 375 | 18 830 | 24 600 |
| Frais de personnel | 153 399 | 163 711 | 203 034 | 431 125 |
| Autres dépenses de fonctionnement courant | 111 458 | 116 186 | 139 486 | 165 175 |
| fournitures, consommables | 25 222 | 25 850 | 27 200 | 42 450 |
| services consommés assurances loyers etc. (1) | 84 886 | 89 486 | 111 436 | 115 810 |
| autres | 1 350 | 850 | 850 | 6 915 |
| Total dépenses de fonctionnement | 277 732 | 294 272 | 361 350 | 620 900 |

Données communiquées par l'école (1) y compris charges de gestion retenues : 3 % des versements des États.

Faute de données détaillées, on a réparti les dépenses entre les deux filières en fonction des heures d'enseignement dispensées, soit 61,1 % pour les ITS. Un calcul basé sur les effectifs donne un résultat semblable (61,6 % pour les ITS). On notera que les autres dépenses de fonctionnement courant incluent les bourses versées aux Adjoints techniques ainsi que les loyers des 48 logements loués à la SIC, dont la majorité est occupée par des Adjoints techniques.

Le coût budgétaire de formation des ITS aurait été en 2002 de 220,8 millions FCFA, soit de l'ordre de 2,2 millions FCFA par année élève. 61 % de cette somme, soit 1,35 million FCFA, correspondant à des salaires et des vacations. Ce coût budgétaire pourrait avoir augmenté de 60 % en 2003, compte tenu des réalisations prévisionnelles. Il deviendrait alors extrêmement élevé, passant presque au double de celui de l'ENSEA. On se retrouverait ainsi dans une situation qui ne serait guère éloignée de celle du début des années 1990, décrite dans le rapport Turlot (Il est à espérer que les conséquences de cette inflation budgétaire ne soient pas les mêmes qu'alors).

Ces coûts budgétaires de formation sont couverts à concurrence de 10 % (cf. partie sur les ressources) par les frais de scolarité versés par la France et la Commission européenne. Ceux-ci qui concernent 25 boursiers en 2002 (et 41 en 2003) se montent à 1 million FCFA par élève, soit un peu moins de 50 % des coûts budgétaires de formation en 2002.

Les autres coûts de fonctionnement

Il n'y a pas d'assistance technique permanente, ni missions d'enseignement à l'ISSEA. C'est seulement en 2002, que l'école a bénéficié des services d'un enseignant technique, conseiller du directeur, chargé

d'instruire le dossier de la filière ISE. Comme on l'a indiqué les résultats de cette mission n'ont pas été à la hauteur de son coût (de l'ordre de 60 millions FCFA). Ce coût n'a pas été retenu dans les coûts de formation des ITS.

Les coûts patrimoniaux, correspondant à la dépréciation économique des constructions, équipements et matériel ne sont pas connus, l'école ne tenant pas de comptabilité patrimoniale. L'amortissement économique des constructions est certainement très faible, compte tenu de leur âge et de leur état de vétusté. Au coût de remplacement, la valeur des locaux de l'école (1100 m² à 200 000 FCFA) serait de 220 millions FCFA. La valeur des équipements ne devrait pas dépasser 100 millions FCFA. Les coûts patrimoniaux ne représenteraient guère dans ces conditions que de l'ordre de 40 millions FCFA par an soit 10 % des coûts de fonctionnement. L'école ne devrait pas avoir de difficultés à les intégrer dans son budget, ce qui est partiellement fait pour le matériel de transport. 60 % des coûts patrimoniaux seraient à imputer à la formation des ITS

Les bourses

Le nombre de boursiers évolue rapidement, de 8 en 1999/2000, à 15 puis 25 en 2001/2002. En 2002/2003 leur nombre est de 41.

En enlevant la partie versée à l'école (frais de scolarité et logement), le montant moyen des bourses est de l'ordre de 2 millions FCFA par boursier et par an, dont environ 1,5 millions versés aux étudiants eux-mêmes sous forme d'allocation mensuelle et de primes diverses : équipement, livres etc. le reste correspondant aux billets, imprévus, etc. On peut remarquer que les bourses ne sont pas égales entre la France et la Commission européenne, les rubriques elles-mêmes étant différentes. Selon les étudiants la bourse de stage de fin d'études (mémoire) est faible, compte tenu des frais de reproduction à engager. Les indemnités d'équipement servent à payer l'équipement des logements alors que l'achat des cours photocopiés revient à plus de 400 000 FCFA.

On peut comptabiliser sur l'année budgétaire 2002 de l'ordre de 30 bourses, ce qui représenterait 60 millions FCFA. Il faut ajouter 60 bourses nationales, dont le montant a été estimé à 30 millions FCFA.

Récapitulatif

Tableau 22
Coût de la formation des ITS à l'ISSEA

| | Total | CEMAC/ États | CE/ France | Remarques |
|---------------------------|------------|--------------|------------|--------------------------------------|
| Coût budgétaire | 220 | 200 | 20 | |
| Coûts patrimoniaux (p.m.) | (24) | (12) | (12) | locaux CEMAC, équipements FED/France |
| Bourses | 90 | 30 | 60 | |
| Autres coûts (pm) | (30) | (-) | (30) | concours, divers |
| Total comptabilisé | 310 | 230 | 80 | |

Estimations.

Globalement le coût complet de formation (non compris les coûts avant l'entrée à l'ISSEA) serait de 3,2 millions FCFA par année élève, dont environ 25 % sont pris en charge par l'aide.

Conclusions sur l'ISSEA

La situation de l'ISSEA apparaît comme paradoxale. D'une part ses budgets de fonctionnement sont en très forte augmentation, passant de 187 millions FCFA en 1999 à 351 millions en 2002 (les prévisions sont de 617 millions pour 2003)², d'autre part ses locaux sont vétustes et exigus et ses autres moyens matériels de fonctionnement (équipements informatiques, bibliothèque, etc.) sont absolument insuffisants.

2. Le montant prévisionnel 2003 inclut 4 postes non pourvus, des indemnités de départ à la retraite mais reflète surtout la hausse des salaires due à l'alignement de l'école sur le statut des autres organes de la CEMAC, c'est-à-dire au statut d'organisation internationale.

L'ISSEA est désormais celle des trois écoles qui a le budget de fonctionnement le plus élevé. Les rémunérations directes atteignent 61 % des dépenses courantes en 2002. Les frais de personnel (203 millions FCFA) ramenés au nombre de salariés permanents (22), dépassent 9 millions FCFA par personne. La hausse des frais de personnel a atteint + 33 % entre 2000 et 2002 et devrait s'accroître fortement en 2003.

En même temps, les locaux, les équipements informatiques et la bibliothèque sont absolument insuffisants : avec une trentaine de micro-ordinateurs opérationnels, en grande partie offerts par l'aide, les cours d'informatique doivent être dédoublés et les étudiants ne bénéficient donc que de la moitié de l'horaire prévu. Les bâtiments sont exiguës, vétustes et mal protégés contre les intempéries. Le budget consacré à la bibliothèque serait de l'ordre de 1 million FCFA par an. Un programme de réhabilitation des locaux actuels et de renforcement de la bibliothèque a été défini par la Coopération Française dans le cadre du FSP « Formation des cadres des administrations économiques et financières ».

Une des autres particularités de l'ISSEA est la concentration des étudiants. 75 % des étudiants ITS sont Camerounais. Cette concentration pourrait encore augmenter avec l'ouverture de la section ISE. Il semble incontestable que d'une certaine façon l'école fonctionne « au bénéfice » du Cameroun. A l'inverse les autres États de la CEMAC sont sous représentés : en particulier aucun étudiant équato-guinéen n'a été reçu depuis l'ouverture de l'école. La direction de l'école est particulièrement impliquée dans le rééquilibrage entre les origines nationales des étudiants, qui passe d'une part par une action spécifique en direction de la Guinée Equatoriale et d'autre part par un appui plus important à la préparation au concours dans les autres pays (RCA et Tchad).

1.2.4 Projets et recommandations

Projets

Locaux

Il existe deux projets concernant les locaux : le premier est celui de la réhabilitation des locaux actuels (toiture, peinture, etc.). Il est pris en charge par l'aide française dans le cadre du projet FSP « Formation des cadres des administrations économiques et financières ».

Le second, lié au projet d'ouverture d'une filière ISE, est plus ambitieux. Il comporte trois phases : extension des locaux actuels sur le même terrain, construction de deux nouveaux bâtiments à proximité de l'école pour de nouvelles salles de classe et bureaux, enfin construction d'une résidence de 200 chambres pour les étudiants.

Ouverture de la filière ISE

L'ouverture d'une formation ISE à Yaoundé n'a fait l'objet que d'études préliminaires sommaires. Elle ne semble cependant pas devoir être remise en cause. Les besoins existent. Cependant sa concrétisation aura un impact, qu'il s'agit d'étudier, et nécessitera des moyens. Les moyens en infrastructures (salles de classe, etc. ...) sont identifiés et sommairement programmés ainsi que les ressources pour la première phase. Les moyens humains (recrutement de quatre professeurs supplémentaires et vacations) sont déjà inscrits au budget de l'école. Une des conséquences de l'ouverture de cette section sera de « rapatrier » à l'ISSEA les (la plus grande partie des) étudiants camerounais actuellement formés à l'ENSEA (ce qui résoudra partiellement le problème posé par le nombre des camerounais non boursiers à Abidjan), mais pourrait accentuer l'impression que l'ISSEA fonctionne principalement « au bénéfice » du Cameroun.

Les actions en faveur du rééquilibrage entre les pays

La Direction de l'ISSEA est consciente du déséquilibre existant entre les pays, en ce qui concerne l'origine des étudiants. D'une part, elle a formulé un projet pour la formation des étudiants équato-guinéens, d'autre part elle a fait des suggestions sur les projets d'appui à la préparation du concours.

Le projet d'appui aux étudiants équato-guinéens comporterait trois mois de mise à niveau en français et en mathématiques pour un total de 300 heures. La mise à niveau se déroulerait à l'ISSEA et s'adresserait à 10 à 15 élèves préalablement sélectionnés. Ce projet a reçu l'accord du SCAC de Malabo, mais n'a pu se concrétiser en 2003.

S'agissant du Tchad et de la RCA, dont les étudiants ont un faible taux de réussite au concours, il est proposé que l'action de pré-formation (qui se déroule en cours du soir) soit étendue sur plus de temps, mais surtout qu'elle se déroule avec une implication plus grande de l'ISSEA (contenu des formations, etc.), plutôt que sous celui des INS, qui n'ont pas de compétence spécifique dans ce domaine. Le circuit financier actuel (le financement de la France passe par Afristat et les INS) pourrait être simplifié.

Recommandations

Compte tenu du constat ci-dessus, au-delà des actions en cours (FSP « Formation des cadres des administrations économiques et financières » et TPS 155), l'aide de la France et de la Commission européenne à l'ISSEA devrait se concentrer sur les actions visant à rééquilibrer les effectifs de l'école entre les différents pays, ainsi que sur celles assurant le maintien d'une formation de qualité.

Rééquilibrage : appui aux actions de préparation au concours dans certains pays et en particulier en Guinée Equatoriale, attribution de bourses.

Maintien d'une formation de qualité : appui pédagogique aux enseignants, concertation entre les écoles et avec le Groupe des Écoles Nationales d'Economie et Statistiques (GENES), soutien bibliographique.

Le mécanisme des frais de scolarité, s'il devait être maintenu, devrait être assorti de conditions d'utilisation (bibliothèque, équipements etc.) dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de transparence et de création d'un système d'information préconisées en première partie du rapport.

Appendice : Données sur l'ISSEA

ISSEA : Effectifs des étudiants et bourses attribuées

| | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997/98 | 1998/99 | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 |
|--------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Effectifs des étudiants | | | | | | | | | |
| affectés à l'école par le jury | | | 25 | 17 | 21 | 23 | 29 | 30 | 32 |
| entrés à l'école | | | 12 | 15 | 21 | 22 | 28 | 30 | 32 |
| passés en classe supérieure | | | 11 | ? | ? | 20 | 20 | 25 | |
| Bourses attribuées | | | | | | | | | |
| EU | | | | | | 5 | 8 | 9 | 9 |
| France | | | | | | | 3 | 3 | 3 |
| Bourse nationale | | | 12 | | | 16 | 16 | 18 | 18 |
| Cameroun | | | 9 | | | 11 | 13 | 14 | 14 |
| autres pays | | | 3 | | | 5 | 3 | 4 | 4 |
| Autres (fonctionnaires ...) | | | | | | | | | |
| Effectifs des étudiants | | | | | | | | | |
| ITS1 | 9 | | 12 | 15 | 21 | 22 | 28 | 30 | 32 |
| ITS2 | 24 | 14 | 15 | | | 18 | 19 | 29 | 37 |
| ITS3 | 19 | 23 | 13 | | | 19 | 17 | 17 | 19 |
| ITS4 | 14 | 18 | 23 | | | 11 | 18 | 17 | 17 |
| Total | 66 | 55 | 63 | | | 70 | 82 | 93 | 105 |
| Diplômés ITS sortants | | 14 | 19 | 12 | 12 | 10 | 17 | 17 | |

ISSEA : Nombre de bourses UE attribuées

| | 1992/ 93 | 1994/ 95 | 1995/ 96 | 1996/ 97 | 1997/ 98 | 1998/ 99 | 1999/ 2000 | 2000/ 2001 | 2001/ 2002 | 2002/ 2003 |
|-------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Nationalité | | | | | | | | | | |
| Cameroun | | | | | | | 2 | 5 | 4 | 4 |
| Centrafrique | | | | | | | 1 | | | |
| Congo Brazzaville | | | | | | | 1 | 2 | 2 | 2 |
| Gabon | | | | | | | 1 | | 1 | 3 |
| Guinée Conakry | 3 | | | | | | | | | |
| Rwanada | | | | | | | | 1 | | 1 |
| ... | | | | | | | | | 2 | |
| ... | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | |
| Total | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 8 | 9 | 10 |
| Cumulé | | | | | | | | 13 | 22 | 32 |

ISSEA : Nombre d'heures d'enseignement

| | 2000/2001 réalisations | 2001/2002 réalisations | 2002/2003 prévisions | % (2002/03) |
|------------------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------|
| Personnel enseignant | | | | |
| Vacataires | | | | |
| nombre d'heures ITS | 1 230 | 1 230 | 1 280 | |
| nombre d'heures adjoints | 680 | 680 | 680 | |
| nombre d'heures formation continue | | 200 | 100 | |
| Total | 1 910 | 2 110 | 2 060 | 48,6 % |
| Enseignants permanents | | | | |
| Effectifs | 8 | 8 | 8 | |
| nombre d'heures ITS | 1 395 | 1 395 | 1 345 | |
| nombre d'heures adjoints | 570 | 570 | 570 | |
| nombre d'heures formation continue | | 220 | 260 | |
| Total | 1 965 | 2 185 | 2 175 | 51,4 % |
| Personnel non enseignant effectifs | | | | |
| | 14 | 14 | 14 | |
| Nombre d'heures (%) | | | | |
| ITS | 67,7 % | 61,1 % | 62,0 % | |
| Adjoints | 32,3 % | 29,1 % | 29,5 % | |
| Formation continue | 0,0 % | 9,8 % | 8,5 % | |

ISSEA : Dépenses courantes

| | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévision |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Vacations | 12 875 | 14 375 | 18 830 | 24 600 |
| Frais de personnel | 153 399 | 163 711 | 203 034 | 431 125 |
| personnel enseignant permanent (8) | | | | |
| personnel administratif et technique (14) | | | | |
| Autres dépenses de fonctionnement courant | 111 458 | 116 186 | 139 486 | 165 175 |
| fournitures, consommables | 25 222 | 25 850 | 27 200 | 42 450 |
| services consommés assurances loyers etc. (1) | 84 886 | 89 486 | 111 436 | 115 810 |
| autres | 1 350 | 850 | 850 | 6 915 |
| Total dépenses de fonctionnement | 277 732 | 294 272 | 361 350 | 620 900 |

Milliers de francs CFA.

ISSEA : Ressources

| | 1999 exécution | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévisions |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Dotation budgétaire (contribution des États) | | | | | |
| Total | 211 200,10 | 274 200,00 | 282 000,00 | 330 000,00 | 750 600,00 |
| fonctionnement | 182 313,14 | 265 200,00 | 274 058,05 | 314 235,84 | 562 600,00 |
| investissement | 28 886,97 | 9 000,00 | 79 741,95 | 15 764,16 | 188 000,00 |
| Ressources propres | | | | | |
| frais de scolarité (bourses) | 5 000,00 | 8 000,00 | 15 000,00 | 25 000,00 | 41 000,00 |
| France | | 1 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 9 000,00 |
| EU | 5 000,00 | 7 000,00 | 11 000,00 | 21 000,00 | 32 000,00 |
| autres | | | | | |
| Autres liés aux bourses | | | 100,00 | 2 700,00 | 2 700,00 |
| Recettes de formation continue | | 1 895,00 | 14 541,00 | 5 580,00 | 6 000,00 |
| Autres ressources propres | 5 709,63 | 3 122,00 | 6 324,89 | 6 656,17 | 8 600,00 |
| Total des ressources propres | 10 709,63 | 13 017,00 | 35 865,89 | 37 236,17 | 55 600,00 |

ISSEA : Montant des bourses UE (FCFA)

| | Mensuel | Nombre mois | Annuel |
|---|---------|-------------|------------------|
| Frais de scolarité (versés à l'école) | | | 1 000 000 |
| Total versé à l'école | | | 1 000 000 |
| Prime équipement | | | 50 000 |
| Livres | | | 50 000 |
| Allocation mensuelle | 100 000 | 12 | 1 200 000 |
| Transport | 10 000 | 10 | 100 000 |
| Frais de mémoire (dernière année) | | | 200 000 |
| Divers (versé à l'élève) | | | |
| Total versé à l'étudiant (annuel) | | | 1 450 000 |
| Autres | | | |
| logement conventionné (non camerounais) | 25 000 | 10 | 250 000 |
| logement non conventionné (non camerounais) | 40 000 | 10 | 400 000 |
| Divers, imprévus | 7 % | | 189 000 |
| Frais médicaux sur justificatifs | 80 % | | |
| Total autres | | | 569 000 |
| Billet provision (non camerounais) | | | 410 800 |
| Estimation coût annuel | | | 3 121 700 |

ISSEA : Montant des bourses France (FCFA)

| | Mensuel | Nombre mois | Annuel |
|---|---------|-------------|------------------|
| Frais de scolarité (versés à l'école) | | | 1 000 000 |
| Total versé à l'école | | | 1 000 000 |
| Prime équipement | | | 170 900 |
| Livres | | | |
| Allocation mensuelle | 120 500 | 12 | 1 446 000 |
| Transport | | | |
| Frais de mémoire (dernière année) | | | 128 200 |
| Divers (versé à l'élève) | | | |
| Total versé à l'étudiant (annuel) | | | 1 648 950 |
| Autres | | | |
| logement conventionné (non camerounais) | 25 000 | 9 | 225 000 |
| logement non conventionné (non camerounais) | 45 000 | 9 | 405 000 |
| Divers, imprévus | 7 % | | |
| Frais médicaux sur justificatifs | 80 % | | |
| Total autres | | | 325 000 |
| Billet provision (non camerounais) | | | 410 800 |
| Estimation coût annuel | | | 2 751 650 |

1.3 Le DSD (Dakar)

1.3.1 Présentation

Bref historique³

L'École Nationale d'Economie Appliquée (ENEA), établissement d'enseignement supérieur professionnel, sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale a été créée à Dakar en 1963. En 1966, s'y adjoignait un Collège de la Statistique, qui sera renommé Département de la Statistique et de la Démographie (DSD) en 1991.

Outre le DSD, l'ENEA compte trois autres départements, Sur le plan institutionnel, le DSD est placé sous l'autorité du Directeur de l'ENEA.

Au départ, le DSD formait des Adjoints Techniques, puis des Techniciens Supérieurs. En 1975 a débuté la formation des Agents Techniques et des Ingénieurs des Travaux Statistiques (ITS). La formation des Agents Techniques a cessé en 1987 ; depuis cette date, le DSD ne forme que des ITS. Le cycle se déroulait sur trois ans. Mais, comme le recrutement ne se faisait que tous les trois ans, la formation s'effectuait par cohorte. Le recrutement n'est devenu annuel qu'à compter de l'année scolaire 1994/1995.

Tableau 23
La formation au DSD

| Années | Agents techniques | ITS | Non sénégalais |
|-----------|-------------------|--------------------------------|------------------------|
| 1975-1980 | X | 3 ans, recrutement par cohorte | /// |
| 1981-1987 | X | Id. | Pays sahéliens |
| 1988-1993 | /// | Id. | Id |
| 1994- ... | /// | 4 ans, recrutement annuel | Tous pays francophones |

1994 représente en effet une année charnière pour le DSD. Suite à la fermeture de l'IAMSEA de Kigali, consécutive aux événements tragiques survenus au Rwanda, c'est en 1994 que le DSD a commencé à accueillir des étudiants provenant des pays francophones de l'Afrique au Sud du Sahara. Ces étudiants sont maintenant recrutés par le biais du concours commun. 1994 a été également l'occasion de réviser le programme de formation, tant au niveau du contenu que du volume horaire des cours. La durée de la formation est alors passée de 3 à 4 ans.

La situation institutionnelle

La position du DSD au sein de l'ENEA a de tout temps été inconfortable et très peu satisfaisante. Le département n'a que très peu d'autonomie, bien qu'il se distingue fortement des autres départements de l'ENEA.

Il y a d'abord une énorme différence dans le style de travail, le DSD prenant beaucoup plus au sérieux la qualité de l'enseignement dispensé. Cette différence s'exprime dès le recrutement, fondé sur les seules compétences des candidats, sur le respect des contenus et horaires de cours, sur les décisions (redoublement, renvoi) prises en cas de résultats insuffisants. Le DSD tient à conserver une réputation de sérieux et d'excellence.

Le DSD se distingue également par des différences de calendrier : le nombre de jours de cours y est plus élevé, et la rentrée y a lieu alors que les autres étudiants sont encore en vacance. En cours d'année,

3. On trouvera un historique de DSD à l'adresse Internet <http://www.refer.sn/enea/hist.htm>

la décision par les autorités de l'ENEA d'accorder des jours de congés supplémentaires rend aléatoire la couverture des cours prévus.

Pour des raisons diverses, les relations entre ENEA et DSD sont limitées au minimum. Les élèves n'ont de contact avec le Directeur de l'ENEA qu'à l'occasion du discours traditionnel de début d'année. Le directeur du DSD n'est pas toujours consulté lorsque des décisions importantes sont prises par l'ENEA. Une expression plusieurs fois entendue est « On fait partie de l'ENEA quand ça les arrange ». Pour la direction de l'ENEA, il n'existe aucun problème.

Les sources de financement

L'État sénégalais

La Direction de l'ENEA n'a pas été en mesure d'estimer le montant de ses dépenses bénéficiant au DSD et n'a souhaité donner aucun détail sur les recettes et dépenses de l'École dans son ensemble. Elle a cependant indiqué que les prévisions pour l'année 2002-2003 du total des dotations de l'État et des ressources propres pour l'ensemble de l'ENEA étaient de 236,8 millions FCFA. On a tenté d'estimer les dépenses de l'ENEA attribuables au DSD à partir du budget global de l'ENEA (voir Appendice 1). Leur montant serait de l'ordre de 20 millions FCFA par an pour l'ensemble du DSD, soit environ 300 000 FCFA par étudiant par an.

Une tentative d'estimation par type de dépenses conduit à un chiffre inférieur : les dépenses annuelles totales de l'ENEA bénéficiant directement ou indirectement au DSD seraient ainsi de l'ordre de 14 millions FCFA par an.

Si une valeur médiane est adoptée, les dépenses annuelles de l'État sénégalais bénéficiant directement ou indirectement au DSD, y compris les salaires et primes des fonctionnaires enseignants, serait de l'ordre de 17 millions de FCFA par an, ou 275 000 FCFA par étudiant par an.

L'aide

Outre les moyens de fonctionnement fournis par le Sénégal, le DSD a un budget propre qui est alimenté par les frais d'encadrement pédagogique versés par la France et la Commission européenne pour leurs boursiers : jusqu'en 2001 seuls les frais d'encadrement correspondant aux boursiers FED étaient effectivement perçus par le DSD, les frais d'encadrement des boursiers français étant versés à l'ENEA qui les gardait pour elle.

Les autres aides consistent en assistance technique, aides ponctuelles en matériel et équipement, financement du concours commun, appui sous forme d'études et bourses.

1.3.2 Les moyens du DSD

Le budget

Le budget du DSD présente en ressources les frais d'encadrement pédagogique versés par le FED pour ses boursiers (1 million FCFA par an et par boursier). Les frais de scolarité (300 000 FCFA par an et par boursier) sont versés à l'ENEA. Compte tenu des estimations faites (cf. ci-dessous), cette somme, à laquelle il faut ajouter les versements de frais de scolarité pour les boursiers de la France (300 000 FCFA par an) couvre partiellement la contribution en nature du Gouvernement sénégalais et de l'ENEA au DSD. Cette contribution (cf. appendice 1) est en effet estimée à 17 millions FCFA par an. Le nombre moyen de boursiers de la France et du FED a été de 51 sur la période 1995-2002 soit un montant annuel moyen de 15 millions pour les frais de scolarité.

Tableau 24
Boursiers

| Année scolaire | Boursiers FED | Boursiers France | Total |
|----------------|---------------|------------------|-------|
| 1994/1995 | 17 | | 17 |
| 1995/1996 | 36 | | 36 |
| 1996/1997 | 51 | 6 | 57 |
| 1997/1998 | 49 | 7 | 56 |
| 1998/1999 | 36 | 11 | 47 |
| 1999/2000 | 41 | 18 | 59 |
| 2000/2001 | 33 | 17 | 50 |
| 2001/2002 | 26 | 18 | 44 |
| 2002/2003 | 29 | 17 | 46 |

Rapports à la CODESA et données de l'école.

On notera que outre les frais de scolarité versés à l'ENEA, la France et le FED versent également des indemnités de logement pour les boursiers logés à la résidence universitaire de l'ENEA (respectivement 200 000 FCFA et 300 000 FCFA/an). L'utilisation des logements de l'ENEA pose de nombreux problèmes, notamment en raison du fonctionnement du DSD pendant que les étudiants des autres départements de l'ENEA continuent leurs vacances annuelles. L'attribution définitive des chambres ne se fait qu'en janvier.

Les ressources budgétaires du DSD sont donc totalement dépendantes du nombre de boursiers.

Tableau 25
Ressources budgétaires du DSD (FCFA)

| | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévisions |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Frais d'encadrement pédagogique | 41 023 500 | 33 055 500 | 26 138 500 | 63 957 876 |
| France (1) | | | | 34 957 876 |
| Commission européenne | 41 000 000 | 33 000 000 | 26 000 000 | 29 000 000 |
| Autres ressources propres | 23 500 | 55 500 | 138 500 | |

(1) correspond au versement en 2003 des frais d'encadrement 2002 et 2003 pour 18 et 17 boursiers respectivement.

Données communiquées par le DSD.

Les salaires et les vacances absorbent la majeure partie (70 %) des ressources du DSD. Ce pourcentage, qui traduit la faiblesse des moyens de fonctionnement est largement supérieur à celui des autres écoles.

Tableau 26
Dépenses courantes (FCFA)

| | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévision |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Vacations | 7 820 000 | 7 175 000 | 7 190 000 | 8 150 000 |
| Frais de personnel | 21 149 542 | 20 022 334 | 19 588 678 | 23 587 224 |
| personnel enseignant permanent (1) | 12 051 313 | 11 822 167 | 11 901 718 | 13 407 224 |
| personnel administratif et technique | 9 098 229 | 8 200 167 | 7 686 960 | 10 180 000 |
| Autres dépenses de fonctionnement courant | 6 390 544 | 7 134 487 | 5 687 602 | 13 280 000 |
| fournitures, consommables | 1 271 964 | 747 460 | 573 490 | 1 215 000 |
| services consommés assurances loyers etc. (1) | 1 592 125 | 1 001 427 | 568 880 | 1 750 000 |
| autres | 3 526 455 | 5 385 600 | 4 545 232 | 10 315 000 |
| Dont | | | | |
| frais d'enquêtes | | 2 077 200 | 1 509 500 | 2 500 000 |
| encadrement mémoire | 954 100 | 947 900 | 500 000 | 1 000 000 |
| Total dépenses de fonctionnement | 35 360 086 | 34 331 821 | 32 466 280 | 45 017 224 |

(1) Directeur et enseignants camerounais.

Les enseignants

Le nombre d'heures d'enseignement est donné dans le tableau ci-dessous.

Tableau 27
Nombre d'heures d'enseignement

| | 2000/2001 réalisations | 2001/2002 réalisations | 2002/2003 prévisions |
|------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Vacataires | 1 348 | 1 114 | 1 372 |
| Enseignants permanents | 895 | 980 | 888 |
| Effectifs* | 5 | 5 | 5 |
| Total | 2 243 | 2 094 | 2 260 |

* Y compris le directeur 120 h et coordinateur 80 h.

Les enseignants permanents sont au nombre de 5 (dont le directeur qui effectue un service réduit, et le coordonnateur des études). Il y a deux enseignants fonctionnaires nationaux, deux enseignants (dont un camerounais) payés sur le budget du DSD et un assistant technique français.

Les fonctionnaires enseignants

Deux enseignants sont fonctionnaires de la fonction publique sénégalaise.

Le salaire de base d'un fonctionnaire enseignant est environ 190 000 à 210 000 FCFA net. L'ENEA y ajoute un supplément d'environ 50 000 FCFA par mois pendant 10 mois par an. De plus, le DSD verse une prime de 100 000 FCFA par mois (75 000 FCFA en 2001-2002). Soit un total annuel d'environ 4,1 million FCFA, ou une moyenne de 340 000 FCFA par mois.

Tableau 28
Salaire des enseignants fonctionnaires

| | | | |
|-------------------|----------------|-----------|---------|
| Salaire de base : | 200 000 x 12 = | 2 400 000 | FCFA/an |
| Prime ENEA : | 50 000 x 10 = | 500 000 | FCFA/an |
| Prime DSD : | 100 000 x 12 = | 1 200 000 | FCFA/an |
| Total annuel | | 4 100 000 | FCFA/an |

Données communiquées par la direction.

Les salaires des fonctionnaires enseignants du DSD sont cependant bien inférieurs à ceux des professeurs de l'université dont la charge de travail est nettement inférieure, réduite de plus par les multiples grèves des étudiants.

A ce revenu salarial s'ajoutent les revenus d'activités diverses (cours particuliers le soir, le samedi ou lors des congés scolaires, conseil en entreprise, activités diverses). Ici aussi, les enseignants d'université ont beaucoup plus de temps libre pour « arrondir leurs fins de mois ». D'après une personne interrogée, ce terme serait inexact, les activités annexes permettant de « quadrupler » le salaire et les primes, ce qui peut paraître exagéré.

Les professeurs étrangers

M. Simen-Nana, professeur camerounais d'économie est payé intégralement par le DSD. Son salaire est passé récemment de 180 000 à 220 000 FCFA. M. Razaki, professeur d'économie, assistant technique français est totalement pris en charge par le gouvernement français. Comme pour les autres professeurs, les possibilités de travaux de recherche sont très limitées.

Dans l'ensemble la charge de travail est relativement élevée en raison du peu d'enseignants permanents : 220 à 230 h de cours par an. Cette charge de travail (et les activités annexes) semblent

limiter considérablement les possibilités de conduire des travaux de recherche. Le Département a mis à la disposition de chaque enseignant permanent un ordinateur. Le principal problème est celui de l'accès à Internet.

En 2002, le coût moyen annuel des enseignants payés (y compris le directeur) sur le budget du DSD peut être estimé à 4,75 millions FCFA par an (400 000 FCFA/mois) : total des salaires des enseignants permanents (11,9 millions) moins primes versées aux deux enseignants fonctionnaires (2,4 millions) divisé par deux. Ce montant serait légèrement supérieur à celui des enseignants fonctionnaires.

Les vacataires

Tarification des vacataires

Les vacataires sont payées au tarif de 5 000 FCFA l'heure, tarif non modifié depuis plusieurs années, et très peu compétitif au regard de ceux de l'université, passés récemment à 6 500 ou 7 000 FCFA de l'heure. Dans la plupart des cas, les vacataires sont relativement jeunes, avec peu d'expérience professionnelle ou d'enseignement.

La dépense pour les vacances en 2001/2002 est de l'ordre de 7,2 millions FCFA pour une moyenne de 1250 heures soit 6 000 FCFA/heure.

Gestion des vacataires

La gestion des vacataires est passablement difficile. Il est nécessaire de s'assurer, malgré une rémunération faible, que les vacataires soient disponibles aux jours et heures prévus — ce que compliquent les grèves et fermetures de l'ENEA pour raisons diverses, que les vacataires respectent les heures de début et de fin des cours, que le contenu des cours des vacataires corresponde bien à celui demandé, et que la qualité de l'enseignement soit suffisante... Un autre problème est celui de la continuité et de la cohérence entre les différents cours. Finalement, suite aux problèmes rencontrés, il tend à y avoir chaque année une concentration des cours en fin d'année de façon à combler le retard en assurant que tous les sujets soient couverts.

Le personnel non enseignant

Le DSD a 4 salariés permanents dont une secrétaire de direction et un jardinier. La masse salariale est de 8 millions FCFA/an.

L'infrastructure

Le DSD occupe des locaux relativement séparés du reste de l'ENEA.

Les salles de classe

L'aspect général des salles de classe fait plus penser à une école de zone rurale reculée qu'à un établissement d'enseignement supérieur. Plafonds crevés, tableau vert à peinture réfléchissante qui oblige à mettre des rideaux aux fenêtres, mobilier d'école primaire, etc. Selon les dires des étudiants, le choc est rude lors du premier contact : « Ce n'est pas l'école comme celle qu'on avait imaginée » ; « ça ne tient pas la comparaison avec un cyber-café ». L'installation d'un énorme groupe électrogène sous la fenêtre de la salle d'informatique, sans que le DSD ait été consulté a été ressentie comme « une provocation ». En fonctionnement, le bruit et les gaz d'échappements rendent tout cours impossible.

Les locaux de l'administration

Seul le bureau du directeur, récemment repeint, a un aspect présentable, si on ignore l'état des portes, les fissures au plafond, et autres détails. La secrétaire utilise un cagibi sans fenêtre installé dans le couloir d'entrée. Un autre cagibi loge la photocopieuse.

Le DSD possède deux appareils à air conditionné qui ne sont utilisés que très rarement par mesure d'économie.

La bibliothèque

La bibliothèque est extrêmement pauvre mais possède quelques manuels et documents anciens.

Le DSD est actuellement abonné en tout et pour tout à :

- Jeune Afrique, Problèmes économiques, Alternatives économiques, et PC Expert sur un reliquat de subvention française. L'abonnement de 2 ans prendra fin en avril 2004.
- Le Soleil, Walfadjri, et le Journal de l'économie (hebdo) sur le budget DSD

Les livres et documents sont presque tous en français. Les étudiants ne semblent pas très désireux de consulter des documents en anglais. Très peu d'efforts semblent être faits pour obtenir des publications gratuites (lesquelles sont pour la plupart en anglais) ou pour obtenir des dons de livres ou de publications périodiques datant de plusieurs années.

La direction de l'ENEA considère que la bibliothèque du DSD est un luxe inutile et ne lui apporte aucun soutien : les étudiants devraient utiliser la bibliothèque commune de l'ENEA. Celle-ci, beaucoup plus grande que celle du DSD, ne contient que quelques livres d'économie — la plupart anciens — et pratiquement aucun ouvrage de statistique.

Les toilettes

Le DSD bénéficie à l'extérieur de deux toilettes, dont l'entretien est à la charge de l'ENEA. Nous avons pu vérifier que la qualification d'« infectes » donnée par les élèves est justifiée.

Le câblage électrique

Le câblage électrique est déplorable et dangereux. Les fils sont à nu en de nombreux endroits. L'arrivée du courant se fait dans un petit local d'environ deux mètres carrés impossible à nettoyer en raison de l'enchevêtrement de câbles dénudés. Un départ d'incendie y est même visible.

L'accès à l'eau

Un seul robinet est disponible à l'extérieur, le tuyau sortant du sol.

L'entretien

L'entretien courant ainsi que les réparations sont à la charge de l'ENEA. Une personne passe presque tous les jours pour balayer la poussière dans les endroits accessibles et non dangereux. Quelques travaux ont été réalisés récemment pour pallier les problèmes les plus criants.

Les équipements

Le mobilier

Le matériel de bureau est ancien et de mauvaise qualité. L'administration dispose de quelques armoires métalliques.

Les ordinateurs

Le DSD dispose de 29 ordinateurs (dont trois 486DX2) utilisables (cf. appendice 3) :

- La salle de cours est équipée de 13 ordinateurs connectés par un serveur local.
- La « salle à accès libre » est équipée de 9 ordinateurs — dont trois 486DX2 — connectés en réseau poste à poste, sans imprimante.

- L'administration dispose de 4 ordinateurs (Directeur, secrétaire/comptable, directeur des études, bibliothèque).
- Les autres enseignants disposent de 4 ordinateurs.

Les ordinateurs utilisés pour les cours sont des Pentium 133 MHz soit des 486. La capacité de mémoire vive est très insuffisante ainsi que la capacité des disques durs. Pour des raisons techniques, l'ajout de barres de mémoires et le remplacement des disques durs par d'autres de capacité supérieure n'est pas possible. Aucun ne possède de lecteur de CdRom. Tous les ordinateurs fonctionnent sous Windows 95.

Imprimantes et autres équipements

La salle de cours est équipée d'une imprimante laser et d'une imprimante matricielle. L'administration dispose de trois imprimantes dont une imprimante/fax. Pour imprimer les documents, les enseignants doivent transférer leurs fichiers sur disquette et utiliser une imprimante disponible.

Le DSD ne dispose que d'un seul accès Internet, dans le bureau du directeur.

Les fournitures

L'ENEA fournit tous les ans au DSD un ensemble de fournitures dont la valeur n'est pas communiquée (5 rames de papier, 8 boîtes de crayons, 2 boîtes de craie, 2 rouleaux de papier adhésif, etc.). En 2002, la valeur totale de ces fournitures a été estimée à 125 000 FCFA (cf. Appendice 1). Ces fournitures couvrent une fraction négligeable des besoins annuels du DSD.

L'immatériel

Discipline

Les départements de l'ENEA ne pouvant édicter de règlement qui leur soit propre, les étudiants de l'ENEA sont régis par un règlement intérieur dont ni les élèves, ni les enseignants, ni l'administration, ne semblent avoir jamais pu obtenir un exemplaire. La mission n'a pu se le procurer directement, mais a demandé à la représentation de la Commission européenne d'en demander un exemplaire, qui a été transmis au DSD, lequel l'a faxé à Planistat.

Les seules sanctions possibles sont celles liées aux résultats scolaires : redoublement ou le renvoi pour insuffisance de résultats. La Direction du DSD a des critères précis pour les différentes décisions : passage en classe supérieure, obtention du diplôme, redoublement et exclusion, critères qui sont basés sur les seuls résultats des élèves. Les représentants des étudiants considèrent que les redoublements constituent une mesure trop sévère, mais que les renvois sont justifiés dans la mesure où ils ne concernent que des étudiants ayant en pratique totalement cessé d'assister aux cours.

Ces sanctions mettent le DSD à part au sein de l'ENEA, où les étudiants des autres départements « font ce qu'ils veulent » et où les notes attribuées sont beaucoup plus élevées.

Par contre le DSD n'a aucun pouvoir sur les aspects purement disciplinaires, liés à la « conduite » des étudiants

Ambiance et conditions de travail

Pour autant qu'on puisse en juger, l'ambiance de travail au sein du corps professoral est excellente tant que les problèmes matériels ne sont pas évoqués. Les enseignants déplorent le sous-effectif, le recours « excessif » aux vacataires (par exemple, pas d'enseignant en démographie), les salaires insuffisants et les conditions de travail difficiles, mais restent soudés face à l'adversité.

Les étudiants semblent être pris en tenaille entre, d'un côté, leur désir de réussir leurs études, l'acceptation des contraintes liées à la réputation du département et de leur diplôme, et d'autre part, le laxisme qui règne dans les autres départements et la nécessité de solidarité avec leurs collègues.

L’administration et les enseignants d’un côté, les étudiants de l’autre savent que la direction du DSD a très peu de pouvoir. L’administration cherche à éviter toute source de conflit dont ils seraient perdants. Les étudiants détiennent un pouvoir dont ils ne se servent pas pour ne pas détruire le statu quo, et appliquent un « règlement intérieur virtuel ».

1.3.3 Les résultats

La qualité de l’enseignement

Tous les interlocuteurs sont d’accord pour vanter non seulement la qualité des étudiants diplômés, et donc de l’enseignement fourni, mais encore le progrès de cette qualité au cours du temps. Même le directeur des études de l’ENEA vante la rigueur exemplaire du DSD, les renvois d’élèves et les redoublements, qui distinguent ce département des autres. Des « anciens » (relativement) ITS reconnaissent que les nouveaux sont plus compétents qu’ils ne l’étaient eux-mêmes dans tous les domaines, particulièrement l’informatique (ce qui n’est pas surprenant), mais aussi dans les domaines statistiques et économiques. Seule la capacité de synthèse et de rédaction semble ne pas progresser.

Le nombre de diplômés

Au cours de la période 1994-2002 le DSD a formé 86 ITS, dont 41 selon le nouveau régime.

Tableau 29
Nombre d’ITS formés par an au DSD

| Année scolaire | Etudiants diplômés |
|----------------|--------------------|
| 1994/1995 | 10 |
| 1995/1996 | |
| 1996/1997 | 11 |
| 1997/1998 | 24 |
| 1998/1999 | |
| 1999/2000 | 18 |
| 2000/2001 | 15 |
| 2001/2002 | 8 |
| Total | 86 |

Source annuaire des anciens élèves.

On ne note pas pour le DSD la concentration constatée dans les deux autres écoles. Le pays hôte de l’école ne fournit qu’un quart des diplômés. Au cours des trois dernières années ce pourcentage est tombé à 15 %. Cela peut être le symptôme d’une crise importante des vocations de statisticiens au Sénégal mais également au Mali et au Niger (respectivement 2 et 1 ITS formés en 7 ans dont aucun au cours des trois dernières années). Les étudiants des pays ressortissants de la CEMAC représentent un tiers des effectifs diplômés. Sur les trois dernières années il y a eu une fois et demi plus d’ITS camerounais formés à Dakar que de sénégalais.

Le marché du travail joue aussi : la DPS n’est pas en mesure de retenir ses cadres. En quelques années elle a perdu 6 à 8 ISE. De ce point de vue la transformation en INS est très importante. C’est un des engagements pris par le Sénégal vis-à-vis du FMI.

Une autre explication est le faible taux de réussite au concours d’entrée. D’après les données sur le concours commun, entre 1991 et 2002, le Sénégal est un des pays ayant le plus faible taux de réussite, 3,4 % en moyenne, au concours ITS (A). Il est possible que la formation ITS n’attire plus les meilleurs étudiants.

Tableau 30
Diplômés ITS par pays au DSD

| PAYS | 1995 | 1997 | 1998 | 2000 | 2001 | 2002 | Total |
|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|
| Burkina Faso | | | | 3 | 2 | 1 | 6 |
| Mali | | 2 | | | | | 2 |
| Niger | | | 1 | | | | 1 |
| Sénégal | 9 | | 8 | 1 | 4 | 1 | 23 |
| Guinée | | 2 | 4 | 1 | 1 | | 8 |
| Togo | | | | | 2 | 2 | 4 |
| Bénin | | 2 | 2 | 4 | 2 | 1 | 11 |
| Sous total | 9 | 6 | 15 | 9 | 11 | 5 | 55 |
| Cameroun | | | 3 | 5 | 2 | 2 | 12 |
| Centrafrique | | 1 | 2 | | | | 3 |
| Tchad | | 2 | | 1 | | | 3 |
| Congo | | | 3 | 2 | 1 | | 6 |
| Gabon | 1 | 2 | 1 | | | | 4 |
| Sous total | 1 | 5 | 9 | 8 | 3 | 2 | 28 |
| Madagascar | | | | 1 | | | 1 |
| Comores | | | | | 1 | | 1 |
| Rwanda | | | | | | 1 | 1 |
| Total | 10 | 11 | 24 | 18 | 15 | 8 | 86 |

Source annuaire des anciens élèves.

Une autre caractéristique du DSD est l'importance des désistements : le taux moyen d'intégration des étudiants affectés au DSD par le jury du concours commun est de deux tiers. Cela est vraisemblablement dû à l'insuffisance du nombre de bourses de la France et du FED. Alors que dans les autres écoles ce facteur n'empêche pas les étudiants nationaux de suivre leur scolarité, à Dakar, peut-être du fait de la faiblesse numérique des étudiants sénégalais, ce phénomène ne joue pas. De ce fait, les promotions sont réduites.

Bien que l'école soit jugée positivement il est possible qu'elle pâtisse de sa situation vis-à-vis de l'ENEA et à son image d'école « rurale » destinée à former des cadres de développement rural ce qui pourrait expliquer le moindre attrait exercé... Il faudrait changer l'image de l'école.

Tableau 31
Comparaison affectations et entrées au DSD

| Année scolaire | Affectés | Entrés | % |
|----------------|------------|------------|---------------|
| 1994/1995 | 20 | 17 | 85,0 % |
| 1995/1996 | 27 | 23 | 85,2 % |
| 1996/1997 | nd | nd | nd |
| 1997/1998 | 23 | 15 | 65,2 % |
| 1998/1999 | 25 | 15 | 60,0 % |
| 1999/2000 | 30 | 16 | 53,3 % |
| 2000/2001 | 26 | 19 | 73,1 % |
| 2001/2002 | 25 | 15 | 60,0 % |
| 2002/2003 | 23 | 15 | 65,2 % |
| Total | 199 | 135 | 67,8 % |

Données communiquées par l'école.

1.3.4 Conclusions et recommandations

La situation institutionnelle

Il ne semble pas possible d'assurer la pérennité du DSD dans le cadre institutionnel actuel. La seule option raisonnable est la création d'une École de statistique, de démographie et d'économie appliquée associée à l'Institut National de Statistique. Le principe en a été accepté et ceci devrait devenir une réalité dans les années à venir. Le problème des nouveaux locaux ne semble cependant pas avoir été encore résolu.

Il apparaît nécessaire de clarifier les rôles et responsabilités de l'INS et de la nouvelle École, ainsi que leurs relations. En particulier, il faudrait examiner la compatibilité entre la composante principale « primo enseignement » et les autres activités de l'École. On peut en effet prévoir que ses activités comprendront :

1. Primo formation des ITS.
2. Formation permanente.
3. Doctorats et recherche.
4. Contrats, études, services divers.

La logique voudrait que les activités de l'École soient regroupées selon la production effectuée, avec un pôle formation (primo formation, formation permanente et recherche) et un pôle « contrats et services ». Mais d'autres options sont envisageables. Dans tous les cas, il est nécessaire de « légaliser » les sources annexes de revenus, une école n'étant pas censée *a priori* se comporter comme une entreprise. Enfin, les relations entre l'INS et l'École devront être clarifiées. Notamment, il est nécessaire que les activités de génération de revenus de l'INS et de l'École soient coordonnées, ce qui peut nécessiter la création d'une entité commune qui bénéficie à tous.

Il serait donc souhaitable qu'un bailleur de fonds fournisse une assistance technique concernant la mise au point des aspects institutionnels, juridiques et comptables de la relation de l'école de statistique et de l'INS. Il s'agit, dans le cadre de la législation existante, d'articuler les activités purement pédagogiques de l'école avec les activités commerciales, dont le but n'est pas lucratif, mais de fournir des ressources à la partie « purement école ». Le statut de l'École vis à vis de l'INS pourrait s'inspirer de la situation respective de l'INSEE et de l'ENSAE en France, mais d'autres configurations pourraient être étudiées. Cette action est prévue dans le cadre du projet FSP « formation des cadres des administrations économiques et financières ».

On peut anticiper que le changement de statut posera des problèmes de répartition des équipements existants (mobilier, ordinateurs, photocopieuse, fax...), ceux-ci appartenant formellement à l'ENEA, le DSD n'ayant pas la possibilité de posséder des actifs propres. Un accord à l'amiable sera nécessaire. Le problème ne se pose pas pour le mobilier, qui peut être abandonné dans son intégralité. De plus, la séparation avec l'ENEA supprimera de facto l'accès aux résidences étudiantes, de sorte qu'une solution alternative devra être envisagée pour le logement des étudiants.

Recommandations

Le DSD est, depuis plusieurs années, dans une situation très difficile. Ses ressources, budgétaires ou en nature, sont très faibles et très dépendantes de l'assistance extérieure. La situation matérielle du département est très inadéquate et son statut au sein de l'ENEA est très insatisfaisant.

Une solution drastique, que nul ne nous a proposée, serait de « transférer » le DSD en partie à Abidjan et en partie à Yaoundé et de réaliser ainsi des économies d'échelle substantielles. Il existe un certain nombre d'objections à une telle solution.

Pour tous nos interlocuteurs (excepté la Direction de l'ENEA), la seule solution est la création d'une École de statistique rattachée au futur INS.

1. Il serait souhaitable que toutes les mesures soient prises pour préparer et accélérer ce processus :

Assistance politique.

Assistance technique en matière juridique, institutionnelle et comptable (prévue).

Financement du transfert du DSD à l'École.

Financement des bâtiments, équipements, bibliothèque, en partenariat avec les autorités Sénégalaises.

2. Continuation du système des bourses

Sachant que celles ci ne sont pas destinées à la formation de statisticiens au sens étroit, mais à la formation de gestionnaires de l'économie à forte compétence quantitative, tout en favorisant les relations interafricaines.

3. Continuation de l'assistance technique (coopérant enseignant, volontaire international enseignant)

En particulier parce que le DSD et la future École servent principalement les pays les plus pauvres de la Région.

4. Assistance décroissante aux frais de fonctionnement

L'assistance extérieure future, française ou européenne devrait être négociée sur la base de la mise en place rapide de l'École et d'un accroissement progressif du financement local, que ce soit sous forme de subventions de l'État sénégalais, des États de provenance des étudiants, ou de véritables ressources propres produites par les activités du DSD. Il faut noter, cependant, que les possibilités pour l'École de générer des fonds sont plus faibles au Sénégal qu'en Côte d'Ivoire ou au Cameroun. Une telle négociation devrait également inclure des objectifs en termes d'activités de recherche et de formation complémentaire des enseignants.

Appendices

Appendice 1 : Estimation des ressources du DSD provenant du gouvernement sénégalais

Les prévisions du total des dotations de l'État et des ressources propres pour l'ensemble de l'ENEA sont de 236,8 millions FCFA pour l'année 2002-2003.

Ces ressources sont utilisées en partie pour les activités génératrices de revenu (entretien des locaux loués à l'université du Suffolk, paiement des personnels utilisés pour les séminaires, etc.) Le reste (200 millions ?) serait utilisé pour l'enseignement dispensé aux 348 étudiants du campus, dont 62 au DSD. Si l'on estime que les dépenses de l'ENEA par étudiant du DSD sont environ la moitié des dépenses pour les autres départements, la dépense moyenne par étudiant du DSD serait de l'ordre de 300 à 310 000 FCFA par an, ou de l'ordre de 20 millions par an pour l'ensemble du DSD.

Une tentative d'estimation directe des dépenses par nature à la charge du gouvernement sénégalais conduit à un chiffre inférieur.

Le plus gros poste serait le coût des deux fonctionnaires enseignants, dont le salaire de base est payé par le budget sénégalais, soit environ $2 \times 2,9 = 5,8$ millions FCFA par an.

Les dépenses de personnel d'administration générale de l'ENEA, dont la part, proportionnelle à la taille du DSD, seraient d'environ 400 à 500 000 FCFA par mois (5,4 million par an).

Les dépenses mensuelles d'entretien (femme de ménage, travaux de peinture, réparations, etc.) sont estimées à 40 000 FCFA. Le gardiennage à 20 000 FCFA. L'entretien des parties communes (route) à

15 000 FCFA⁴. L'eau et l'électricité à 25 000 FCFA et les dépenses diverses à 20 000 FCFA, soit un total mensuel de 120 000 FCFA (1,4 million par an).

Les fournitures annuelles données par l'ENEA sont estimées à 120 000 FCFA par an. Si on ajoute le services de cars, l'utilisation de la bibliothèque de l'ENEA par les étudiants et les services divers, le total annuel ne devrait pas dépasser 1 million par an.

Tableau 32
Fournitures 2002

| | Quantité | Prix unitaire (CFA) | Valeur (CFA) |
|-------------------------|----------|---------------------|----------------|
| Rames papier | 5 | 3 250 | 16 250 |
| Bloc notes GM | 18 | 700 | 12 600 |
| Bloc notes PM | 18 | 400 | 7 200 |
| Bics BRN | 54 | 75 | 4 050 |
| Bics feutre NRN | 54 | 200 | 10 800 |
| Papier ministre | 5 | 1 100 | 5 500 |
| Colle Bib | 9 | 600 | 5 400 |
| Taille crayons | 9 | 250 | 2 250 |
| Trombones | 5 | 250 | 1 250 |
| Effacil | 12 | 1 200 | 14 400 |
| Chemises cartonnées | 20 | 60 | 1 200 |
| Sous chemises | 20 | 20 | 400 |
| Gommes | 9 | 150 | 1 350 |
| Blancos + liquide | 9 | 800 | 7 200 |
| Cahiers de texte | 3 | 500 | 1 500 |
| Disquettes d'ordinateur | 10 | 2 750 | 27 500 |
| Crayons noirs | 9 | 75 | 675 |
| Scotch | 2 | 300 | 600 |
| Craies blanches | 2 | 1 500 | 3 000 |
| Craies couleur | 1 | 2 250 | 2 250 |
| Total | | | 125 375 |

En FCFA.

Les dépenses annuelles totales de l'ENEA et/ou du gouvernement sénégalais bénéficiant directement ou indirectement au DSD seraient ainsi de l'ordre de 14 millions FCFA par an.

Tableau 33
Estimation des dépenses prises en charge par le Sénégal

| | Montant annuel (million FCFA) |
|----------------------------|----------------------------------|
| Fonctionnaires enseignants | 5,8 |
| Administration générale | 5,4 |
| Entretien | 1,4 |
| Autres | 1,0 |
| Total | 13,6 |

Estimation.

4. Le jardinier, qui s'occupe de l'ensemble des jardins de l'ENEA, est payé par le DSD.

En l'absence de données plus précises, une valeur moyenne sera retenue : les dépenses annuelles de l'État sénégalais, bénéficiant directement ou indirectement au DSD, y compris les salaires et primes des fonctionnaires enseignants, seraient de l'ordre de 17 millions de FCFA par an, ou 275 000 FCFA par étudiant et par an.

Cette estimation est, bien évidemment, très approximative. Il est très vraisemblable que ces dépenses sont compensées en grande partie par les frais de scolarité versés pour les boursiers.

Appendice 2 : L'assistance du FED à la formation statistique ITS au DSD/ENEA de Dakar⁵

Le programme COMSTAT d'appui à la formation statistique au Département de la Statistique et de la Démographie (DSD) de l'École Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) de DAKAR a démarré en 1994 consécutivement à la fermeture de l'IAMSEA de Kigali suite aux événements survenus au Rwanda. Il y a eu 9 promotions d'étudiants boursiers FED pour la formation ITS dont la première a démarré à compter de l'année académique 1994/1995 et la 9^{ème} à partir de 2002/2003. La gestion de ces boursiers FED est assurée par la Délégation.

Lors du démarrage du programme en 1994, la durée de la formation au niveau du DSD était de 3 ans pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur des Travaux Statistiques (ITS).

Par la suite, les autorités sénégalaises ont décidé de porter par décret la durée de la formation à 4 ans, afin d'unifier le cursus avec celui de l'ISSEA. C'est à partir de 1996/1997, avec la troisième promotion, que les premiers engagements financiers ont été établis sur 4 ans.

En réalité, seuls 13 boursiers FED de la première promotion ont obtenu un diplôme ITS (Bac +3) en décembre 1997 car ils se trouvaient en dernière année de formation au moment de l'entrée en vigueur du décret. Pour ne pas les pénaliser, il avait été proposé à ces étudiants de bénéficier d'un stage de 6 mois dans leur pays respectif sur leur demande, et la plupart d'entre eux en ont bénéficié. La gestion de ces stages n'a pas été assurée par la Délégation au Sénégal mais par les délégations respectives dans les pays d'origine des intéressés.

Des engagements financiers supplémentaires ont été effectués pour la formation de la deuxième promotion (1995/1996) ainsi que pour les 6 boursiers redoublants de la première promotion.

Il faut rappeler que le CESD-Paris a financé entre 1995, 1996 et 1997 (en exonération de droits et taxes sur base de la convention d'appui signée le 20 juin 1995 entre le Gouvernement du Sénégal et la Communauté économique européenne) un important matériel informatique, de la documentation pour la bibliothèque, du matériel Vidéo TV, pour le DSD, à savoir 1 fax, 10 micros, 10 disques durs, 10 écrans couleur 20 micro-ordinateurs, 10 onduleurs, de 3 logiciels, 6 imprimantes, d'un risographe, une photocopieuse, d'une imprimante laser, d'un rétro projecteur, d'une machine à reliure mécanique ainsi que de plusieurs consommables (souris, câbles, disques, etc.).

Le CESD a entre autres financé l'achat d'un copieur en 2001 (financé sur le TPS 039) ainsi que de 4 micro ordinateurs et accessoires en 2002 (financés sur le TPS 091)

Il faut noter que certains matériels plus ou moins importants ont été achetés par la suite en utilisant les frais d'encadrement versés au département (1 000 000 FCFA par boursier).

Des budgets annuels approvisionnés par les frais d'encadrement sont approuvés par le CESD-Paris et cogérés par le responsable du DSD et la Délégation de la Commission européenne par le fonctionnement d'un compte banque ouvert au Crédit Lyonnais Sénégal.

5. Informations obtenues auprès de Madame Aminata Gueye.

Ces ressources tirées des frais d'encadrement ont permis au DSD d'apporter une nette amélioration dans ses moyens en matériel, en consommables, en frais de fonctionnement ainsi que de son environnement.

La Délégation européenne gère depuis 1994 les boursiers FED sélectionnés sur base du concours organisé par le CESD au niveau de différents états ACP.

Ainsi, la Délégation a initialement assuré de 1994 à juin 1996 la gestion des boursiers FED ITS par régie d'avances de bourses FED en même temps que d'autres boursiers relevant d'autres formations au Sénégal.

Tableau 34
Projets FED

| N° Projets | Intitulés projets |
|---------------|--|
| 7 ACP RPR 308 | Programme COMSTAT |
| 8 ACP TPS 039 | Pont COMSTAT |
| 8 ACP TPS 091 | Formation Supérieure de Statisticiens |
| 8 ACP TPS 155 | Travaux Préparatoires Initiatives régionales |

Gestion des boursiers FED

À la Délégation européenne ces différents projets dépendent du Secteur Commerce/Secteur Privé dirigé par la Conseiller économique. Les boursiers FED sont gérés par la Délégation à partir du Compte Payeur Délégué. Tous les paiements concernant les boursiers FED sont virés au niveau du compte CESD-Paris ENEA cogéré par la Délégation. C'est sur ce même compte que sont versés les frais d'encadrement pédagogique (1 million de FCFA/boursier/an).

Ces frais sont payés entre le 30 et le 5 de chaque mois au DSD sur base d'états récapitulatifs de paiement et d'émargement remis au DSD et qui sont retournés à la Délégation après visa des boursiers FED concernés.

Tableau 35
Évolution du nombre de boursiers FED au cours de la période

| Année scolaire | Nombre |
|----------------|--------|
| 1994/1995 | 17 |
| 1995/1996 | 36 |
| 1996/1997 | 51 |
| 1997/1998 | 49 |
| 1998/1999 | 36 |
| 1999/2000 | 41 |
| 2000/2001 | 33 |
| 2001/2002 | 26 |
| 2002/2003 | 29 |

Données communiquées par l'école.

Bourses

- Bourse mensuelle de 95.000 FCFA/mois à compter de novembre à juillet durant 4 ans.
- Bourse mensuelle de 85 000 FCFA/mois d'août à octobre (pendant les vacances) durant 3 ans.

Indemnités 2002-2003

Tableau 36
Bourses FED

| | Montant (FCFA) | | |
|--|----------------|---------|-------------|
| | Mensuel | Annuel | Occasionnel |
| Indemnité du coût de la vie ⁽¹⁾ | 13 700 | | |
| Indemnité de logement ⁽²⁾ | 31 250 | | |
| Indemnité d'équipement | | 50 000 | |
| Indemnité de Fournitures scolaires | | 65 000 | |
| Indemnité de frais de mémoire | | | 200 000 |
| Indemnité de documentation ⁽³⁾ | | 150 000 | |
| Indemnité de stage ⁽⁴⁾ | | | 3 500/jour |

(1) Accordée à compter de novembre 2003.

(2) Pour les boursiers logés hors de l'ENEA pendant les 4 années de leur formation. ; l'indemnité est versée 9 mois par an, et pourrait passer à 12 mois cette année pour les étudiants qui restent à Dakar.

(3) La documentation est mise à disposition des boursiers sur base listes livres et achat sur base de bons de commande Délégation auprès librairies de la place (CLAIRAFRIQUE, 4 VENTS, etc.) au choix des intéressés.

(4) L'indemnité des frais de stage est due à condition que le stage se déroule hors de Dakar.

Frais médicaux

Le remboursement des frais médicaux (consultation, médicaments) est effectué sur base des pièces justificatives originales (reçus de médecin et tickets de caisse de pharmacie).

Voyage annuel pays d'origine

Un billet aller-retour est mis à disposition des boursiers FED pour les vacances/stages dans leur pays d'origine (élèves de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} années).

Pour les élèves de la 4^{ème} année, un billet Aller simple, et un MCO de 30 kg de Bagages non accompagnés sont remis pour le retour définitif après obtention du diplôme.

En cas d'échec lors de la première session de juillet pour un boursier ayant déjà redoublé au cours de sa formation, il n'est pas remis de billet pour les vacances, l'étudiant doit rester sur place préparer la deuxième session d'octobre.

Budget FED pour le DSD/ENEA

Le budget du Département de la Statistique et de la Démographie (DSD) ENEA est un budget annuel constitué par les frais d'encadrement sur la base du versement d'un million de FCFA par boursier. Ces frais d'encadrement permettent ainsi au département de fonctionner. Les frais d'encadrement concernant les boursiers FED (1 million par boursier) ont été directement versés, de 1994 à 2003, dans le compte du DSD pour le fonctionnement du département.

En ce qui concerne les boursiers de la France, il semble que les frais d'encadrement ont été versés auparavant à l'ENEA, et que le DSD ne pouvait donc pas en bénéficier réellement. Ce n'est que pour les années académiques 2001/2002 et 2002/2003 que le DSD vient d'obtenir de la Coopération française le versement intégral des frais d'encadrement pour ces deux années académiques sur le compte CESD-Paris ENEA.

Le budget est établi chaque année par le responsable du DSD, actuellement M. Sérigne Touba Diassé, qui est aussi un professeur au DSD, rémunéré sur base de ce budget ainsi que d'autres professeurs et agents du département.

Tableau 37
Promotions Formation étudiants ITS boursiers FED au Département de la Statistique et de la Démographie (DSD)
de l'École Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) de Dakar

| Année académique/ Promotion | Nombre de boursiers | Durée formation | Résultat |
|---|--|-------------------------------------|---|
| 1994-1995 1 ^{ère} promotion | 17 boursiers FED dont 11 gérés sur 1/7 ACP RPR 308 - Programme COMSTAT et 6 sur 7 ACP RPR 110 - Bourses Statistiques | 3 ans 4 ans pour les redoublants | Sur 1/ 11 diplômés en déc. 1997 Sur 2/ 3 diplômés en déc. 1997, 2 redoublants, 1 rapatrié malade en 1997 |
| 1995-1996 2 ^{ème} promotion | 19 boursiers dont 2 redoublants 1 ^{ère} promotion gérés sur 1/7 ACP RPR 308-Programme COMSTAT et 2 redoublants première promotion gérés sur 2/7 ACP RPR 110 | 3 ans 4 ans pour les redoublants | Sur 1/19 diplômés en déc. 1998 Sur 2/ 2 diplômés |
| 1996-1997 3 ^{ème} promotion | 18 boursiers dont 15 gérés sur 1/7 ACP RPR 308 Programme COMSTAT et 3 sur 2/7 ACP PR 61 DIAPER III | 4 ans | Sur 1/ 9 diplômés en 2000, 3 en 2001 et 3 exclus Sur 2/ 3 diplômés |
| 1997-1998 4 ^{ème} promotion | 9 boursiers sur 7 ACP RPR 308 | 4 ans | 8 diplômés en 2001- 1 exclu |
| 1998-1999 5 ^{ème} promotion | 8 boursiers gérés sur le projet 7 ACP RPR 308 | 4 ans | 4 diplômés en 2002 2 redoublants -2 exclus |
| 1999-2000 6 ^{ème} promotion | 8 boursiers dont 7 gérés sur le 8 ACP TPS 039 – Pont COMSTAT et 1 sur 7 ACP RPR 308 | 4 ans | En cours formation 4 ^e année-1 exclu en octobre 2000 |
| 2000-2001 7 ^{ème} promotion | 7 boursiers gérés sur 8 ACP SE 091 Formation Supérieure de Statisticiens | 4 ans | En cours formation 3 ^e année |
| 2001-2002 8 ^{ème} promotion | 7 boursiers gérés sur 8 ACP SE 091 Formation Supérieure de Statisticiens | 4 ans | En cours formation 2 ^e année |
| 2002-2003 9 ^{ème} promotion | 8 boursiers gérés sur 8 ACP TPS 155 - Travaux Préparatoires Initiatives Régionales | 4 ans | En cours formation 1 ^e année |

À cet effet, a été ouvert un compte bancaire au Crédit Lyonnais Dakar « CESD-Paris-ENEA qui fonctionne avec la co-signature du chef du DSD et du Conseiller de la Délégation, chargé du dossier. C'est dans ce compte que sont versés les « frais d'encadrement » ainsi que les bourses et indemnités mensuelles dues aux boursiers FED en formation au DSD/ENEA.

Ce budget est donc établi chaque année sur base du nombre de boursiers FED en formation au DSD par le Chef du DSD qui le transmet à EUROSTAT pour approbation. Ensuite, Eurostat le fait parvenir à la représentation de la Commission européenne pour permettre la mise en route de la co-gestion.

Chaque mois, la comptable du DSD vient à la Délégation avec deux chèques déjà signés par le chef du DSD, accompagnés des états de paiement signés par le DSD et la Direction de l'ENEA. Un chèque concerne les bourses et autres indemnités des étudiants, l'autre est établi pour le fonctionnement du département. Les documents sont vérifiés avant la présentation des chèques au Conseiller pour co-signature. De façon périodique, le DSD transmet deux jeux (original et copie) des pièces justificatives des dépenses ainsi que des états des dépenses par rubrique sur base du budget.

Le contrôle est effectué sur base du jeu original qui est ensuite rendu au DSD et la copie classée en archives. Normalement, un audit annuel est prévu à la fin de chaque année budgétaire, mais pour des raisons d'ordre financier, cet audit n'a pu se faire ces deux dernières années.

Appendice 3 : Équipement informatique et matériels du DSD, avril 2003

Tableau 38
Matériel et équipements du DSD

| Bureau / salle | Ordinateurs | Imprimantes | Autres |
|--------------------------------|---|--|---|
| Salle machines | | | |
| n° 1 | 9 Compaq Pentium 133MHz 4 clone Pentium 133MHz | 1 laser Epson EPL1200 ⁽¹⁾ 1 matricielle Epson ActionPrinter 200 | 1 serveur clone 133 Mhz Réseau poste à poste câblage RJ45 |
| n° 2 | 3 Dell 486DX2 6 clones Pentium 133 MHz | | Réseau poste à poste câblage BNC |
| Bureaux administratifs | | | |
| Chef de Département | 1 NEC Pentium 750 Mhz | 1 laser options fax / photocopie/ imprimante | |
| Comptabilité | 1 NEC Pentium II 750 Mhz | 1 laser HP 1200 | |
| Secrétariat | (1 clone Pentium 133 MHz) ⁽²⁾ | | |
| Directeur des études | 1 NEC Pentium 750 Mhz | 1 laser HP 1200 | |
| Bibliothèque | 1 clone Pentium 133 MHz | | |
| Bureaux professeurs | | | |
| Professeur de statistiques | 1 NEC Pentium II 750 Mhz | | |
| Professeur de mathématiques | 1 clone Pentium 133 MHz | | |
| Professeur d'économie | 1 clone Pentium 133 MHz | | |
| | 1 clone Pentium 133 MHz | | |
| Total | 29 | 5 | |
| | 750 MHz 4 | laser 4 | |
| | 133 MHz 23 | matricielle 1 | |
| | 486 DX 23 | | |

(1) Le plus souvent en panne.

(2) Pour mémoire (inutilisable : panne de la carte mère).

Assistance en matériel et équipement au DSD, 2000-2002

Tableau 39
Aide fournie au DSD 2000-2002

| Année | Matériel & logiciels | Valeur | Source |
|-------|---|--------------|------------|
| 2000 | Subvention pour le système documentaire | | France |
| | Matériel informatique | 4,330 | |
| | Photocopieur | 1,500 | |
| | Achat de livres | 1,050 | |
| | Abonnements journaux (2 ans) | 1,120 | |
| | Total | 8,000 | |
| 2000 | 9 ordinateurs, 1 imprimante, | 5,500 | CESD Paris |
| | logiciels STATA et E-Views ⁶ | 3,450 | |
| 2001 | 1 photocopieur | 4,274 | COMSTAT |
| 2002 | 4 ordinateurs, 1 imprimante | 3,825 | CESD Paris |

Million FCFA Source données communiquées par la Direction du DSD.

Appendice 4 : Données sur le DSD

DSD : Nombre d'étudiants et de boursiers

| | 1994/ 95 | 1995/ 96 | 1996/ 97 | 1997/ 98 | 1998/ 99 | 1999/ 2000 | 2000/ 2001 | 2001/ 2002 | 2002/ 2003 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Effectifs des étudiants | | | | | | | | | |
| affectés à l'école par le jury* | 20 | 27 | | 23 | 25 | 30 | 26 | 25 | 23 |
| entrés à l'école | 17 | 23 | 24 | 15 | 15 | 16 | 19 | 15 | 15 |
| * inclus les reports de scolarité. | | | | | | | | | |
| Effectifs des étudiants | | | | | | | | | |
| ITS1 | 17 | 23 | 24 | 17 | 15 | 17 | 21 | 17 | 16 |
| ITS2 | | 17 | 25 | 22 | 17 | 14 | 16 | 19 | 15 |
| ITS3 | | | 13 | 25 | 22 | 20 | 12 | 14 | 19 |
| ITS4 | | | | | | 18 | 15 | 8 | 12 |
| Total | 17 | 40 | 62 | 64 | 54 | 69 | 64 | 58 | 62 |
| Étudiants diplômés* | 10 | | 11 | 24 | | 18 | 15 | 8 | |
| * selon annuaire des anciens élèves du DSD. | | | | | | | | | |
| <i>dont boursiers</i> | | | | | | | | | |
| EU | 17 | 36 | 51 | 49 | 36 | 41 | 33 | 26 | 29 |
| France | | | 6 | 7 | 11 | 18 | 17 | 18 | 17 |
| Bourse nationale | | 4 | 5 | 7 | 5 | 8 | 12 | 11 | 14 |
| Autres (fonctionnaires ...) | | | | 1 | 2 | 1 | | | |
| | | | | | | | | | |
| dont non boursiers | | | | | | 1 | 2 | 3 | 2 |

6. SAS ou SPSS seraient trop coûteux.

Ressources financières

| DSD | 1999 exécution | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévisions |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Dotation budgétaire (contribution des États) | | | | | |
| Total | | | | | |
| fonctionnement | | 39 149 964 | 39 184 760 | 32 972 250 | 45 017 224 |
| investissement | | 5 717 500 | 2 515 000 | 40 000 | 3 927 500 |
| Ressources propres | | | | | |
| Frais de scolarité (bourses) | | | | | |
| France (1) | | | | | 34 957 876 |
| EU | | 41 000 000 | 33 000 000 | 26 000 000 | 29 000 000 |
| autres | | | | | |
| Autres liés aux bourses | | | | | |
| | | | | | |
| Recettes de formation continue | | | | | |
| | | | | | |
| Autres ressources propres | 327 500 | 23 500 | 55 500 | 138 500 | |
| | | | | | |
| Total des ressources propres | | | | | |

(1) Correspond au versement en 2003 des frais de scolarité 2002 et 2003.
FCFA.

| DSD | 2000/2001 réalisations | 2001/2002 réalisations | 2002/2003 prévisions |
|--|---------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Personnel enseignant | | | |
| Vacataires | | | |
| nombre d'heures ITS | 1 348 | 1 114 | 1 372 |
| | | | |
| | | | |
| Total | 1 348 | 1 114 | 1 372 |
| Enseignants permanents | | | |
| effectifs* | 5 | 5 | 5 |
| nombre d'heures | 895 | 980 | 888 |
| *y compris directeur 120 h et coordinateur 80 h. | | | |
| Personnel non enseignant effectifs | 4 | 4 | 4 |

Montant des bourses (CFA)

UE estimation sur quatre ans exemple réel

| | 4 ans | Annuel |
|------------------------------------|-----------|-----------|
| Frais de scolarité versés à l'ENEA | 1 200 000 | 300 000 |
| Frais d'encadrement versés au DSD | 4 000 000 | 1 000 000 |

| | | |
|--------------|------------------|------------------|
| Total | 5 200 000 | 1 300 000 |
|--------------|------------------|------------------|

| | | |
|-------------------------------------|-----------|-----------|
| Prime équipement | 200 000 | 50 000 |
| Documentation | 601 475 | 150 369 |
| Allocation mensuelle | 4 156 000 | 1 039 000 |
| Fournitures scolaires | 260 000 | 65 000 |
| Frais de mémoire (dernière année) | 200 000 | 50 000 |
| Stage (première et deuxième années) | 472 500 | 118 125 |
| Divers (versé à l'élève) | | |

| | | |
|--|------------------|------------------|
| Total versé à l'étudiant (annuel) | 5 889 975 | 1 472 494 |
|--|------------------|------------------|

| | | |
|----------------------------------|---------|---------|
| Autres | | |
| logement ENEA | 800 000 | 200 000 |
| transport | 520 000 | 130 000 |
| gestion | 630 000 | 157 500 |
| frais médicaux sur justificatifs | 103 635 | 25 909 |

| | | |
|---------------------|------------------|----------------|
| Total autres | 2 053 635 | 513 409 |
|---------------------|------------------|----------------|

| | | |
|------------------|-----------|---------|
| Billet provision | 1 360 308 | 340 077 |
|------------------|-----------|---------|

| | | |
|-------------------------------|-------------------|------------------|
| Estimation coût annuel | 14 503 918 | 3 625 980 |
|-------------------------------|-------------------|------------------|

DSD : Dépenses courantes

| DSD | 2000 exécution | 2001 exécution | 2002 exécution | 2003 prévision |
|---------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Dépenses courantes | | | | |
| Vacations | 7 820 000 | 7 175 000 | 7 190 000 | 8 150 000 |

| | | | | |
|--------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Frais de personnel | 21 149 542 | 20 022 334 | 19 588 678 | 23 587 224 |
| personnel enseignant permanent* | 12 051 313 | 11 822 167 | 11 901 718 | 13 407 224 |
| personnel administratif et technique | 9 098 229 | 8 200 167 | 7 686 960 | 10 180 000 |

* Dir, Coord, Maths, Eco.

| | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Autres dépenses de fonctionnement courant | 6 390 544 | 7 134 487 | 5 687 602 | 13 280 000 |
| fournitures, consommables | 1 271 964 | 747 460 | 573 490 | 1 215 000 |
| services consommés assurances loyers etc. (1) | 1 592 125 | 1 001 427 | 568 880 | 1 750 000 |
| autres | 3 526 455 | 5 385 600 | 4 545 232 | 10 315 000 |
| dont | | | | |
| frais d'enquêtes | | 2 077 200 | 1 509 500 | 2 500 000 |
| encadrement mémoire | 954 100 | 947 900 | 500 000 | 1 000 000 |
| Total dépenses de fonctionnement | 35 360 086 | 34 331 821 | 32 466 280 | 45 017 224 |

FCFA

DEUXIÈME PARTIE

2. LE PROGRAMME COMSTAT

2.1 Présentation générale

L'appui de la Commission européenne à la formation des cadres supérieurs de la statistique en Afrique a pris au cours de la période examinée la forme de plusieurs projets dont le principal était le projet n° 7.ACP.RPR.308.

On notera que ce projet couvrait non seulement l'aide à la formation des statisticiens africains mais également l'aide pour la formation des statisticiens d'autres parties du monde. De plus, s'agissant des statisticiens africains, étaient visées non seulement la formation dans les écoles francophones mais également la formation dans les centres anglophones et lusophones.

Dans la mesure du possible on s'est efforcé ci-dessous de se limiter au bilan des actions d'appui à la formation des statisticiens dans les écoles francophones.

- ***Le programme COMSTAT 7.ACP.RPR.308 d'appui communautaire à la formation statistique***

Montant : 9 650 000 écus.

Durée : 5 ans (1994-1999).

Contenu : Appui technique : 2 875 300.

Bourses d'études et de stages : 6 774 700

dont écoles africaines : 3 691 700

Ce projet couvrait les années 1994-1997. Il comprenait plusieurs composantes :

Un contrat de services avec le CESD Communautaire de 1 916 900 écus.

Avenant n° 1 au contrat d'Assistance technique avec le CESD Communautaire.

CESD Communautaire a proposé d'effectuer un dégagement financier de 600 000 euros. Le montant du contrat d'assistance technique est ramené à **1 316 900 euros**.

Avenant n° 2 au contrat d'assistance technique avec le CESD Communautaire, prolonge la durée du contrat de 6 mois (jusqu'au 31 décembre 2000).

Un contrat de services avec le CESD Paris de 957 400 écus.

Avenant n° 1 au contrat d'assistance technique avec le CESD Paris.

CESD Paris propose d'effectuer un dégagement financier de 200 000 écus. Le montant total de leur contrat est ramené à **757 400 écus**.

En 1997 un premier avenant est apporté à la convention de financement :

L'engagement du Fonds initialement fixé à 9 650 000 écus est réduit de 567 000 écus et ramené à **9 083 000 écus**. Cette réduction est réaffectée aux fonds régionaux. *En réalité cet avenant est une régularisation des avances faites lors du démarrage du projet COMSTAT (n° projets ACP.RPR.108, 109 et 110 d'un montant total de 567 000 écus).*

En 1997 toujours, un second avenant à la convention de financement est apporté : il est accordé une augmentation du plafond de la convention de financement du projet de 1,5 Million d'écus affectés comme suit :

Bourses de longue durée Afrique / Europe: 1 100 000 écus

Bourses de courte durée CDG Munich : 400.000 écus

Le programme COMSTAT a rapidement été confronté à des problèmes financiers : avant le 8 juillet 1996, 90 % du budget bourses de 6 774 700 étaient déjà engagés.

À cela peuvent être avancées trois raisons :

- Les événements au Rwanda: la Commission européenne a transféré d'urgence les étudiants de l'IAMSEA à l'ENSEA en leur attribuant des bourses COMSTAT (d'où un léger dépassement des objectifs d'attribution des bourses pour les écoles africaines).*
- Le coût unitaire des bourses en Afrique a été plus élevé que prévu : outre les conséquences de la disparition de l'IAMSEA et de la suspension de l'aide à l'ISSEA sur le coût moyen d'une bourse, la prise en compte dans les frais de scolarité des coûts réels de la formation a entraîné une forte hausse de ces frais de scolarité.*

On est ainsi passé de 400 000 FCFA/an/étudiant à l'ENSEA d'Abidjan avant dévaluation (1 220 euros) à 1 300 000 FCFA (1 982 euros) lors de la mise en œuvre.

L'augmentation avait été acceptée par la Commission de façon à donner aux écoles les moyens de leur autonomie budgétaire et de leur renforcement institutionnel.

- Le coût unitaire des bourses en Europe (à Lisbonne en particulier) est nettement plus élevé.*

Des économies ont été réalisées en interne pour sauvegarder le programme. Un travail de dépouillement minutieux des bourses a été réalisé et a permis d'effectuer un certain nombre de dégagements financiers. Chacune des délégations européennes devait faire état du coût réel de la formation par étudiant. En particulier, le projet prévoyait initialement 4 années de bourses d'études par étudiant, dont une année pour un éventuel redoublement. Le taux d'échec étant quasi-nul cette année de redoublement pouvait être dégagée.

Au total 866 055 écus ont été dégagés puis réengagés pour financer de nouvelles bourses. Des économies sont réalisées également au niveau de l'assistance technique (d'où les avenants aux contrats des CESD communautaire et Paris, Lisbonne et CDG Munich) pour un total de 1 million d'écus. Ces économies internes ont permis de sauvegarder le programme sur l'année 1996-97.

En 1997, une augmentation du plafond de la convention de financement d'un montant de 1,5 Million d'écus est accordé et permet de « terminer » le COMSTAT, c'est-à-dire de financer les bourses de l'année académique 1997/1998.

Suite à cette augmentation du plafond, les services de la DG DEV ont décidé de réaliser un « monitoring » continu du projet (effectué par la société TEP) afin de s'assurer que les fonds supplémentaires alloués soient utilisés et gérés de façon optimale, ainsi que de fournir des informations en vue d'un nouveau projet.

En 2000, une proposition de nouveau projet a été présenté au Quality Support Group (QSG). Bien que l'intérêt du projet COMSTAT n'ait pas été remis en question la proposition a été refusée en l'état, du fait du manque de politique clairement définie au niveau de la DG DEV et de fonds adéquats. C'est à ce moment qu'aurait dû avoir lieu un travail d'étude sur la situation régionale africaine et des performances des INS dont l'amélioration était l'objectif global de COMSTAT (Objectif non atteint selon le QSG dans la mesure où très peu de diplômés optaient pour les INS). Le manque de ressources humaines et la restructuration des services de la DG DEV ont fait que ce travail et les modifications pour de nouvelles propositions de projet n'ont pas été engagés.

La poursuite des actions engagées avec le programme COMSTAT vers les écoles s'est faite depuis sous la forme de trois projets « ponts », projets de moins de 2 millions présentés lors de la restructuration de la DG VIII/DG DEV, et la mise en place de d'Europaid.

• **Le programme COMSTAT 8. ACP.TPS.039 - Bridging operation 1999: High Level Statistical Training.**

Montant : 1 080 000 euros.

Durée : 1 an : couvre les bourses attribuées en juillet 1999.

Financement : Bourses d'études et de stages : 979 000
dont 557 000 pour le Sénégal (10 bourses) et Côte d'Ivoire (10 bourses).
Support pédagogique (matériel, bibliothèque, informatique) : 51 000
Imprévu : 51 000

Cette évaluation prévoit d'examiner l'africanisation progressive des cours tenus en Europe et l'élargissement du champ géographique. Par ailleurs il y a une reprise de la coopération avec l'ISSEA de Yaoundé, suspendue en 1994, avec une contribution pédagogique « modeste » (budgétée dans ce projet pont).

• **Le programme COMSTAT 8. ACP.TPS.091 - Formation supérieure de statisticiens.**

Montant : 1 960 000 euros : couvre les bourses attribuées en juillet 2000 et juillet 2001.

Financement : Bourses d'études de longue et de courte durée : 1 718 000, dont 1 179 000 pour le Cameroun (15 bourses), la Côte d'Ivoire (18 bourses) et le Sénégal (18 bourses).
Appui technique : 242 000
Concours commun : 100 000
Appui pédagogique aux écoles : 120 000
Appui en matériel : 22 000

L'appui technique prend la forme de trois contrats de services avec le CESD Communautaire pour 120 000 euros (organisations de deux formations de formateurs + 2 comités de pilotage) et le CESD Paris pour 80 000 euros (*organisation de deux concours communs*) + un avenant de 22 000 pour un appui en matériel, soit un total de 102 000 euros.

Ce projet prévoit la « poursuite d'octroi de bourses d'études et d'appuis pédagogiques en attendant la reformulation du nouveau PDS » (*programme de développement de la statistique*).

• **Le programme COMSTAT 8.ACP.TPS.155. Travaux préparatoires aux initiatives régionales de renforcement institutionnel (éducation et formation de professionnels de haut niveau).**

Montant : 1 950 000 euros : couvre les bourses attribuées en juillet 2002 et juillet 2003.

Financement : Bourses d'études de longue, moyenne et courte durée : 1 645 000 euros, dont 1 179 000 de bourses pour le Cameroun (15 bourses), la Côte d'Ivoire (18 bourses) et le Sénégal (18 bourses).
Appui technique : 135 000 euros
Concours commun : 40 000
Appui pédagogique aux écoles : 85 000
Monitoring/enquêtes : 100 000 euros
Imprévus : 70 000 euros (4 %)

Il s'agit du projet qui finance les bourses actuellement attribuées. Dans le cadre de ce projet, une réflexion est menée entre autres sur :

- *l'africanisation de la formation pour les lusophones faites à Lisbonne (où : au Mozambique, Cap Vert?) ;*

- *l'africanisation des formations de court terme de Munich (la première chose sera d'identifier les lieux de formation).*
- *Identifier la capacité des centres de statistique africains de contribuer à d'autres initiatives dans des domaines spécifiques; publics et privés.*
- *Élargir le champ d'activité des écoles pour développer leur viabilité économique.*
- *Préparer de nouvelles propositions de financement/logframe en vue d'un nouveau programme multiannuel.*

Se met actuellement à l'étude un programme cadre en matière d'enseignement supérieur (cf. note d'instruction « cadre commun de coopération avec les pays tiers en éducation supérieure » signé par les trois directeurs généraux et le DG EAC) basé sur des appels à propositions. Cependant, il semble que les modalités d'application (notamment en liaison avec ce cadre commun) d'une future coopération statistique ne soient pas encore complètement fixées.

2.2 L'action du CESD Paris dans le cadre du programme COMSTAT

En mai 1995 le CESD Paris a signé avec la DG DEV, dans le cadre du programme COMSTAT un contrat pour mener un certain nombre d'actions d'appui aux écoles africaines de statistique francophones.

D'un montant initial de 957 400 €, ce contrat a été ramené à 757 400 €, après remise à la disposition de la DG DEV de 200 000 €, destinés au financement partiel d'une année supplémentaire de bourses. Les actions menées ont été les suivantes :

Organisation du concours commun et mise à jour des annales

Concours commun : Initialement de 160 000 € ce poste couvrait le financement partiel (plus ou moins 50 %) de 5 concours communs. Il a été ramené à 128 000 € correspondant à 4 concours (1995 à 1998).

Annales : le budget prévu pour la mise à jour des annales du concours était de plus 120 000 € dont 24 000 € de frais forfaitaires. Il a été réduit à 100 000 €.

Soutien au corps enseignant

Le budget initial était de 366 000 €, dont 40 000 € ont été remis à la disposition de la DG DEV. Le budget révisé de 326 000 € semble avoir été dépensé en totalité. Selon le document de programme le montant de 366 000 € était destiné à payer entre 1995 et 1998 des salaires des enseignants africains (non nationaux) de l'ENSEA et de l'ISSEA, à raison de 60 hommes mois à l'ISSEA et à l'IAMSEA (ITS) et de 72 hommes mois à l'ENSEA (deux enseignants pour ISE). En fait le financement destiné à l'IAMSEA et à l'ISSEA a été utilisé pour le DSD. Ces deux composantes ont été diminuées chacune de 20 000 € lors du réaménagement budgétaire.

Parallèlement a été institué un mécanisme de financement des salaires du personnel du DSD par le biais des frais de scolarité versés par la Commission européenne, ce mécanisme passant par un compte du CESD Paris. Ce financement n'était pas compris dans le contrat du CESD Paris.

Équipement et renforcement des moyens des écoles

Budget prévu : 266 250 €, dont 140 000 € ont été remis à la disposition de la DG DEV. Réalisé 135 900 € : matériel informatique (7 800 € pour l'ENSEA en 1996, 18 800 € pour le DSD en 1997, 63 900 € pour l'ISSEA et l'ENSEA en 1999, 35 800 € pour les trois écoles en 2000) et livres (9 900 € ISSEA - 4 500 – et DSD - 5 400 – en 1998).

Divers (coordination et gestion)

Montant : 77 150 € soit 10 % du coût total du programme.

Au total les actions financées dans le cadre du programme COMSTAT RPR 308 et mises en œuvre par le CESD Paris auraient représenté 757 400 €, équivalent à 496 millions FCFA. L'absence de bilan financier détaillé ne permet pas de répartir ce montant entre les écoles. Il semble toutefois qu'il ait principalement bénéficié au DSD et à l'ENSEA.

À l'achèvement du programme COMSTAT, le CESD Paris a continué son appui aux écoles sur des financements de la Commission européenne : projet TPS 091 financement de 102 000 € (concours communs 2000 et 2001 pour 86 000 € et matériel informatique pour 16 000 €) et projet TPS 155 (concours commun de 2002 : 40 000 €).

Globalement les financements européens ayant transité par le CESD Paris ont été de 910 000 € (597 millions CFA) dont de l'ordre de 354 000 € pour les concours communs (et les annales), 152 000 € en matériel et livres, 326 000 € en salaires des enseignants du DSD et de l'ENSEA et 78 000 € en frais divers.

2.3 L'action du CESD Communautaire dans le cadre du programme COMSTAT

On dispose d'un récapitulatif des actions entreprises par le CESD Communautaire au titre du contrat signé par cet organisme dans le cadre du programme COMSTAT.

Le projet a démarré en mai 1995. Initialement prévu pour durer 5 ans, il a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2000.

Le contrat avait un montant initial de 1 916 900 €. Sur ce montant 600 000 € ont été remis à la disposition de la DG DEV pour le financement des bourses. Le montant du contrat était donc de 1 316 900 € dont 1 247 110 ont été effectivement dépensés. Les actions concernant les écoles africaines francophones de statistique sont récapitulées ci-dessous (la numérotation suit celle du document de projet).

Item 1.1 Harmonisation, rénovation et développement des programmes des centres

1.1.2. Rénovation et développement des programmes

1.1.2a. Révision des programmes d'enseignement

Cette action comportait trois éléments :

- Renforcement pédagogique au DSD.
- Rénovation des filières d'enseignement ITS et ISE.
- Appui pédagogique au Centre de Munich.

Les dépenses ont été de 114 939 €. La part imputable au Centre de Munich est inconnue.

1.1.2b. Élaboration, développement et mises à disposition d'outils d'amélioration pédagogique

Cette action comportait deux éléments :

- Réorganisation de la bibliothèque de l'ENSEA.
- Parc informatique du DSD.

Les dépenses ont été de 60 861 €.

1.1.2c. Opérations pilotes et développement d'outils communs d'appui aux initiatives nationales.

Les dépenses (stages des ITS du DSD en 3^{ème} année) ont été de 6 658 €.

1.1.2d. Appui aux travaux pratiques

Réalisation des enquêtes sur le devenir des diplômés des trois écoles : dépenses 15 000 €.

1.1.2e. Coordination et appui consultatif des centres

Cette action a consisté en missions d'appui pédagogique, technique, d'évaluation et de suivi assurées par les experts du CESD Communautaire : dépenses 60 000 €.

Au total, pour l'Item 1.1.2 (renovation et développement des programmes), les dépenses réalisées ont été de 257 458 €, principalement sous forme de missions d'appui et de coordination.

Item 1.2 Renforcement institutionnel et formation des formateurs

1.2.3. Audit financier et gestion de centre de formation DSD

La mission a consisté en l'audit et la mise en place d'un système comptable pour la gestion du DSD. Les dépenses ont été de 34 155 €.

1.2.4. Perfectionnement continu du personnel enseignant

1.2.4c. Séminaires, ateliers

Dépenses de 26 406 €.

Au total pour l'item 1.2 (renforcement institutionnel), les dépenses ont été de 60 561 €.

Item 1.3 Rapprochement des centres, des services statistiques et des utilisateurs

1.3.1. Orientation des programmes pour répondre aux besoins des utilisateurs

1.3.1a. Réunions d'information et d'orientation

Dépenses 9 000 €.

1.3.1b. Ateliers régionaux

Dépenses : 38 729 €.

1.3.2. Formation continue des statisticiens

1.3.2a. Programmation et identification

Dépenses : 12 000 €.

1.3.2b. Développement des modules et de la documentation

Cahiers de la statistique et d'économie appliquées dépenses : 82 000 €.

1.3.2c. Organisation et réalisation de séminaires régionaux et nationaux

Un seul des 14 séminaires techniques et régionaux, semble avoir concerné les statisticiens de l'Afrique francophone (Cameroun données sociales).

Au total pour l'item 1.3 (Rapprochement des centres, des services statistiques et des utilisateurs) les dépenses ont été de 141 729 €.

Item 4.2. Coordination et comité

Cette action consistait en : Comités de Pilotage du programme, rapports intermédiaires, *Newsletter COMSTAT* (version anglaise) et la Lettre d'Information COMSTAT (version française) : dépenses 121 380 €.

Globalement dans le cadre du projet COMSTAT les actions du CESD communautaire ont représenté 581 128 €.

Par ailleurs dans le cadre du projet TPS 91 (signé en septembre 2000), le CESD Communautaire a bénéficié d'un contrat de 120 000 € pour la formation des formateurs et l'organisation de deux comités de pilotage.

Au total ce sont donc 700 000 € qui ont été dépensés pour les actions en faveur des écoles africaines de statistique francophones, soit 459 millions FCFA. Pour l'essentiel il s'agit de dépenses d'assistance technique de renforcement pédagogique et institutionnel, l'appui en matériel et équipement ne représentant qu'à peine 10 % (70 000 €).

2.4 Les bourses

Il n'existe pas de bilan global des bourses attribuées sur toute la période. Les informations disponibles proviennent de deux documents :

Relevé de bilan COMSTAT (3^{ème} comité de pilotage 1^{er} octobre 1997) Document n° 4 DGVIII/Eurostat II.3 Bilan de cinq années des bourses COMSTAT 1993-1997 (cinq ans).

Bourses Abidjan 152 bourses dont 5 bourses sur financement Diaper.

ENEA Dakar 63 bourses dont 3 sur financement Diaper.

ENSAE 7 bourses master.

Exécution financière du programme COMSTAT (3^{ème} comité de pilotage 1^{er} octobre 1997) Document n° 10 DGVIII/Eurostat II.7 Exécution financière du programme COMSTAT.

France ENSAE :

10 boursiers (5 en 1994 et 5 en 1995) coût total de l'ordre de 234 000 €.

Rwanda

16 boursiers en novembre 1993 pour une durée d'un an 61 900 € sur RPR 109.

Dakar

54 boursiers dont : 18 en 1994 pour trois ans (17 effectifs) dont 6 sur RPR 110, 19 en 1995 pour 3 ans (dont deux arrêtés au bout d'un an), 16 en 1996 dont 10 (9 effectifs) pour 4 ans et 6 pour 3 ans et 1 en 1997. Coût moyen de l'ordre de 24 000 €, soit total 1,3 millions d'euros.

Abidjan

164 bourses dont 30 doublons (30 en 1993 d'une durée d'un an sur le RPR 108, prolongé de 2 ou 3 ans sur le RPR 308 (ces bourses figurent deux fois dans le décompte). 90 en 1994 (dont 30 prolongations du RPR108), 25 en 1995 et 13 en 1996. Coût moyen de l'ordre de 20 000 € (durée moyenne 2,7 ans) soit un total de 2,68 millions d'euros.

Total des bourses Afrique (Dakar et Abidjan) 1993-1997 : 188 bourses pour un montant indicatif de 3,9 millions d'euros. Ce montant correspond plus ou moins au budget COMSTAT initial. Il couvre en fait les quatre années 1993-1996.

Les bourses de 1997 auraient été financées par le redéploiement des crédits COMSTAT RPR 308 (on ne dispose pas du détail de l'utilisation des fonds redéployés, ni du nombre de bourses octroyées en 1997), les bourses 1998 par l'avenant de 1,5 million d'écus, les bourses 1999 par le projet TPS 039, les bourses 2000 et 2001 par le projet TPS 091 et les bourses 2002-2003 par le projet TPS 155.

Au total pour la période 1999-2002 on dispose des données suivantes :

Tableau 40

| | Financements sur TPS 039, 091 et 155 (1999-2003) | Bourses attribuées (1999-2002) |
|---------------|--|--------------------------------|
| Sénégal | 1,274 M€ (46 bourses) | 29 |
| Côte d'Ivoire | 1,029 M€ (46 bourses) | 39 |
| Cameroun | 0,712 M€ (30 bourses ?) | 33 |
| Total | 3,0 M€ (122 bourses) | 101 |

Pour l'ensemble de la période on peut reconstituer les flux suivants (l'année 1997 est estimée) :

Tableau 41

| | Kigali | Abidjan | Dakar | Yaoundé | Total |
|--------------|-----------|------------|------------|-----------|------------|
| 1993 | 16 | 30 | 0 | 0 | 46 |
| 1994 | | 60 | 18 | 0 | 78 |
| 1995 | | 25 | 19 | 0 | 44 |
| 1996 | | 13 | 16 | 0 | 29 |
| 1997 | | 13 | 9 | 0 | 22 |
| 1998 | | 13 | 11 | 0 | 24 |
| 1999 | | 12 | 7 | 6 | 25 |
| 2000 | | 9 | 5 | 9 | 23 |
| 2001 | | 9 | 8 | 9 | 26 |
| 2002 | | 9 | 9 | 9 | 27 |
| Total | 16 | 193 | 102 | 33 | 344 |

1993-1996 comité de pilotage COMSTAT – 1998-2002 données communiquées par le MAE.

Globalement les bourses attribuées aux élèves des écoles africaines de statistique auraient été au nombre de 344 sur la période 1993-2002, pour un montant engagé de l'ordre de 8 millions d'euros.

Analyse des flux financiers liés aux bourses

Sur le montant des bourses, les pourcentages sont les suivants :

- partie versée aux étudiants (indemnité mensuelle, mémoire, équipement, stage etc.) de l'ordre de 45 % ;
- partie versée aux écoles (frais de scolarité et d'encadrement...) de l'ordre de 35 % ;
- autres (logement, voyages, visa, frais médicaux etc.) de l'ordre de 20 %.

Le montant de 8 millions d'euros s'est traduit par un financement de 2,8 à 3 M€ pour les écoles soit 1,8 milliards de francs CFA.

Récapitulatif sur l'aide de la Commission européenne aux écoles africaines de statistique (période 1993-2002) Bourses et projets CESD.

Tableau 42

Aide de la Commission européenne 1993-2002 (Euros)

| | | |
|--|-------------------|--------------|
| Bourses (part étudiants et autres) | 5 200 000 | 52 % |
| Renforcement équipement | 222 000 | 2 % |
| Financement des enseignants | 326 000 | 3 % |
| Aide budgétaire aux écoles | 2 800 000 | 28 % |
| Renforcement institutionnel, pédagogique ... | 593 000 | 6 % |
| Concours commun et annales | 354 000 | 3 % |
| Divers (gestion, suivi, imprévus, etc.) | 594 000 | 6 % |
| Total | 10 089 000 | 100 % |

Source : estimations.

TROISIÈME PARTIE

3. L'AIDE FRANÇAISE

L'aide française n'a pas fait, à notre connaissance, l'objet d'un document de projet spécifique. Elle s'inscrit dans la continuation de l'appui à la formation initiale des statisticiens africains qui était dispensée à l'ENSAE puis au CESD jusqu'en 1997.

Cette aide prend essentiellement la forme de bourses et d'assistance technique. Depuis 1994, en dehors de ces deux éléments les financements français ont été très limités et ont porté presque exclusivement sur le financement du concours commun et quelques missions d'enseignement.

3.1 L'assistance technique

Il n'y a pas de document présentant un récapitulatif de l'assistance technique aux écoles. A partir des rapports des écoles à la CODESA on peut reconstituer les effectifs des assistants techniques.

L'assistance technique à l'ENSEA.

Années académiques 1994/1995, 1995/1996, 1996/1997 : 4 AT.

Années académiques 1997/1998 et 1998/1999 : 3 AT.

Années académiques 1999/2000 et 2000/2001 : 3 AT.

Années académiques 2001/2002 : 3 AT.

Année académique 2002/2003 : 2 AT et un Volontaire international.

Au total de l'ordre de 28 à 30 hommes années d'assistance technique, soit un coût indicatif de 2,5 millions d'euros, y compris l'« appui logistique ».

L'assistance technique au DSD

Sur la période 1996/2002 un assistant technique, soit un total de 5 hommes années d'Assistance Technique, et un coût indicatif de 450 000 euros.

L'assistance technique à l'ISSEA

Sur la période examinée il ne semble pas y avoir eu d'AT à l'ISSEA (on ne comptabilise pas ici la mission d'assistance technique pour la mise en place de la filière ISE).

Globalement l'assistance technique aurait représenté de l'ordre de 30 à 35 hommes mois soit 3 millions d'euros.

Outre l'assistance technique permanente, de l'ordre de 20 missions d'enseignement de courte durée ont été réalisées, principalement à l'ENSEA et au DSD entre mars 1995 et 2000 (cf. liste en annexe). On a retenu un coût indicatif de 4 000 € par mission (salaires, per diem et voyages). Ces missions représenteraient 80 000 €, soit de l'ordre de 15 000 € par an.

3.2 Les bourses

Pas plus que pour les bourses de la Commission européenne il n'existe un récapitulatif des bourses octroyées par la France (une demande de données a été faite à Egide). Les deux sources d'information disponibles sont le récapitulatif 1998-2002 communiqué par le MAE et les rapports des écoles.

Les bourses attribuées avant 1998 : pour le DSD on sait que 8 bourses étaient payées en 1997/98. Pour l'ENSEA, sur la base des rapports de l'école à la CODESA on a estimé à 15 le nombre de bourses attribuées annuellement entre 1994 et 1997 (le nombre exact devrait être bientôt disponible).

Tableau 43
Bourses octroyées par la France

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | Total |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| DSD | 5 | 5 | 5 | 4 | 2 | 21 |
| ISSEA | 0 | 0 | 3 | 4 | 5 | 12 |
| ENSEA | 15 | 15 | 17 | 15 | 16 | 88 |
| Total | 15 | 15 | 25 | 23 | 23 | 101 |

Données communiquées par le MAE.

Au total la France aurait attribué sur la période 1994-2002 de l'ordre de 170 bourses (dont 40 bourses de 4 ans au Sénégal et au Cameroun). Cela représenterait un financement approximatif de 3,7 millions d'euros.

Analyse des bourses

La part de l'aide aux écoles dans les bourses françaises est assez variable : de l'ordre de 20 % à Dakar et Abidjan, elle atteint 35 % à Yaoundé (1 MFCFA par élève et par an).

En moyenne l'aide aux écoles représenterait 25 % du montant des bourses soit 925 000 € sur la période.

La part versée aux étudiants (y compris primes d'équipement...) est de l'ordre de 55 % et les parties sur justificatifs (logement, billets etc.) environ 15 %.

A ces bourses il convient d'ajouter les bourses attribuées aux enseignants de l'ENSEA pour leur formation en alternance. Ce programme a débuté en 1997. Il a porté sur une douzaine d'enseignants. Dans un premier temps ceux-ci passent un DEA puis préparent leur thèse en alternance (trois séjours de trois mois). Le montant indicatif d'un séjour de trois mois est de 4 200 €. Selon le SCAC d'Abidjan, en 2003 la programmation de ces bourses représentait un montant de 54 000 € pour 11 stagiaires. On a considéré que ce montant était représentatif du montant moyen annuel sur la période 1997-2002. Dans ces conditions les bourses en alternance auraient représenté de l'ordre de 300 000 €.

3.3 Les autres éléments de l'aide française

Le financement du concours commun

On estime à 100 000 €/an (en 2002) le coût du concours commun, dont de l'ordre de 40 000 € sont financés par la Commission européenne. Sur la période 1994-2002, les financements français des 8 concours commun auraient représenté 400 000 €, dont la plus grande partie financée – en nature – par l'INSEE, le MAE complétant marginalement en fonction des besoins.

Divers

D'autres financements peuvent être accordés localement par les SCAC sous forme de subvention pour telle ou telle action ponctuelle (stages des étudiants, activités de recherche, etc.). Selon le SCAC d'Abidjan le montant de ces financements était de 23 000 € en 2003. Faute de données récapitulatives, ils n'ont pas été repris ici (une estimation est tentée dans la première partie).

Tableau 44
Récapitulatif de l'aide française

| | |
|---|--------------------|
| Financement du concours commun | 500 000 € |
| Aide financière aux écoles | 925 000 € |
| Bourses versées aux étudiants (y compris enseignants) | 2 800 000 € |
| Assistance technique et missions d'enseignement | 3 100 000 € |
| Total | 7 325 000 € |

Estimations.

QUATRIÈME PARTIE

4. LES RESULTATS

Au cours de la période 1994-2002 le nombre d'ISE et d'ITS formés est le suivant. On a également indiqué le nombre d'étudiants actuellement en formation :

Tableau 45
Diplômés 1994-2002 et étudiants en formation en 2002/2003

| | Diplômés | en formation en 2002/2003 | Total |
|--------------------|------------|---------------------------|------------|
| ISE (ENSEA) | 213 | 97 | 310 |
| ITS (ENSEA) | 248 | 57 | 305 |
| (DSD) | 86 | 62 | 148 |
| (ISSEA) | 101 | 105 | 206 |
| ITS (Total) | 435 | 224 | 659 |

Sources diverses.

NB : Jusqu'en 1999 il n'y avait pas d'aide de la Commission européenne et de la France à l'ISSEA. Les diplômés de l'ISSEA entre 2000 et 2002 sont au nombre de 44.

Les bourses attribuées par la Commission européenne (334) et la France (de l'ordre de 170) ont représenté plus des trois quarts du total des ITS et ISE diplômés et/ou en formation en 2002/2003.

La qualité des diplômés est considérée comme très bonne et n'est remise en cause par aucun des interlocuteurs rencontrés (cf. évaluation de COMSTAT et entretiens). Les taux de redoublement et d'échec sont faibles. On peut donc considérer que les résultats des programmes d'appui sont satisfaisants.

4.1 Les débouchés

Quatre enquêtes auprès des anciens élèves des écoles ont été réalisées en 1999, sur financement du CESD Communautaire, pour collecter des informations sur le devenir des diplômés ainsi que leur opinion sur l'adéquation entre la formation reçue et leurs tâches. La conclusion générale que l'on peut en tirer, est qu'il n'y avait pas à la date des enquêtes, de problème de débouchés pour les diplômés des écoles.

4.1.1 Résultats des enquêtes

ENSEA (ISE)

S'agissant des diplômés ISE il n'y a pas de problème d'emploi. La grande majorité des diplômés travaillent dans leur pays d'origine : la diagonale du tableau nationalité/résidence concentre 76 % de l'effectif. Cependant cela peut être dû à un biais dans l'enquête, les réponses n'étant pas représentatives des nationalités et « écrasées » par les effectifs de trois grands pays (Côte d'Ivoire, Cameroun et Sénégal : 65 réponses sur 84). Les non réponses peuvent en effet être dues au fait que les diplômés n'étaient plus dans leur pays d'origine. Seule la Côte d'Ivoire offrait au moment de l'enquête un débouché aux ISE non ivoiriens, ce débouché étant soit dans les organisations internationales soit dans les entreprises.

Tableau 46
Résidence et nationalité des diplômés ISE de l'ENSEA

| Nationalité | Résidence | | | |
|---------------------|---------------|---------------------|------------|-----------|
| | Côte d'Ivoire | Même pays (hors CI) | Autre pays | Total |
| Côte d'Ivoire | 30 | – | 3 | 33 |
| Même pays (hors CI) | | 34 | | 34 |
| Autre pays | 12 | – | 5 | 17 |
| Total | 42 | 34 | 8 | 84 |

Dans la grande majorité des cas, à l'exception des ISE ayant un emploi en Côte d'Ivoire, l'emploi est offert par la fonction publique : 24 ISE sur les 37 travaillant hors de Côte d'Ivoire (soit 65 %) ; parmi les 13 non employés par la Fonction Publique en dehors de la Côte d'Ivoire, 6 le sont par des organismes internationaux au Cameroun, au Burkina Faso et au Niger).

On note également que 31 % des diplômés ISE étaient déjà diplômés ITS, le cas étant particulièrement courant chez les diplômés de nationalité camerounaise, ce qui peut expliquer leur taux de réussite élevé au concours (15 % des candidats).

ENSEA (ITS)

L'enquête a porté sur 184 diplômés de 1990 à 1998. Le taux de réponse (45 %) peut être considéré comme médiocre, compte tenu de la nature de la population enquêtée. Le biais signalé plus haut peut également distordre les résultats.

Les traits marquants sont les suivants :

Le grand nombre de formations complémentaires : 50 % des diplômés qui ont répondu acquièrent ou ont acquis une formation complémentaire, ce qui, sans remettre en cause la satisfaction affichée en ce qui concerne l'adéquation entre la formation reçue et les tâches effectuées, peut être l'indice d'une insatisfaction en termes de carrière et/ou de rémunération.

Le secteur public emploie 50 % des diplômés (dont 30 % dans les directions des statistiques), les autres se partageant entre les organisations internationales, le privé et les employeurs non précisés. Comme pour les ISE, c'est surtout la Côte d'Ivoire qui offre des emplois en dehors de la fonction publique. Les perspectives de travail dans la fonction publique semblent fléchir : alors que le taux d'embauche dans la fonction publique était de plus de 50 % pour les diplômés jusqu'en 1995, il est de 40 % pour les diplômés plus récents.

Dans l'ensemble cependant, les ITS ne semblent pas connaître de problèmes de débouchés, la durée moyenne de recherche d'emploi étant de l'ordre de 5 mois ; l'embauche est « automatique » dans 41 % des cas, ce pourcentage étant toutefois sensiblement inférieur à celui de la précédente enquête (54 %), les concours de recrutement prenant une place plus grande.

DSD – Dakar

Le constat, qui porte sur 102 ITS formés entre 1990 et 1998 (79 réponses), est à peu près semblable à celui de l'enquête sur les ITS formés à l'ENSEA. Il doit cependant être nuancé par le fait que la population enquêtée comprend un nombre important d'ITS formés avant la réforme, et donc en majorité de nationalité sénégalaise et/ou à recrutement automatique dans la Fonction Publique. 86 % des ITS employés sont en effet salariés dans la fonction publique ou dans le secteur parapublic.

ISSEA Yaoundé

Entre 1986 et 1997 l'ISSEA a formé 193 ITS, dont plus de la moitié de camerounais. – et aucun de Guinée Équatoriale. Le constat est le suivant :

97 % des ITS sont en activité ou en formation, la fonction publique accueille 86 % des diplômés, dont les deux tiers dans les départements ministériels en charge de l'économie de la statistique et des finances. Ce sont près de 30 % des diplômés qui travaillent dans les Instituts nationaux de statistique ou leurs équivalents. De façon générale les ITS ont accès de façon relativement rapide à des postes de responsabilité.

Le Congo semble être le seul cas où le service statistique et de façon générale la fonction publique n'est pas le principal employeur.

4.1.2 Constats dans le cadre du programme COMSTAT

Étude du CESD Communautaire

Le CESD communautaire a procédé à l'évaluation des filières d'enseignement des ITS, et analysé le marché du travail.

Une des conclusions de cette étude met l'accent sur l'accroissement prévisible de la mobilité professionnelle (une conclusion identique peut être tirée des enquêtes). Cet accroissement serait dû au bas niveau de rémunération offert par les départements de statistiques (de 80 000 à 120 000 CFA pour les ITS), l'absence de perspectives de carrière attractives dans les INS, ainsi qu'une reconnaissance accrue des capacités des ITS par les employeurs privés.

« On constate ainsi que les INS ne sont pas toujours les bénéficiaires à long terme des investissements qu'ils consentent pour la formation complémentaire et le recyclage de leur personnel ». Tout se passe comme si, du fait de leurs contraintes, les INS n'étaient qu'un point d'entrée dans le monde du travail (pour de l'ordre de 50 % des promotions).

« Cette étude pense cependant que les perspectives d'emploi des ITS au cours des cinq prochaines années sont bonnes, compte tenu des lacunes actuelles de la statistique africaine, et de la prise de conscience de l'importance de l'information statistique. »

Évaluation du programme Comstat par « The Evaluation Partnership »

Cette évaluation, qui s'appuie principalement sur les enquêtes citées, les complète sur certains aspects :

S'agissant des ITS formés à l'ENSEA, la conclusion est que la très grande majorité des diplômés travaillent dans leur pays d'origine. Les secteurs d'emploi sont d'abord le secteur public et parapublic (61 % - dont 36 % dans le système statistique), le secteur privé ne représentant que 7 %. L'université et les institutions régionales représentent 10 %. 15 % des diplômés poursuivent leurs études. 67 % des ITS travaillent comme statisticiens.

S'agissant des ISE, toujours pour l'ENSEA, le constat est quasiment identique : 80 % vivent dans leur pays d'origine. 54 % travaillent dans la fonction publique et près de 24 % dans les institutions régionales, internationales ou à l'Université. Comme pour les ITS, 7 % seulement travaillent dans le secteur privé. 67 % travaillent comme statisticiens et 6 % comme économistes.

Pour les diplômés du DSD, 76 % sont dans le secteur public ou parapublic. 52 % exercent des fonctions d'encadrement ou sont responsables d'un domaine. 70 % effectuent des travaux de statistiques et 20 % des tâches de coordination et d'administration.

4.1.3 Constat des visites sur place

Côte d'Ivoire.

L'INS a fait un effort pour améliorer la rémunération des statisticiens. Les salaires d'embauche ont été fortement augmentés à la faveur du changement de statut de l'institut national de la statistique qui est devenu une **entreprise d'État**. Ce statut lui permet, sinon de s'aligner complètement sur les salaires offerts par les autres employeurs potentiels de statisticiens, du moins de les concurrencer.

Actuellement les ISE débutants se voient offrir des salaires de 470 000 FCFA et les ITS 400 000 FCFA. Le « turn over » aurait beaucoup diminué. À titre de comparaison le salaire d'un ITS dans la fonction publique est de 140 000 FCFA et celui d'un ISE de 160 à 170 000 FCFA. Un objectif visé par le plan de développement de la Statistique est d'unifier les carrières entre l'INS et la Fonction Publique. Les besoins de statisticien sont jugés considérables. La Direction de la prévision a également mis en place un système lui permettant de recruter des ISE dans des conditions satisfaisantes (salaires de 520 000 FCFA).

En Côte d'Ivoire il semble exister un marché du travail très actif pour les statisticiens. Ceux-ci sont très recherchés, ce qui pour l'instant tire les salaires vers le haut. Les banques — en particulier la BCEAO, mais aussi les entreprises publiques (BNET, etc.), les organisations internationales offrent des salaires élevés. À la BCEAO un ISE a un salaire de 750 à 800 000 FCFA sur 14 mois. Dans les conditions actuelles la fonction publique est peu attractive.

Cameroun

La situation semble radicalement différente. Il n'y a quasiment pas de marché en dehors de la fonction publique et de l'INS. Les salaires y sont du même ordre que dans la fonction publique de Côte d'Ivoire (160 000 FCFA pour un ISE et 140 000 FCFA pour l'ITS) mais la transformation de l'INS en Établissement Public pourrait se traduire par une amélioration.

Les statisticiens bénéficient d'une dérogation aux restrictions d'embauche imposées à la fonction publique. Les ITS et ISE diplômés sont recrutés automatiquement dans la fonction publique, dans la mesure où c'est la fonction publique qui organise — juridiquement — le concours. Les besoins du système statistique national sont très importants dans les ministères et les régions. Selon le Directeur de la planification des ressources humaines, les flux actuels d'ISE formés (de l'ordre de 10 en moyenne annuelle et 14 au cours des années récentes) et d'ITS (de l'ordre de 18 en moyenne annuelle et 20 au cours des années récentes) ne sont pas trop élevés compte tenu des besoins.

Il ne semble cependant exister aucune programmation à moyen terme : en l'absence de demande du secteur privé, des entreprises nationales et des organisations régionales (la Banque centrale d'Afrique centrale ne recrute quasiment pas de statisticiens), le rythme actuel de formation (il y a en 2002/2003 78 ITS et 39 ISE camerounais en formation) ne paraît pas pouvoir être maintenu durablement.

Sénégal

La DPS emploie une cinquantaine d'ITS, dont un certain nombre remplissent des fonctions traditionnellement confiées à des ISE, qui « ne restent pas ». La DPS n'a en tout que 5 adjoints techniques, pour lesquels il n'y a plus de formation au DSD depuis une quinzaine d'années, ce qui pose des problèmes quant aux opérations de terrain.

Or, au cours des dernières années, le DSD n'a produit que très peu d'ITS sénégalais (2 par an de 2000 à 2002). Le DSD se dit ainsi inquiet pour l'avenir quant au remplacement de ses ITS. Il n'y a pas encore de marché privé pour les ITS, mais on ne connaît pas de statisticien chômeur au Sénégal.

Autres pays

Les entretiens avec certains élèves et enseignants ont permis de préciser les débouchés dans quelques autres pays.

En Centrafrique (de l'ordre de 11 ITS et 6 ISE formés entre 1994 et 2002, ou en formation en 2002), il n'y a pas de problème d'emploi pour les statisticiens (un ISE gagne de l'ordre de 150 à 200 000 FCFA par mois) compte tenu de l'existence de projets susceptibles de les recruter.

Au Gabon 70 % des diplômés entrent dans la fonction publique. Les salaires d'embauche sont de l'ordre de 210 000 FCFA. Après 4 ans (titularisation) les salaires avec les primes atteignent de l'ordre de 360 000 FCFA par mois. Il y a une demande dans le secteur privé avec des salaires plus importants mais la sécurité de l'emploi est moins grande.

Selon *Afristat* la situation vis-à-vis du marché du travail est diverse selon les pays ; dans certains pays la Fonction publique a cessé de recruter ou alors seulement des contractuels (par exemple au Togo depuis une quinzaine d'années), ailleurs les recrutements sont limités ; enfin dans certains pays (Cameroun) la totalité des statisticiens formés sont recrutés. Les ISE trouvent plus facilement du travail que les ITS (les temps d'attente sont très faibles). Le profil ISE attire les employeurs.

Certains pays manquent de statisticiens : par exemple au Mali, qui avait formé près de 30 ISE et 40 ITS en France n'en a formé que 3 et 7 respectivement depuis 10 ans) et l'INS doit recruter des étudiants sortant des filières universitaires et leur donner une formation « sur le tas ». La raison principale est que dans certains pays le niveau d'enseignement s'est effondré.

4.1.4 Bilan général sur les débouchés

La très grande majorité des statisticiens formés dans les trois écoles sont venus renforcer les systèmes statistiques nationaux au sens large. La déperdition vers les pays étrangers, et/ou vers le secteur privé a été très faible et de ce point de vue les objectifs de l'aide ont été atteints.

Cependant l'objectif final était de renforcer la qualité et la quantité de la production statistique. L'évaluation n'a pas porté sur cet aspect. Néanmoins, il semble que ce soient plus les contraintes qui pèsent sur les INS qui expliquent principalement la situation de l'information statistique que les ressources humaines disponibles. Les contraintes, en particulier — mais non exclusivement — financières peuvent certes limiter les recrutements. L'amélioration de la gestion des ressources humaines est une voie explorée par le projet FSP récemment promu par le MAE. Mais plus généralement c'est le problème des moyens de fonctionnement et la reconnaissance par les différents gouvernements du besoin d'une information quantitative fiable qui constituent la contrainte principale.

Perspectives

Le constat fait dans le rapport préliminaire d'une forte concentration sur un petit nombre de pays (près des trois quarts des ITS et des ISE viennent respectivement de 6 et 5 pays sur 19) reste valable. A un horizon de 5 ans, compte tenu des flux actuels de formation, le risque d'une certaine saturation du marché des ITS existe dans ces pays. Il apparaît indispensable de procéder à une réelle programmation des besoins « solvables », accompagnée de la programmation des ressources financières correspondantes.

Le volant actuel de la formation (les promotions annuelles sont de l'ordre de 80 ITS et 33 ISE) ne semble pas excessif. Il augmentera progressivement avec l'ouverture de la formation ISE à Yaoundé. Deux écueils doivent être évités : poursuivre la formation actuelle au-delà d'un horizon de moyen terme sans prendre les moyens de procéder au cours des prochaines années à la programmation suggérée, ne pas rééquilibrer progressivement les effectifs par pays.

Tableau 47

| | Formation d'ISE total | Dont ENSEA 1990-2002 | ISE dans les INS au 31/12/1999 | Rappel (en formation en 2002/2003) |
|---------------|--------------------------|-------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| Bénin | 33 | 13 | 8 | 6 |
| Burkina Faso | 24 | 13 | 4 | 5 |
| Cameroun (a) | 95 | 41 | 17 | 41 |
| RCA | 12 | 5 | 2 | - |
| Comores | 4 | - | - | 1 |
| Congo (b) | 12 | 6 | 7 | 3 |
| Côte d'Ivoire | 107 | 85 | 9 | 27 |
| Gabon | 4 | 2 | - | - |
| Guinée | 14 | 8 | 1 | 1 |
| Mali | 20 | 3 | 2 | 1 |
| Niger | 14 | 12 | 2 | 1 |
| Sénégal (b) | 58 | 20 | 4 | 3 |
| Tchad | 9 | 5 | - | - |
| Togo (b) | 14 | 5 | - | 5 |
| Total | 420 | 218 | 56 | 94 |

Sources : Annuaire ENSEA, Annuaire ENSAE, Afristat et données ENSEA.

(a) 1998 (b) y compris personnel des services décentralisés.

4.2 Les coûts de formation

4.2.1 Les coûts de formation à l'Ensea

Budget

Le budget de fonctionnement 2002 est de 400 millions FCFA. Il est financé pour les trois quarts (300 millions FCFA) par une dotation budgétaire de l'État Ivoirien, et pour un tiers par des contributions des bailleurs de fonds, comptabilisées sous la rubrique « ressources propres ». On notera que ce budget intègre les versements de l'école pour le logement des étudiants ainsi que les frais annexes.

Les ressources propres dans le budget.

En 2002 elles sont comptabilisées pour 100 millions FCFA. Ce montant correspond approximativement aux frais de scolarité et de logement payés par la Commission européenne et la France :

Tableau 48
Ressources de l'ENSEA frais de scolarité

| Bailleur | Nombres de boursiers | Montant unitaire (FCFA) | Versement total (1000 FCFA) |
|---------------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------------|
| France frais de scolarité | 52 | 850 000 | 44 200 |
| FED frais de scolarité | 26 | 850 000 | 22 100 |
| FED logement | 26 | 600 000 | 15 600 |
| Total | 78 | | 81 900 |

Source : calculs propres.

NB 1 : les recettes correspondant aux « surfrais de scolarité » (450 000 FCFA par boursier) payés par la Commission européenne et affectées au paiement des salaires des enseignants africains non ivoiriens ne sont pas comptabilisées dans le budget, non plus que les dépenses correspondantes. En 2002, elles ont représenté 11,7 millions FCFA, ce qui correspond au salaire de deux enseignants. Au cours des années précédentes, elles étaient beaucoup plus importantes (de l'ordre de 50 millions FCFA en 1995) et ont servi, entre autres, à financer les équipements informatiques.

NB 2 : les recettes liées aux frais de scolarité et au logement ont considérablement diminué au cours des dernières années, alors que les ressources propres comptabilisées ont fortement augmenté. Il semble qu'au cours des années précédentes la totalité de ces recettes n'ait pas été entrée en ressources du budget. Cela aurait permis la constitution de réserves, transférées certaines années (2000 et 2001) au budget d'investissement.

Aux versements des bailleurs enregistrés au budget, il faut ajouter des produits divers. Au cours des années récentes, les recettes de produits divers étaient de 9 millions FCFA. Ces recettes proviennent de locations de salles, prestations de formation continue, participation à des activités de recherche, contribution de bailleurs au financement d'opérations spécifiques (stages pratiques), etc.

Bien qu'il soit probable que toutes les recettes correspondantes ne soient pas comptabilisées dans le budget, on peut se demander si la faiblesse des montants en question ne traduit pas la réduction des activités annexes de l'École au cours des dernières années.

Pour l'analyse des coûts de formation, on a considéré que, à l'exception des « surfrais de scolarité » mentionnés dans la note 1 ci-dessus, les ressources non budgétisées n'avaient pas à être prises en compte dans la mesure où elles servent à payer des primes compensant la participation des enseignants et chercheurs à des activités sans rapport direct avec la formation des élèves de l'ENSEA.

Analyse des coûts budgétaires

On trouvera en annexe les données utilisées pour l'analyse des coûts budgétaires. Ces données concernent la distribution des heures d'enseignement (et des coûts correspondants) par filière, en distinguant vacataires et professeurs permanents. Les autres coûts de fonctionnement sont répartis au prorata des nombres d'heures d'enseignement par filière.

Tableau 49
Coût de formation par « année enseignement »

| | ISE | ITS | Adjoints | Agents | DESS | Total |
|---------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Enseignants | | | | | | |
| vacataires | 13 354 | 9 700 | 4 142 | 1 097 | 1 708 | 30 000 |
| permanents | 25 254 | 15 806 | 10 356 | 5 269 | 6 904 | 63 589 |
| Total | 38 608 | 25 506 | 14 498 | 6 365 | 8 612 | 93 589 |
| Autres coûts | 160 337 | 95 089 | 29 800 | 9 745 | 11 093 | 306 063 |
| Total | 198 945 | 120 595 | 44 298 | 16 110 | 19 704 | 399 652 |
| par année | 1 842 | 1 977 | 1 303 | 1 239 | 1 314 | 1 730 |

Montants en 1 000 FCFA, année 2002.

Le coût budgétaire de formation est de l'ordre de 2 millions FCFA par année d'enseignement pour les filières ITS et ISE (respectivement 1,8 et 2.0).

Le montant total est financé à hauteur de 75 % par le budget de la Côte d'Ivoire et 25 % par les bailleurs. Cependant ces financements ne se répartissent pas de manière identique selon les filières. Théoriquement les financements de la Commission européenne et de la France ne concernent que les seules filières ISE et ITS.

Il en résulte les structures de financement suivantes :

Tableau 50

| | ITS/ISE | % | autres | total |
|--------------------|---------|--------|--------|-------|
| Total | 255,4 | | 144,3 | 399,7 |
| FED/France | 81,9 | 32,1 % | - | - |
| Ivoirien | 173,5 | 67,9 % | 144,3 | 317,8 |
| | | | | |
| Nombre d'étudiants | 162 | | | |
| Ivoiriens | 68 | 42,0 % | | |
| Autres | 94 | 58,0 % | | |

Montants en millions MCFA.

Alors que les étudiants ivoiriens ne représentent que 42 % des étudiants ITS/ISE, l'État ivoirien finance près de 68 % des coûts de fonctionnement des filières ITS/ISE.

NB : il faudrait tenir compte du fait que certains étudiants ivoiriens bénéficient de bourses (8 par la Commission européenne et 11 par le SCAC). D'une certaine façon la Côte d'Ivoire subventionne les autres pays (et en particulier le Cameroun) pour la formation de leurs cadres statisticiens.

L'ouverture de la section ISE de l'ISSEA devrait mettre fin à cette situation, en même temps qu'elle résoudra partiellement le problème des étudiants camerounais non boursiers — près de 50 % des étudiants camerounais.

Les autres coûts de formation

Ils concernent l'assistance technique ainsi que les coûts de capital.

L'assistance technique

Elle est budgétée par la France pour 200 000 € (soit 131 millions FCFA) pour l'année 2003 (deux assistants techniques et un volontaire international). On notera que, du fait des événements politiques survenus en Côte d'Ivoire, le volontaire international n'est plus affecté à l'ENSEA alors que les deux AT sont revenus finir l'année académique. On a gardé le montant de 200 000 € comme évaluation du coût de l'Assistance technique. Ce montant était plus important au cours des années antérieures.

Les coûts de capital

Pour avoir une évaluation complète des coûts de formation, il serait nécessaire de réintégrer les coûts liés à la dépréciation économique des constructions et des équipements. Ces coûts de sont pas comptabilisés et très peu d'éléments d'information sont disponibles. En se basant sur les seuls investissements en matériel et équipements, qu'ils soient budgétés ou financés par les bailleurs, on arrive à un montant annualisé de l'ordre de 20 millions FCFA.

Coût global

Tableau 51
Coût global par filière

| | ISE | ITS | Adjoints | Agents | DESS | Total |
|-----------------|---------|---------|----------|--------|--------|---------|
| Total budget | 198 945 | 120 595 | 44 298 | 16 110 | 19 704 | 399 652 |
| AT | 81 685 | 49 515 | | | | 131 200 |
| Total AT inclus | 280 630 | 170 110 | | | | 450 740 |
| Par année | 2 598 | 2 789 | | | | 1 951 |

Le coût de la formation à l'ENSEA (y compris assistance technique, mais hors dépréciation des constructions) ressort à environ 2,7 millions FCFA par année d'enseignement, en ITS/ISE, soit 8,1 millions FCFA pour un ISE (hors redoublement) et 5,4 millions pour un ITS. On ne comptabilise pas ici les années de formation antérieure à l'Université.

Les bourses

La part des bourses de la Commission européenne non versée à l'école représente de l'ordre de 2,8 millions FCFA par an (4 300 €). Elle comprend la bourse elle-même et ses annexes : prime d'équipement, mais aussi les billets, visas, frais médicaux, etc. Le montant correspondant serait de 3 millions dans le cas d'une bourse française.

Sur la base de ces montants et avec les effectifs de 2002, le coût total des bourses serait de 230 millions FCFA par an. Il conviendrait d'ajouter les bourses nationales (110 boursiers nationaux – dont une cinquantaine en formation d'agent et/ou d'adjoints), pour un montant indicatif de 30 millions FCFA par an.

Tableau 52
Tableau récapitulatif ITS/ISE

| | Financement | | Total |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|
| | FED/France | CI/autres | |
| Coût budgétaire | 81,9 | 173,5 | 255,4 |
| AT | 131,2 | | 131,2 |
| Bourses | 230,0 | 30,0 | 260,0 |
| Total | 443,1 | 203,5 | 646,6 |

Le coût complet serait ainsi de l'ordre de 4,2 millions FCFA (6 400 €) par année d'enseignement.

Recommandations sur le suivi comptable

L'ENSEA ne dispose pas de documents comptables qui retracent l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses et en permettent l'analyse. Cette situation rend difficile la caractérisation des coûts de formation par filière.

Il est souhaitable que de tels documents soient mis en place, même s'ils se limitent aux flux financiers contrôlés par l'École (on pourrait exclure l'AT et les bourses). L'intérêt en serait multiple :

- Permettre d'analyser les coûts et les recettes de la formation des statisticiens.
- Permettre de suivre les progrès de la diversification des recettes, en regard des coûts correspondants.
- Permettre de mesurer les progrès de l'école vers l'autonomie financière.

Il serait également souhaitable que ces documents intègrent des provisions pour dépréciation économique des équipements, du matériel et des supports pédagogiques. L'école pourrait ainsi constituer des réserves pour faire face à leur renouvellement.

À court terme l'analyse des coûts et recettes budgétaires montre que l'école serait gravement fragilisée par l'arrêt des mécanismes financiers d'appui.

4.2.2 Les coûts de formation à l'ISSEA

Budget

Le budget de l'ISSEA est alimenté à 90 % par la contribution de la CEMAC. Les difficultés de financement se sont estompées depuis 1999/2000.

Le mécanisme de financement est le suivant : il y a une « taxe communautaire d'intégration » sur toutes les importations hors zone CEMAC. Cette taxe est versée sur un compte ouvert par le Secrétariat Exécutif. Un pourcentage est affecté au financement des projets intégrateurs et un autre est affecté au fonctionnement des institutions communes. Dans le domaine de la formation il y a deux autres écoles en dehors de l'ISSEA : l'école des douanes de Bangui et l'institut de technologie de Libreville). L'argent est directement reversé par le Secrétariat Exécutif – sans passer par les États – Il peut y avoir quelques décalages dans la perception de la taxe.

La CEMAC fait un gros effort, concrétisé dans le budget 2003. La contribution de la CEMAC atteint 750 millions FCFA, dont 562 millions pour le budget de fonctionnement et 188 pour l'investissement. Depuis 1999 la contribution pour les dépenses de fonctionnement est passée de 182 millions FCFA à 562 Millions. On notera qu'avant la crise le budget était de l'ordre de 300 millions FCFA, pour ne plus être que de 150 millions FCFA en 1994. On notera également que le montant de 562 millions inclut les effets des hausses de salaires consécutives à l'alignement des enseignants sur le cadre commun des organismes de la CEMAC, des postes non pourvus ainsi que plusieurs éléments exceptionnels (indemnités de départ en retraite des deux enseignants). Dans l'analyse des coûts de formation, on prendra pour base les données de l'année 2002.

Les ressources propres dans le budget

Elles proviennent principalement des frais de scolarité versés par la Commission européenne et la France au titre des bourses. Ces frais de scolarité (25 millions en 2002) sont fortement augmentés par les recettes de formation continue et de recettes diverses, pour 12 millions en 2002. Globalement les « ressources propres » ne représentent que 10 % des ressources totales en 2002.

Analyse des coûts budgétaires

On trouvera en annexe les données utilisées pour l'analyse des coûts budgétaires. Ces données concernent la distribution des heures d'enseignement (et des coûts correspondants) par filière, en distinguant

vacataires et professeurs permanents. Les autres coûts de fonctionnement sont répartis au prorata des nombres d'heures d'enseignement par filière.

Tableau 53
Coûts par filière ISSEA

| | ITS | Adjoints | Formation continue | Total |
|--------------|----------------|----------------|--------------------|----------------|
| Personnel | 136 224 | 64 562 | 21 077 | 221 864 |
| Autres coûts | 85 644 | 40 590 | 13 251 | 139 486 |
| Total | 221 869 | 105 153 | 34 328 | 361 350 |
| Par année | 2 386 | 1 813 | | |

Montants en 1000 FCFA, année 2002.

Le coût budgétaire de formation est de l'ordre de 2,4 millions FCFA par année d'enseignement pour la filière ITS soit plus ou moins 20 % de plus qu'à l'ENSEA. Ce coût a sensiblement augmenté en 2003, du fait de l'alignement des salaires du personnel sur celui des autres organismes de la CEMAC. En 2003, le salaire de base des enseignants s'établit à de l'ordre de 1 million FCFA par mois, auxquels il faut ajouter les primes d'expatriation, de logement etc. Les coûts de 2003 sont incertains du fait des éléments signalés ci-dessus (indemnités de départ à la retraite et postes non pourvus). On peut penser que les coûts ont augmenté de 40 % entre 2002 et 2003 ; à titre indicatif on peut estimer à 3,2 millions FCFA le coût budgétaire de l'année d'enseignement en section ITS. De 2000 à 2002, ces coûts étaient restés à peu près constants, l'augmentation des dépenses suivant approximativement l'augmentation du nombre d'étudiants.

Le montant total est financé à hauteur de 90 % par la CEMAC par le mécanisme de la taxe communautaire d'intégration. La structure de financement est comparée ci-dessous à la répartition des étudiants par nationalité.

Tableau 54
Coûts et recettes ISSEA

| | ITS | Adjoints | Formation continue | Total |
|--------------------|-----------|-----------|--------------------|-------|
| Total coûts | 221,9 | 105,2 | 34,3 | 361,4 |
| Total recettes | | | | 354,2 |
| FED/France | 27,7 | - | | 27,7 |
| Autres ressources | | | 12,2 | 12,2 |
| CEMAC | 194,2 | 105,2 | 14,8 | 314,2 |
| Nombre d'étudiants | 93 | 58 | | |
| Camerounais | 70 (75 %) | 35 (60 %) | | |
| Autres | 23 (25 %) | 23 (40 %) | | |

Montants en millions MCFA.

75 % des étudiants sont camerounais. Bien qu'il soit impossible de remonter du financement de la CEMAC aux contributions des différents États, il est vraisemblable que le mécanisme de financement fonctionne « au bénéfice » du Cameroun. Il en est vraisemblablement de même pour la formation des Adjoints, bien que le système de bourses mis en place (le budget de l'école finance 5 bourses par État) permette un relatif rééquilibrage entre les pays. On notera encore qu'une des critiques faites au département de la Recherche et des Etudes Appliquées — et qui a conduit à sa quasi mise en sommeil — était la place trop importante accordée aux études portant sur le Cameroun.

Alors que le fonctionnement de l'ENSEA pouvait s'analyser en dernière analyse comme une subvention de la Côte d'Ivoire au bénéfice des autres pays, il semble que le fonctionnement de l'ISSEA peut s'analyser comme une subvention au bénéfice du Cameroun.

Les autres coûts de fonctionnement

L'ISSEA ne bénéficie d'aucune assistance technique. Les coûts patrimoniaux sont inconnus. C'est seulement à partir de cette année que des provisions pour le renouvellement des moyens de transport ont été constituées (pour un montant de l'ordre de 5 millions FCFA). Ces provisions sont intégrées dans les dépenses de fonctionnement analysées ci-dessus.

Le coût global (hors bourses) est donc identique au coût budgétaire.

Les bourses

La partie des bourses de la Commission européenne et de la France non versée à l'école représente en moyenne de l'ordre de 2 millions FCFA par an (2 900 €). Elle comprend la bourse elle-même et ses annexes : prime d'équipement, frais de mémoire, mais aussi les billets, visas, frais médicaux, etc.

Sur la base de ces montants et des effectifs de boursiers en 2001/2002 (25 boursiers) le coût total des bourses serait de 50 millions FCFA par an, pour la partie qui vient s'ajouter aux recettes de l'école.

Tableau 55
Tableau récapitulatif ITS

| | Financement | | Total |
|-----------------|-------------|--------------|--------------|
| | FED/France | CEMAC | |
| Coût budgétaire | 27,7 | 194,2 | 221,9 |
| Bourses | 50,0 | | 50,0 |
| Total | 77.7 | 194.2 | 271.9 |

Le coût complet serait ainsi de l'ordre de 2,9 millions FCFA (4 457 €) par année d'enseignement, inférieur de 45 % à celui de l'ENSEA, alors que le coût budgétaire est supérieur. D'une part l'assistance technique pèse fortement sur les coûts de formation de l'ENSEA. L'imputation des bourses pèse également plus lourd pour l'ENSEA : la proportion de boursiers est supérieure (50 % de boursiers contre 27 % à l'ISSEA), et les montants sont plus élevés (en moyenne 3,8 millions FCFA contre 2 millions à l'ISSEA).

Recommandations sur le suivi comptable

À la différence de l'ENSEA, les documents comptables de l'ISSEA retracent l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses. Il serait souhaitable que le système comptable permette l'analyse des coûts par section, en distinguant ITS (puis ultérieurement les ISE), Adjoints et activités annexes — formation continue et recherche.

Il serait également souhaitable que ces documents intègrent des provisions pour dépréciation économique des équipements, du matériel et des supports pédagogiques, comme cela a commencé à être fait. L'école pourrait ainsi constituer des réserves pour faire face à leur renouvellement.

4.2.3 Les coûts de formation au DSD

Budget

Les documents budgétaires du DSD sont incomplets. Ils ne retracent que les recettes liées aux frais de scolarité et les dépenses correspondantes. N'est pas comptabilisée la contribution du budget national.

S'agissant des deux enseignants nationaux fonctionnaires, leur coût est estimé à 5,8 millions FCFA par an. On arriverait ainsi à un coût des enseignants permanents de 17 millions FCFA pour une soixantaine

d'élèves. Les coûts des enseignants permanents à l'ENSEA sont de 13 millions pour un nombre d'heures approximativement égal à la moitié de celles dispensées au DSD.

S'agissant des vacataires, le coût budgété (7 millions FCFA) semble représentatif compte tenu du niveau des honoraires (relativement faibles) et du nombre d'heures. Pour un nombre d'heures à peu près équivalent les honoraires des vacataires de l'ENSEA (section ITS) sont de l'ordre de 9 millions FCFA.

Globalement le coût du personnel enseignant, y compris les vacataires, serait, en réintégrant les coûts des enseignants nationaux, de l'ordre de 24 millions FCFA (non compris l'assistance technique) pour 60 étudiants ce qui correspond approximativement au coût constaté pour la formation ITS à l'ENSEA (25,5 millions FCFA), mais est inférieur au niveau constaté pour l'ISSEA (de l'ordre de 60 millions FCFA en 2002 pour 95 étudiants).

Cependant c'est pour les autres postes des dépenses de fonctionnement que les différences avec les deux autres écoles sont les plus importantes.

Autre personnel : le coût budgété est d'environ 8 millions FCFA en 2002, pour un effectif de 4 personnes. L'effectif et le coût sont faibles (à l'ENSEA et à l'ISSEA le ratio entre le personnel non enseignant et le personnel enseignant est plutôt de 1,5) et il est possible que l'ENEA prenne en charge une partie du personnel (gardiens, personnel d'entretien, chauffeur ?).

Les autres dépenses de fonctionnement courant (hors personnel) prises en charge sur le budget du DSD sont très faibles : elles représentent 6 millions FCFA en 2002, soit moins de 100 000 FCFA par élève et par an. Ce niveau apparaît peu vraisemblable : les dépenses par élève sont de près de 900 000 FCFA par an à l'ISSEA et à l'ENSEA. Toutefois pour ces deux écoles les frais de logement des étudiants étrangers sont comptabilisés, en totalité pour l'ENSEA, et partiellement pour l'ISSEA. Bien que l'on n'ait pas pu identifier les dépenses courantes prises en charge par l'ENEA, et qu'elles soient réputées très faibles, sinon dérisoires, il paraît acceptable d'ajouter de l'ordre de 8 millions FCFA au titre des dépenses prises en charge par l'ENEA.

Dans ces conditions, le coût budgétaire de formation serait de 47 millions FCFA soit de l'ordre de 800 000 FCFA par année d'enseignement. Ce coût est approximativement la moitié du coût budgétaire constaté à l'ENSEA et à l'ISSEA.

Les ressources propres

Jusqu'en 2001, elles correspondaient aux seuls frais de scolarité et d'encadrement pédagogique versés par la Commission européenne, pour un montant de 1 million FCFA par an et par boursier. Le montant 2001 représentait 33 millions FCFA

Sur la période récente, les ressources étaient directement liées au nombre de boursiers de la Commission européenne, qui variait assez fortement d'une année sur l'autre.

Depuis cette année, les frais de scolarité versés pour les bourses françaises le sont au DSD et non plus à l'ENEA (le versement des frais de scolarité de l'année 2002 a été effectué rétroactivement en 2003.).

Au cours des années récentes, les ressources propres (frais de scolarité) étaient de 33 millions FCFA par an. Elles représenteraient 70 % des ressources du DSD, les 30 % restant correspondant aux financements estimés du Sénégal — salaires des professeurs nationaux et estimation des autres charges courantes prises en charge par le budget de l'ENEA .

Tableau 56
Coûts DSD

| | ITS |
|----------------------------|-----------|
| Total coûts | 47 |
| Enseignants DSD | 19 |
| Enseignants Sénégal (est.) | 6 |
| Autres DSD | 14 |
| Autres (ENEA) estimation | 8 |
| Total recettes | 47 |
| FED | 33 |
| Sénégal (estimation) | 14 |

Montants en millions FCFA.

Les autres coûts de fonctionnement

La France finance un assistant technique au DSD. Le coût peut être estimé à 55 millions FCFA par an (soit l'équivalent de l'ensemble des autres coûts estimés ci-dessus).

Les coûts patrimoniaux sont inconnus.

Le coût global (hors bourses) serait dans ces conditions de 110 millions FCFA soit 1,8 millions FCFA par année d'enseignement.

Les bourses

La partie des bourses de la Commission européenne non versée à l'école ou à l'ENEA représente en moyenne de l'ordre de 2,3 millions FCFA par an (3 500 €). Elle comprend la bourse elle-même et ses annexes : prime d'équipement, indemnités de stage, mais aussi les billets, les frais médicaux, etc.

Sur la base de ces montants et des effectifs de boursiers en 2001/2002 (44 boursiers) le coût total des bourses serait de 100 millions FCFA par an, pour la partie qui vient s'ajouter aux recettes de l'école.

Tableau 57
Tableau récapitulatif ITS DSD

| | Financement | | Total |
|----------------------|-------------|-----------|------------|
| | FED/France | Sénégal | |
| Coût budgétaire | 33 | 14 | 47 |
| Assistance technique | 55 | | 55 |
| Bourses | 100 | | 100 |
| Total | 188 | 14 | 202 |

Le coût complet serait ainsi de l'ordre de 3,4 millions FCFA (5 180 €) par année d'enseignement, supérieur de 17 % à celui de l'ISSEA, bien que le coût budgétaire soit inférieur de moitié. D'une part l'assistance technique pèse sur les coûts de formation du DSD. L'imputation des bourses est également plus importante : la proportion de boursiers est supérieure (76 % de boursiers contre 27 % à l'ISSEA), et les montants sont plus élevés (en moyenne 2,3 millions FCFA contre 2 millions à l'ISSEA).

Recommandations sur le suivi comptable

Les documents comptables du DSD ne retracent que les recettes et les dépenses correspondant aux frais de scolarité. Il ne paraît guère envisageable de déterminer les coûts supportés par l'ENEA. Il serait par contre souhaitable de comptabiliser le coût du personnel national.

Il est notable que le DSD soit la seule école qui valorise les dons de la Commission européenne et de la France sous forme d'équipement. Sur la période 2000-2002 ces équipements ont représenté 25 millions FCFA.

4.2.4 Synthèse sur les coûts de formation dans les écoles

Les coûts de formation (hors coûts patrimoniaux) ramenés à l'année d'enseignement sont résumés dans le tableau suivant

Tableau 58
Coûts de formation comparés

| | DSD | ISSEA | ENSEA |
|-------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Coût budgétaire | 800 000 | 2 400 000 | 1 900 000 |
| dont financé par l'aide | (70 %) | (10 %) | (30 %) |
| Assistance technique | 90 000 | - | 800 000 |
| Coût total | 1 700 000 | 2 400 000 | 2 700 000 |
| Bourses | 1 700 000 | 500 000 | 1 500 000 |
| Coût complet | 3 400 000 | 2 900 000 | 4 200 000 |
| dont aide | 90 % | 29 % | 78 % |

en FCFA.

La disparité des coûts, mais également de la part financée par l'aide, est considérable : les coûts budgétaires (coûts directs de formation hors assistance technique et bourses varient de 1 à 2,5 entre le DSD et l'ISSEA). Dans le cas du DSD, ils sont financés à 60 % par le mécanisme des frais de scolarité. Le montant de cette aide budgétaire rapportée à l'année d'enseignement est de l'ordre de 550 000 FCFA au DSD et à l'ENSEA, qui ont des proportions de boursiers plus élevées. Elle est légèrement inférieure à la moitié de ce montant à l'ISSEA où les boursiers sont moins nombreux.

4.2.5 Mise en perspective

Données sur les coûts de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire et en Afrique

La version préliminaire du « rapport sur le système éducatif national en Côte d'Ivoire » de juillet 2002 offre quelques points de comparaison sur les coûts de l'enseignement supérieur.

Ce document met en évidence la forte chute des moyens consacrés à l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire, relativement au nombre d'étudiants.

Coût unitaire de l'enseignement supérieur général et technique (FCFA constants) :

| | |
|------|--------------------|
| 1993 | 1,88 million FCFA. |
| 1996 | 0,94 million FCFA. |
| 2000 | 0,62 million FCFA. |

Cette baisse est principalement due à la croissance des effectifs qui ont été multipliés par trois, alors que les moyens évoluaient peu. À titre de comparaison la dépense courante (budgétaire) par étudiant, hors aide, était à l'ENSEA de 1,6 millions FCFA, soit plus de 2,5 fois la moyenne de la dépense au niveau national. Entre 1993 et 2000, les moyens exprimés en francs courants ont très légèrement augmenté alors que les effectifs restaient stables.

Alors qu'en 1992, la dépense par étudiant de la Côte d'Ivoire, exprimée en pourcentage du PIB, était 2,5 fois plus élevée qu'au Cameroun, elle n'était plus supérieure que de 40 % en 2000.

Données sur les écoles régionales

L'étude de Cécile Dufour de juin-août 2002 sur les écoles régionales en Afrique soutenues par la coopération française donne un certain nombre d'éléments de comparaison avec la situation des écoles de statistique.

On trouvera ci-dessous un tableau récapitulatif des données rassemblées dans ce rapport.

Tableau 59

| | appui | Bourses | | | AT | | | Total |
|--------------------|---------|---------|-------|-----------|----|---------|-----------|-----------|
| | | Nb | Unité | Montant | Nb | Unité | Montant | |
| IAI Libreville | 243 900 | 15 | 4 726 | 70 890 | 3 | 111 325 | 333 975 | 648 765 |
| EISMV Dakar | 15 245 | 17 | 4 851 | 82 470 | 5 | 81 718 | 408 592 | 506 307 |
| CAMPC Abidjan | | | | | 2 | 12 478 | 24 955 | 24 955 |
| ETSHER Ouagadougou | 335 400 | 320 | 3 335 | 1 067 310 | 14 | 83 906 | 1 174 680 | 2 577 390 |
| EAMAU Lomé | | 5 | 4 896 | 24 480 | | | | 24 480 |
| CESAMES Abidjan | | 2 | 6 120 | 12 240 | | | | 12 240 |
| ISSEA Yaoundé | | 4 | 6 120 | 24 480 | 1 | 97 090 | 97 090 | 121 570 |
| DSD Dakar | | 19 | 5 826 | 110 700 | 1 | 78 239 | 78 239 | 188 939 |
| IFORD Yaoundé | | 2 | 4 590 | 9 180 | 1 | 63 042 | 63 042 | 72 222 |
| ENAREF Ouagadougou | | 7 | 6 120 | 42 840 | 3 | 96 342 | 289 025 | 331 865 |
| ENSEA Abidjan | | 56 | 5 155 | 288 660 | 1 | 23 707 | 23 707 | 312 367 |
| CESAG Dakar | 22 867 | 59 | 1 876 | 110 700 | 2 | 104 563 | 209 125 | 342 692 |

En euros.

Le tableau, non exhaustif, montre que les trois écoles africaines de statistique ne sont pas les principales bénéficiaires de l'aide française (les données du tableau ne correspondent pas exactement aux données recueillies).

Le rapport fournit également le coût moyen d'une année d'études à l'IAI : 3,137 millions FCFA, soit un montant assez proche des coûts estimés ici.

Éléments sur l'ENSP de Yaoundé

Au cours de la mission à Yaoundé un certain nombre d'informations sur le projet COMETES ont été recueillies auprès du Conseiller Culturel et d'un des assistants techniques du projet.

Le projet d'un montant de 1,3 milliards CFA (de l'ordre de 2 millions d'euros) apporte un appui à l'enseignement supérieur technologique. Trois IUT, l'école nationale supérieure polytechnique (ENSP) et l'École des Sciences agronomiques. L'objectif est de renforcer la gestion informatique, y compris les ressources humaines, de développer l'enseignement à distance, la formation des enseignants, des équipements et de l'expertise. Ce budget ne comprend pas les 8 AT. Le projet prend la suite de UNICAM (1,6 milliards CFA).

S'agissant plus spécifiquement de l'ENSP : il y a un concours d'entrée (1 700 candidats et 75 places) niveau bac, deux années préparatoires puis 2 années de tronc commun et une année de spécialisation, soit en fait bac + 6 ou 7.

Le budget de fonctionnement (hors salaires) serait de 120 millions FCFA pour 450 étudiants. Il y aurait de l'ordre de 80 enseignants fonctionnaires (plus ou moins 250 à 450 000 FCFA par mois) soit un montant total annuel de 336 millions FCFA pour l'ensemble du corps professoral. Les droits d'inscription sont assez faibles (15 000 FCFA/an). Les assistants techniques sont responsables du concours. Il ne semble pas y avoir de problèmes de débouchés pour les étudiants.

Le coût moyen (de l'ordre de 1 million FCFA par étudiant, hors assistance technique et projet COMETES) apparaît sensiblement inférieur à celui des écoles africaines de statistiques.

4.3 Le corps enseignant

On trouvera ci-dessous récapitulés des éléments d'information sur la situation du corps enseignant des trois écoles et sur les missions d'enseignement dont elles ont bénéficié, à partir des rapports à la CODESA.

4.3.1 ENSEA

Historique

Année scolaire 1995-1996

11 enseignants permanents et 75 enseignants vacataires.

Les enseignants permanents : 5 ivoiriens, 2 africains non ivoiriens (financés par COMSTAT) et 4 coopérants français. 2 des enseignants ivoiriens ont été appelés à de hautes fonctions dans l'Administration.

Personnel administratif : 29 personnes.

Le taux d'encadrement est en baisse : 1 professeur permanent pour 18 élèves en 1995, 1 pour 20 en 1996. Risque de dégradation.

Projet de recrutement de jeunes diplômés à qui l'on doit offrir une possibilité de formation complémentaire en doctorat.

Année scolaire 1996-1997

Enseignants permanents 3 AT ; recrutement d'ISE comme assistants.

Une mission d'enseignement en 1996-1997.

Année scolaire 1997-1998

Situation du corps enseignant janvier 1997 : 12 professeurs permanents.

7 ivoiriens.

Koffi Nguessan,

JM Kouadjo (DE AT/AD/FC),

I. Akaffou (encore présente en 2003),

C. Dingui (ISE 1996) n'est plus présent en 2002,

N. G. Gnamien Dri (ISE 1996) idem),

Kreme Kouassi (EPS),

B. Zanou (enseignant chercheur, démographe en 2003 parti un an au Canada).

3 coopérants français (DE ISE, informatique et économétrie).

2 africains non ivoiriens payés sur le projet COMSTAT (partis en 2003).

Pendant les 12 derniers mois quatre professeurs permanents ont quitté l'école pour des emplois mieux rémunérés.

40 professeurs vacataires.

En juin 1997 suppression d'un poste d'AT. Démarches pour maintenir les 3 postes restants jusqu'à fin 1999.

Recrutement envisagé de 8 ISE ivoiriens de 1996 à 2000. Mais problème de statut peu intéressant financièrement (Corps des ISE et non des assistants). Problèmes aggravés par la décision de ne recruter comme enseignants du supérieur que des docteurs.

Soutien de la Coopération pour des bourses de perfectionnement.

5 missions d'enseignement.

Année scolaire 1998-1999

11 permanents (3 AT, 3 non ivoiriens et 5 ivoiriens), 75 vacataires.

Programme de formation d'enseignant soutenu par la France. Un des étudiants formés a intégré le privé. Il y a un problème de niveau de rémunération. Diverses solutions sont étudiées.

Perspectives l'objectif est de porter à 15 le nombre d'enseignants ivoiriens.

Année scolaire 1999-2000

De 1997 à 2000, 7 jeunes ISE ont bénéficié d'une formation complémentaire (encore en cours). Un appui financier a été demandé pour pallier le faible niveau de rémunération (Eurostat 100 000 CFA par mois).

5 missions d'enseignements (SCAC et MAE).

Année scolaire 2001-2002

Jusqu'à présent 11 bourses ont été octroyées à des ISE pour entreprendre des études doctorales. 2 ont démissionné après leur DEA. Il y a 19 enseignants permanents dont 9 jeunes ISE bénéficiaires de bourses en alternance (6 en thèse, et 3 en DEA), trois sont en formation de longue durée en démographie, 3 professeurs « classique », 2 non ivoiriens et 2 AT français. En fait il n'y aurait que 16 professeurs « en activité » dont certains à temps partiel (thésards).

L'effectif des professeurs vacataires varie entre 70 et 75.

Situation actuelle : tentative de bilan du programme d'africanisation du corps enseignant

En 1996 pour faire face aux risques de diminution du corps enseignant (deux enseignants ivoiriens avaient quitté l'école pour de hautes fonctions administratives), et résoudre les problèmes de statut et de rémunération (compte tenu des règles de la Fonction Publique et de l'enseignement supérieur avec leurs diplômes les ISE ne pouvaient être recrutés avec des conditions de rémunération intéressantes) l'école a lancé avec l'appui financier de la Coopération Française un programme de formation en alternance d'enseignants. Il a été proposé à de jeunes diplômés ISE d'être recrutés par l'école. Ils bénéficiaient de bourses pour passer un DEA dans une université française et pouvaient ainsi accéder au statut d'assistants (de l'ordre de 350 000 FCFA/mois). Par la suite la possibilité leur était offerte de passer leur doctorat, ce qui avec deux publications leur permettait de devenir maître assistant avec un salaire de 520 000 CFA, puis ensuite maître de conférence avec l'agrégation CAMES.

Ce programme a eu des résultats mitigés. Pour l'instant aucun ISE enseignant à l'école n'a effectué le parcours en totalité. Selon les entretiens sur place il semble extrêmement difficile de mener simultanément à bonne fin les études de doctorat et d'assurer le service demandé par l'école. Celui-ci ne se limite en effet pas aux cours eux-mêmes — ceux-ci sont allégés dans le cas des enseignants — doctorants, mais implique également de faire face à une charge de travail administrative — y compris lorsque les enseignants — doctorants sont en même temps directeurs des études. Le tableau ci-dessous donne la liste des enseignants, leur origine, le nombre d'heures d'enseignement, tel qu'il a pu être reconstitué à partir des tableaux de cours et leur fonction et statut vis-à-vis de la formation en alternance.

Au printemps 2003 la situation du personnel enseignant était la suivante :

Tableau 60
Enseignants ENSEA

| Nom | Formation | Nombre d'heures | Fonction | Situation |
|------------------|---------------|-----------------|--------------------------|--|
| Koffi N'Guessan | | 90 | Directeur de l'école | |
| JM Kouadjo | ISE 1980 | 215 | D Études Adj. Ag. et FC | |
| I Akaffou | ISE 1996 | 75 | D Études ISE | fin de financement doctorat |
| J.A. Kouakou | ISE 1998 | 150 | D Études ITS | 2 ^{ème} séjour doctorat UVSQ |
| B. Djegnene | ISE 2000 | 85 | | 1 ^{er} séjour doctorat Paris 7 |
| J. Esso | ISE 2000 | 80 | chercheur CERMEA | 1 ^{er} séjour doctorat Paris 1 |
| Y. Keyo | ISE 1999 | 175 | | 2 ^{ème} séjour doctorat UVSQ |
| H. Kouadio | ISE 1998 | 210 | chercheur CERMEA | 3 ^{ème} séjour doctorat Paris 2 |
| D. Kouamé | Informaticien | 70 | Responsable informatique | une année DEA Grenoble |
| F. Melesse | ISE 2000 | 80 | | une année DEA HESS |
| E Bentuni | ITS 2001 | 200 | | DEA Grenoble |
| L Sika | ITS 1992 | 40 | | DES IREDU |
| K. Kouassi | | | Professeur EPS | |
| Angoua di Angoua | ISE 1999 | 85 | | Parti après 3 séjours doct. |

Cette même année a vu le départ du conseiller du Directeur pour la BAD, ainsi que celui d'un ISE 1998 enseignant-doctorant (C. Koidou, ISE 1998, après 3 séjours de doctorat) pour le port de San Pedro.

Plusieurs enseignants-doctorant et/ou démographes ont quitté l'école pour des postes ou des formations de longue durée : B. Zanou — démographe ITS 1972 parti au FNUAP, Angoua di Angoua (ISE 1999 — parti après 3 séjour de doctorat) au Canada, comme A. Tanon — démographe ITS 1998 et E. Comoe.

Il y a incontestablement une crise de ce système. Selon les enseignants-doctorants interviewés, les problèmes sont les suivants : il est difficile de conduire une thèse et de poursuivre l'enseignement et la recherche en même temps. [NB il y a très peu de cours rédigés]. « Dans le système actuel on ne passe que trois mois par an sur la thèse ». « Ce n'est pas facile de travailler et de terminer la thèse sur place ». La tentation est grande de partir faire sa formation ailleurs pour plusieurs années. Il y a des bourses offertes pour des universités francophones.

D'autres problèmes cités sont le manque de professeurs reconnus : il faudrait deux professeurs de référence en maths et en économie.

L'instabilité du corps professoral est un problème potentiel qui n'a pas trouvé sa solution (sur les 7 enseignants ivoiriens présents en 1997 seuls 4 — dont le Directeur, le DE des Adjoints, le DE des ISE — une ISE qui n'a pas encore terminé sa thèse — et le professeur d'EPS sont encore présents). L'objectif poursuivi de stabiliser un corps enseignant renouvelé en lui offrant des perspectives semble difficile à atteindre.

Il n'est pas certain que la cause principale de cette hémorragie soit un problème salarial, bien que cette question puisse jouer un rôle dans les départs récents, dans la mesure où les différents projets de recherche permettent de financer des compléments de salaire. Les enseignants-doctorants, qui donnent le sentiment d'être passionnés par l'enseignement veulent d'abord achever leur thèse, « ne veulent pas rester assistants toute leur vie ».

Il y a là une menace potentielle pour l'école. Sur les 12 professeurs 7 sont des ISE/ITS ayant terminé leurs études depuis 1998 : il s'agit de jeunes diplômés n'ayant pas de formation spécifique. Ce risque est renforcé par la réduction de l'assistance technique française ou africaine. Dans ces conditions le recours aux vacataires risque d'augmenter, ce qui peut menacer la spécificité des enseignements de l'école.

Face à ce constat, peut-être pessimiste, les solutions ne sont pas nombreuses.

La coopération française ne semble pas, pour des raisons administratives, pouvoir prolonger les bourses pour permettre aux enseignants-doctorants de terminer leur thèse – pour ceux pour lesquels le problème se pose. Certains des enseignants-doctorants envisagent de terminer leur thèse dans des universités francophones.

Il devrait également être possible, pour s'affranchir des règles de la fonction publique ivoirienne, de recruter des enseignants africains d'autres nationalités, mais cette solution ne règle pas le problème des enseignants-doctorants actuels.

Enfin, si le système était maintenu, ne pourrait-on pas encadrer plus étroitement les conditions de sa mise en œuvre : définition d'horaires allégés en contrepartie d'obligations contractuelles... dont les modalités restent à définir.

Tableau 61
Masse salariale

| | |
|--------------|--|
| Permanents | 63,6 millions FCFA pour 14 enseignants |
| Vacataires | 30 millions |
| Total | 93,6 millions |

NB : Ce total « budgétaire » ne comprend pas les compléments de rémunération versés soit sur les « surfrai » de scolarité, soit sur les ressources de formation continue ou liées aux activités de recherche. Ces derniers compléments sont variables selon l'implication des enseignants dans les activités en question ils peuvent atteindre des sommes importantes mais non régulières. Les compléments versés pour les « sur frais » seraient de l'ordre de 100 000 FCFA/mois.

4.3.2 ISSEA

Historique

Année scolaire 1995-1996

37 enseignants dont 32 vacataires.

Année scolaire 1996-1997

42 professeurs dont 5 permanents (y compris le coordonnateur des études).

Année scolaire 1997-1998

Départ définitif du Coordonnateur des Études, de la Recherche et de l'informatique ; suite à un décès le corps professoral permanent s'est réduit à trois (un statisticien, un démographe et un mathématicien). Le 11 juin 1998 a été approuvé le recrutement de 4 autres permanents (deux ISE économistes, un ISE mathématicien et un informaticien). 39 professeurs vacataires (dont 70 % enseignent depuis 5 à 8 ans à l'école).

Année scolaire 1998-1999

Recrutement de quatre nouveaux professeurs soit un total de 7 contre 5 l'année précédente. Ce nombre devrait passer à 9 l'année suivante. Les professeurs vacataires au nombre de 21 assurent 38 % des enseignements.

Année scolaire 2000-2001

8 professeurs permanents : 2 en informatique, 2 en maths, 3 ISE statisticiens (2 économistes et un mathématicien) et 1 démographe. La perte de deux enseignants en 1998 n'a pas été compensée. 25 vacataires.

Année scolaire 2001-2002

8 professeurs permanents (40 % de la charge d'enseignement) et 25 vacataires (60 % de la charge d'enseignement). Il y a deux postes de professeurs permanents vacants, malgré le niveau de salaire attractif.

Situation actuelle

Il y a actuellement 8 professeurs permanents.

Il y a deux postes d'enseignants non pourvus en économie. Le mode de recrutement est le suivant : les États proposent et un comité scientifique formé des directeurs des INS (organe technique qui traite les problèmes de programme et de recrutement) donne son accord. Le budget 2003 intègre 4 postes nécessaires pour passer de 8 à 12 (ouverture section ISE). Une demande a été faite pour une mission de M. Grun Rehomme pour définir les programmes et les profils des professeurs, ainsi qu'une demande d'un Assistant Technique pour remplir les fonctions de directeur des Etudes des ISE (macro-économiste ou micro niveau doctorat qui serait DE en parallèle). Demande à l'ENSAE pour recycler les enseignants actuels : formation complémentaire de 3 à 6 mois CEPE/ENSAE. D'ici fin 2003 début 2004.

Le salaire net est de l'ordre de 1 MFCFA par mois auquel il faut ajouter la prime d'expatriation (de l'ordre de 30 %, le logement 20 % et une indemnité de transport ; dans le cas des Camerounais il y a des charges et impôts la convention d'établissement ne permettant pas de payer les ressortissants camerounais hors impôts).

Liste des professeurs permanents.

| | | |
|------------|--------------------------------|--|
| J. NGBANZA | ISE 1991 CESD Paris (RCA) | économie (Formation continue DE adjoint) |
| DJIMRABAYE | ISE 1988 CESD Paris (Tchad) | analyse de données |
| NGONTHE | ISE 1990 CESD Paris (Cameroun) | sondages (DERA) |
| R YOUNG | ITS 1972 CESD Paris (Cameroun) | algèbre linéaire |
| D. OUAMBO | ITS 1969 CESD Paris (Cameroun) | stat descriptive |
| GUI DIBY | (Congo) | démographie |
| KINKIELELE | (Congo) | informatique |
| NZEALE | (Cameroun) | informatique |

Le corps enseignant ne constitue apparemment pas une contrainte pour l'ISSEA, les salaires offerts permettant le recrutement de professeurs qualifiés. Il reste toutefois des postes non pourvus et certains professeurs doivent partir prochainement à la retraite. Par ailleurs le corps enseignant est assez hétérogène entre les « anciens » professeurs et ceux qui viennent d'être recrutés. Les enseignants doivent 240 heures le DE 155 le responsable de la formation continue 140.

Il y a un problème avec les professeurs vacataires qui ont tendance à faire « leur » cours plutôt que le cours de l'école... Or il y a une spécificité de l'enseignement des écoles statistiques qui n'est pas transmise par les vacataires. C'est un problème qui va augmenter avec l'ouverture de la filière ISE.

Les professeurs achètent eux-mêmes le matériel pédagogique nécessaire pour les cours. Ils rédigent les cours, l'école les reproduit et les élèves les achètent sur leur dotation d'équipement. La rédaction des cours pourrait être une activité du réseau. Il y avait un projet avec Dakar mais il ne s'est pas concrétisé suite au départ de l'assistant technique en poste au DSD.

Tableau 62
Masse salariale

| | |
|--------------|--|
| Permanents | 150 millions (estimation pour 8 professeurs) |
| Vacataires | 24,6 millions |
| Total | 174,6 millions |

4.3.3 ENEA DSD

Historique

Année scolaire 1994-1995

Deux professeurs financés par la Commission européenne ; deux missions d'enseignement.

Année scolaire 1996-1997

5 professeurs permanents (2 financés sur COMSTAT, 1 AT français, 2 fonctionnaires sénégalais).

Année scolaire 1997-1998

Accord du programme COMSTAT pour recruter un économiste (recruté au début octobre 1997) soit 6 professeurs permanents, une dizaine de vacataires (DPS du Sénégal et Université).

Année scolaire 1998-1999

4 professeurs permanents, dont un AT. Prévu deux enseignants supplémentaires. 15 vacataires. Le départ en avril d'un professeur permanent a nécessité le réaménagement de certains cours.

Année scolaire 1999-2000

5 enseignants permanents : 1 AT et 4 africains : 2 fonctionnaires sénégalais après le départ d'un recruté par la BCEAO ; les 2 africains sont financés par le budget du département c'est-à-dire les frais d'encadrement pédagogique. Une trentaine de vacataires payés par le budget du département. Un enseignant permanent dispense en moyenne 230 heures, ce qui est trop. Risque de départ de l'Assistant Technique serait très préjudiciable pour la rédaction de support de cours. 3 missions d'enseignement.

Année scolaire 2000-2001

Cinq professeurs permanents comme l'année précédente (y compris le chef du département et le coordonnateur des études), ce qui est très insuffisant. Problèmes pour trouver des vacataires (5000 FCFA/heure).

Année scolaire 2001-2002

Cinq enseignants permanents dont 1 AT, 2 fonctionnaires sénégalais et deux financés par le budget du département (frais d'encadrement pédagogique versés par le FED pour ses boursiers). 21 vacataires dont 6 de l'Université de Dakar et 15 des milieux professionnels, payés par le budget du département. Les vacataires assurent 50 % du volume global des cours.

Situation actuelle.

Les fonctionnaires enseignants

Deux enseignants sont fonctionnaires de la fonction publique sénégalaise.

Le salaire de base d'un fonctionnaire enseignant est environ 190 000 à 210 000 FCFA net. L'ENEA y ajoute un supplément d'environ 50 000 FCFA par mois pendant 10 mois par an. De plus, le DSD verse

une prime de 100 000 FCFA par mois (75 000 FCFA en 2001-2002). Soit un total annuel d'environ 4,1 million FCFA, ou une moyenne de 340 000 FCFA par mois.

Tableau 63
Salaire des enseignants fonctionnaires DSD

| | | | |
|---------------------|------------------------|------------------|----------------|
| Salaire de base : | $200\,000 \times 12 =$ | 2 400 000 | FCFA/an |
| Prime ENEA : | $50\,000 \times 10 =$ | 500 000 | FCFA/an |
| Prime DSD : | $100\,000 \times 12 =$ | 1 200 000 | FCFA/an |
| Total annuel | | 4 100 000 | FCFA/an |

Les salaires des fonctionnaires enseignants du DSD sont cependant bien inférieurs à ceux des professeurs de l'université dont la charge de travail est nettement inférieure, réduite, de plus, par les multiples grèves des étudiants.

A ce revenu salarial s'ajoutent les revenus d'activités diverses (cours particuliers le soir, le samedi ou lors des congés scolaires, conseil en entreprise, activités diverses). Ici aussi, les enseignants d'universités ont beaucoup plus de temps libre pour « arrondir leurs fins de mois ». D'après une personne interrogée, ce terme serait inexact, les activités annexes permettant de « quadrupler » le salaire et les primes, ce qui semble exagéré.

La charge de travail (et les activités annexes) semblent limiter considérablement les possibilités de conduire des travaux de recherche : ceux-ci nécessitent de l'enseignant l'achat d'un ordinateur et le paiement personnel d'une connexion Internet.

Les professeurs étrangers

M. Simen-Nana, professeur d'économie camerounais est payé intégralement par le DSD. Son salaire est passé récemment de 180 000 à 220 000 FCFA. M. Razaki, professeur de statistiques français est totalement pris en charge par le gouvernement français. Comme pour les autres professeurs, les possibilités de travaux de recherche sont très limitées.

CINQUIÈME PARTIE

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

5.1 Conclusions

5.1.1 Les résultats globaux

Le bilan de l'aide de la France et de la Commission européenne aux écoles africaines de statistique est largement positif.

Au cours de la période 1994-2002 le nombre d'ISE et d'ITS formés est donné dans le tableau ci-dessous (on a également indiqué le nombre d'étudiants actuellement en formation).

Tableau 64
Diplômés 1994-2002 et étudiants en formation en 2002/2003

| | Diplômés | En formation en 2002/2003 | Total |
|--------------------|------------|---------------------------|------------|
| ISE (ENSEA) | 213 | 97 | 310 |
| ITS (ENSEA) | 248 | 57 | 305 |
| (DSD) | 86 | 62 | 148 |
| (ISSEA) | 101 | 105 | 206 |
| ITS (Total) | 435 | 224 | 659 |

Données fournies par les écoles.

NB. Jusqu'en 1999 il n'y avait pas d'aide de la Commission européenne et de la France à l'ISSEA. Les diplômés de l'ISSEA entre 2000 et 2002 sont au nombre de 44.

Les bourses attribuées par la Commission européenne (334) et la France (de l'ordre de 170) correspondent à plus des trois quarts du total des ITS et ISE diplômés entre 1994 et 2002 ou en formation en 2002/2003.

La qualité des diplômés est considérée comme très bonne et n'est remise en cause par aucun des interlocuteurs rencontrés. Les taux de redoublement et d'échec sont faibles. On peut donc considérer que sous cet aspect les résultats des programmes d'appui sont satisfaisants.

5.1.2 L'effort financier

Ce résultat a été obtenu au prix d'un effort financier important des États et des bailleurs de fonds.

En année courante (plus ou moins représentative de la situation en 2002), les flux financiers mobilisés pour la formation des ITS et ISE dans les trois écoles sont les suivants.

Tableau 65
Coût de la formation

| Contributions | ENSEA | ISSEA | DSD | Total |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| États africains | 173,5 | 194,2 | 14,0 | 381,7 |
| FED/France (frais de scolarité) | 81,9 | 27,7 | 33,0 | 142,6 |
| Coût budgétaire | 255,4 | 221,9 | 47,0 | 524,3 |
| Assistance technique (estimation) | 131,2 | | 51,3 | 182,5 |
| Coût formation | 386,6 | 221,9 | 98,3 | 706,8 |
| Bourses (hors versement aux écoles) | 260,0 | 30,0 | 100,0 | 390,0 |
| Total | 646,6 | 251,9 | 198,3 | 1096,8 |
| Nombre d'étudiants en formation | 154 | 105 | 62 | 321 |

en millions FCFA.

Si on ne prend en considération que les coûts budgétaires, le financement par le biais des frais de scolarité versés aux écoles représente de l'ordre de 140 millions FCFA (217 000 €), soit un quart du coût total, mais ce pourcentage est très variable d'une école à l'autre. Le coût budgétaire moyen est de 1,7 millions FCFA (2 600 €) par élève et l'aide rapportée au nombre total d'élèves est de 700 € par an et par élève.

L'assistance technique et les bourses (pour la part qui n'est pas versée aux écoles) doublent le coût budgétaire. Au total ces deux éléments atteignent 572 millions FCFA soit 872 000 € par an.

Les variations quelquefois importantes du nombre de boursiers et d'assistants techniques, ainsi que des budgets des écoles sont susceptibles de modifier assez fortement ces évaluations. Il serait important de définir un système d'analyse des coûts qui permette d'en suivre les évolutions.

En particulier les coûts patrimoniaux (coûts des équipements et des constructions, coûts des investissements immatériels) ne sont pas pris en compte dans les évaluations ci-dessus. La principale raison est l'absence de comptabilité patrimoniale des écoles.

De 1994 à 2002, dans le cadre du projet COMSTAT et de ses successeurs (TPS 39, 91 et 155), 1,6 million d'euros ont été mobilisés, hors bourses, au profit des écoles africaines de statistique. Sur ce montant 900 000 € ont transité par le CESD Paris. Ils ont été affectés au financement du concours commun et à la réalisation des annales du concours (354 000 €), à la fourniture de livres et d'équipements informatiques (152 000 €), au salaire de certains enseignants (326 000 €). 700 000 euros ont transité par le CESD Communautaire. Ils ont principalement pris la forme d'assistance technique pour la réforme des programmes, la formation des formateurs, etc. Une très faible partie (70 000 €) a consisté en matériel et équipement.

L'aide française en dehors des bourses et de l'assistance technique est très difficile à quantifier. Il s'agit d'abord de la participation de l'Insee et du MAE aux coûts du concours commun (de l'ordre de 450 000 € pour neuf années de concours). Il s'agit ensuite d'aides ponctuelles en équipements, missions d'enseignement, subventions diverses aux activités des écoles, souvent attribuées par les SCAC, pour lesquelles il n'existe pas de récapitulatif sur la période. En 2000 l'aide française au DSD (subvention pour le système documentaire) a représenté 8 millions FCFA (12 200 €). En 2003, l'aide du SCAC d'Abidjan (subvention pour les stages pratiques) est de 23 000 €. En 2002, l'ISSEA aurait reçu 5 micro-ordinateurs sur aide française. Il y aurait eu une vingtaine de missions d'enseignement entre 1995 et 2002 (principalement au profit de l'ENSEA). Compte tenu de ces éléments, ce sont peut-être (hors concours commun) de l'ordre de 200 000 € qui ont été mobilisés au profit des écoles par la France.⁷

Les aides en équipement (COMSTAT plus aide française) auraient représenté de l'ordre de 300 000 € (200 millions FCFA) entre 1994 et 2002. Ces équipements constituent l'essentiel des équipements et une grande partie des fonds documentaires (bibliothèques) dont disposent les écoles.

Le reste de l'aide concerne le concours commun – et les annales (de l'ordre de 800 000 € sur neuf ans) et de l'appui institutionnel ou pédagogique (de l'ordre de 1,2 millions d'euros).

Cet appui a permis aux écoles de disposer des moyens minima de fonctionnement, même si ceux-ci restent insuffisants dans l'ensemble. Il a également permis le maintien d'une sélection rigoureuse des candidats, sélection qui de l'avis général explique pour une bonne part les résultats et la réputation des écoles et de leurs diplômés. La révision des programmes a également contribué à l'adaptation de l'enseignement aux besoins des économies nationales.

7. Ce montant n'inclut pas le coût de l'Assistant technique français mis à la disposition de l'ISSEA dans le cadre de la préparation de l'ouverture de la section ISE.

Il serait important que tant les bailleurs de fonds – y compris les organismes d'exécution – que les écoles mettent en place un suivi des éléments patrimoniaux. Les écoles devraient en particulier budgéter leur remplacement en mettant en place les provisions correspondantes.

De façon générale, la reconstitution des flux d'aides est difficile, du fait de l'absence de récapitulatifs basés sur un suivi régulier. Les SCAC et, à un moindre titre, les délégations, de même que les structures centrales de coopération sont souvent dans l'impossibilité de reconstituer les flux d'aides.

5.1.3 Les débouchés

Les ITS et ISE formés ne rencontrent généralement pas de problèmes de débouchés : la formation est considérée comme bonne à très bonne et les diplômés trouvent rapidement un emploi.

Les deux principaux marchés du travail (Côte d'Ivoire et Cameroun) présentent cependant des différences importantes :

- En Côte d'Ivoire fonctionne un véritable marché du travail pour les ITS/ISE, avec une surenchère salariale entre les employeurs potentiels : les banques mais également les entreprises publiques offrent des salaires 5 à 6 fois supérieurs à ceux offerts par la Fonction publique (entre 140 000 et 170 000 FCFA/mois). Les principaux utilisateurs publics (Direction de la Prévision et Institut National de la Statistique) ont été contraints de, sinon s'aligner, du moins revoir fortement à la hausse les rémunérations offertes. Jusqu'à une date récente un certain nombre de diplômés d'autres nationalités restaient en Côte d'Ivoire une fois leurs études terminées.
- Au Cameroun tous les ITS et ISE diplômés sont automatiquement recrutés par la Fonction publique : en dehors de celle-ci la demande apparaît très faible. Or les flux moyens annuels de sortie sont actuellement de 14 ISE et 20 ITS. On peut se demander si cette politique de recrutement pourra se maintenir longtemps. Les salaires offerts par la Fonction publique camerounaise (y compris jusqu'à présent l'INS) sont du même ordre de grandeur que ceux offerts par la Fonction publique ivoirienne (de l'ordre de 160 000 FCFA, plus les primes, pour un ISE).

Dans les autres pays la situation est très variable. Dans certains pays la fonction publique a cessé de recruter, dans d'autres les INS ne trouvent pas de statisticiens, faute d'étudiants reçus au concours.

Dans l'ensemble on peut évaluer à de l'ordre de 65 % le nombre de diplômés qui rejoignent la fonction publique au sens large (y compris les entreprises publiques). Dans leur très grande majorité les diplômés travaillent comme statisticiens.

L'objectif des programmes d'aide était de renforcer les ressources humaines des systèmes statistiques nationaux (SSN). Cet objectif est atteint. Par contre, du fait des contraintes qui pèsent sur les INS et les SSN, ce renforcement ne s'est pas automatiquement traduit par une amélioration de la production statistique.

Ce second objectif dépasse largement celui de la formation de base des statisticiens, et met en jeu les moyens généraux des INS, leur gestion etc. Certains INS sont fragiles du fait de la faiblesse de leurs moyens matériels et financiers et du faible soutien des responsables politiques. Cet aspect n'a pas été évalué. Les opinions recueillies sous cet aspect sont très variables selon les interlocuteurs et les pays.

Il est d'une certaine façon normal que la majorité des ISE ne fassent pas carrière dans le système statistique. Après une première expérience professionnelle, les meilleurs cadres des INS sont débauchés soit pour aller dans des postes de responsabilité dans d'autres administrations, soit par le secteur privé ou les organismes internationaux. D'une certaine façon cela est sain et permet d'éviter le vieillissement des cadres des INS. Pays par pays, l'interrogation devrait alors porter sur le fait de savoir si les écoles forment assez de statisticiens pour assurer le renouvellement des cadres dont les INS ont besoin.

5.1.4 Les écoles

La situation des trois écoles est différente sous de nombreux aspects.

L'ENSEA

L'ENSEA est pour tout le monde le prototype d'école d'excellence. L'état des installations et des équipements confirme ce jugement. Cependant sans remettre en cause cette appréciation, deux facteurs de risque peuvent être identifiés : le corps enseignant et l'évolution des ressources financières.

Le corps enseignant

En 1996 pour faire face à la réduction du corps enseignant (deux enseignants ivoiriens avaient quitté l'école pour de hautes fonctions administratives) et résoudre les problèmes de statut et de rémunération des enseignants, l'école a lancé avec l'appui financier de la Coopération Française un programme de formation en alternance d'enseignants. Il a été proposé à de jeunes diplômés ISE d'être recrutés par l'école. Ils bénéficiaient de bourses pour passer un DEA dans une université française et pouvaient ainsi accéder au statut d'assistant. Par la suite la possibilité leur était offerte de passer leur doctorat, ce qui leur ouvrait la perspective de devenir maître assistant.

Selon certains interlocuteurs le programme était mal orienté, et il était illusoire de penser que des Docteurs resteraient durablement comme enseignants à l'ENSEA. En tout état de cause le programme a eu des résultats mitigés. Pour l'instant, près de 6 ans après le lancement du programme, aucun ISE enseignant à l'école n'a effectué en totalité le parcours prévu. Selon les entretiens sur place avec les enseignants-doctorants (mais la direction de l'école ne partage pas cette opinion), il est difficile — sinon impossible — de concilier les travaux de doctorat, les activités de recherche et le service demandé par l'école. Celui-ci — dont le volume ne semble pas être formalisé — ne se limite en effet pas aux cours (qui sont d'ailleurs allégés dans le cas des enseignants-doctorants) mais implique également de faire face à une charge de travail administrative — y compris lorsque les enseignants-doctorants sont en même temps directeurs des études.

2003 a vu le départ du conseiller du Directeur pour la BAD, ainsi que celui d'un ISE enseignant-doctorant pour le port de San Pedro. 4 autres enseignants-doctorant et/ou démographes ont quitté récemment l'école pour des postes ou des formations de longue durée à l'extérieur.

Il y a incontestablement une crise et la tentation est grande pour certains de ces enseignants de partir terminer leur formation ailleurs, des bourses étant offertes par les universités francophones attirées par la qualité des ISE.

L'instabilité du corps professoral est un problème potentiel qui n'a pas trouvé sa solution. Sur les 7 enseignants ivoiriens présents en 1997 seuls 4 : le Directeur, le Directeur des Etudes des Adjoints techniques, celui des ISE (un ISE qui n'a pas encore terminé sa thèse, après trois séjours en France) et le professeur d'EPS sont encore présents. L'objectif poursuivi de stabiliser un corps enseignant renouvelé en lui offrant des perspectives semble difficile à atteindre. Un autre problème est le manque de professeurs de référence en maths et en économie.

Dans la mesure où les ressources non budgétaires de l'école permettent de financer des compléments de salaire, il n'est pas certain que la cause principale de cette hémorragie soit un problème salarial, bien que cette question ait pu jouer un rôle dans les départs récents. Les enseignants-doctorants, qui donnent le sentiment d'être passionnés par l'enseignement veulent d'abord achever leur thèse, « ne veulent pas rester assistants toute leur vie ».

Il y a là une menace pour le maintien d'un enseignement de qualité à l'école. Sur les 12 professeurs, 7 sont des ISE/ITS ayant terminé leurs études depuis 1998 : il s'agit de jeunes diplômés n'ayant pas de formation pédagogique spécifique. Ce risque est renforcé par la réduction de l'assistance technique

française. Dans ces conditions le recours aux vacataires risque d'augmenter, ce qui peut menacer la qualité et la cohérence des enseignements de l'école.

L'évolution des ressources financières de l'école

Un plan stratégique ambitieux a été défini par la Direction de l'école, dont l'axe principal est le développement des activités de formation continue et de recherche afin de trouver les ressources nécessaires au fonctionnement de l'école. Il n'est pas certain que ce « modèle », qui n'a pas fait l'objet d'une analyse économique, fonctionne.

Ce plan pourrait surestimer les bénéfices à attendre des activités annexes à la formation de base qui est la vocation première de l'école. Si dans le passé les activités de formation permanente, mais surtout de recherche, ont bénéficié de financements importants, cela ne semble plus être le cas en 2003. Du fait, en particulier, de la situation actuelle de la Côte d'Ivoire, les actions de formation continue programmées ne se sont pas réalisées à la suite du désistement des bailleurs de fonds qui les finançaient. Les activités de recherche semblent diminuer. Sur ces diverses activités, il ne semble pas exister de document de synthèse sur le passé ou les perspectives.

On peut se demander si l'école pourra faire face aux coûts fixes de développement des activités prévues dans le plan stratégique (bâtiment pour la formation continue, projet de construction d'un bâtiment pour les activités de recherche, recrutements), alors que sa situation financière devient plus « tendue ».

Au cours des années passées, l'école a pu non seulement payer des compléments de rémunération à ses enseignants pour les fidéliser, mais aussi se constituer des réserves financières importantes, qui lui permettent d'ailleurs de ne pas trop souffrir des retards budgétaires actuels de la Côte d'Ivoire.

Outre les recettes des activités de formation continue et de recherche (contrat ECOLOC sur financement de la Commission européenne, recherches sur la Santé...), une bonne part de ces ressources provenait des frais de scolarité, dont la totalité n'était pas comptabilisée, avec l'accord des bailleurs, en ressources propres dans le budget (sur frais de scolarité destinés à la rémunération des professeurs non ivoiriens).

Au cours des années récentes, une part croissante de ces ressources apparaît dans le budget, l'école devant montrer qu'elle est capable de « s'autofinancer » de façon croissante, dans un contexte marqué par une stagnation de la contribution de l'État ivoirien. Bien que l'on ne dispose pas de l'ensemble des informations, le budget 2003 semble avoir comptabilisé l'ensemble des recettes liées aux frais de scolarité. Or celles-ci diminuent progressivement, le nombre de boursiers FED étant passé de 100 dans les années 1995 à 25 actuellement, diminution non compensée par l'augmentation du nombre de bourses de la France.

Dans ces conditions il est possible que l'école affronte au cours des prochaines années des problèmes financiers, d'autant que les projets actuels vont augmenter ses coûts.

L'ISSEA

La situation de l'ISSEA est paradoxale. D'une part, ses budgets de fonctionnement sont en très forte augmentation, passant de 187 millions FCFA en 1999 à 351 millions en 2002 (les prévisions sont de 617 millions pour 2003)⁸, d'autre part ses locaux et équipements sont vétustes et totalement insuffisants.

8. Le montant prévisionnel 2003 inclut 4 postes non pourvus, des indemnités de départ à la retraite mais reflète surtout la hausse des salaires due à l'alignement de l'école sur le statut des autres organes de la CEMAC, c'est-à-dire au statut d'organisation internationale.

L'ISSEA est désormais l'école qui a le budget de fonctionnement le plus élevé. La croissance de ce budget s'explique, du côté ressources, par la volonté manifeste du Secrétariat Exécutif de la CEMAC de soutenir l'école, et en particulier l'ouverture d'une section ISE, pour laquelle un budget d'investissement de 188 millions FCFA a été décidé, et du côté des dépenses par la croissance des frais de personnel (+ 33 % entre 2000 et 2002). Le corps enseignant comprend 8 enseignants à temps plein. Après les recrutements des années récentes, le personnel comprend maintenant une majorité d'ISE (généralement diplômés du CESD Paris) ayant une certaine expérience. Une proportion importante des cours est rédigée.

En même temps, les locaux, les équipements informatiques et la bibliothèque sont absolument insuffisants : avec une trentaine de micro-ordinateurs opérationnels, en grande partie offerts par l'aide, les cours d'informatique doivent être dédoublés et les étudiants ne bénéficient donc que de la moitié de l'horaire prévu. Les bâtiments sont exigus, vétustes et mal protégés contre les intempéries. Un programme de réhabilitation des locaux actuels et de renforcement de la bibliothèque a été défini par la Coopération Française dans le cadre du FSP « formation des cadres des administrations économiques et financières ».

Une des autres particularités de l'ISSEA est la concentration des étudiants. 75 % des étudiants ITS sont Camerounais. Cette concentration pourrait encore augmenter avec l'ouverture de la section ISE. À l'inverse, les autres États de la CEMAC sont sous représentés : en particulier aucun étudiant équato-guinéen n'a été reçu depuis l'ouverture de l'école. La direction de l'école est particulièrement impliquée dans le rééquilibrage des étudiants, qui passe d'une part par une action spécifique en direction de la Guinée Équatoriale et d'autre part par un appui plus important à la préparation au concours dans les autres pays.

L'ouverture d'une formation ISE à Yaoundé n'a fait l'objet que d'études préliminaires sommaires. Elle ne semble pas devoir être remise en cause car les besoins existent. Cependant sa concrétisation aura un impact, qu'il s'agit d'étudier et qui nécessitera des moyens. Les moyens en infrastructures (salles de classe, etc....) sont identifiés et sommairement programmés ainsi que les ressources pour la première phase. Les moyens humains (recrutement de quatre professeurs supplémentaires et vacations) sont déjà inscrits au budget de l'école. Une des conséquences de l'ouverture de cette section sera de « rapatrier » à l'ISSEA les (la plus grande partie des) étudiants camerounais actuellement formés à l'ENSEA (ce qui résoudra partiellement le problème posé par le nombre des camerounais non boursiers à Abidjan), mais pourrait accentuer l'impression que l'ISSEA fonctionne principalement « au bénéfice » du Cameroun.

DSD

La situation du DSD est problématique. Son budget est de très loin le plus faible des trois écoles, et le plus dépendant de l'aide par l'intermédiaire des frais de scolarité. Pour autant que l'on puisse l'estimer, la contribution du pays (enseignants nationaux et contribution « en nature » de l'ENEA) serait — au maximum — de l'ordre de 30 % des coûts budgétés, contre 90 % à l'ISSEA et 70 % à l'ENSEA.

Les problèmes institutionnels (absence d'autonomie par rapport à l'ENEA) et matériels ont été décrits à de nombreuses reprises. Il ne semble pas possible d'assurer la pérennité du DSD dans le cadre institutionnel actuel. Cependant, la solution envisagée, création d'une École de statistique de démographie et d'économie appliquée associée à l'Institut National de la Statistique, est conditionnée par la transformation de la Direction de la Prévision et de la Statistique en INS autonome. Cette solution doit être étudiée dans le cadre de l'aide française. Elle posera le problème des ressources financières que le Sénégal devra affecter à cette école, ainsi que celui des locaux.

Dans les conditions actuelles, la dépendance totale du DSD par rapport à l'aide extérieure, jointe à ses conditions de fonctionnement, pose le problème de la poursuite de l'aide. Si des engagements fermes ne sont pas pris par le Sénégal, tant du point de vue institutionnel que financier, on peut se demander si la poursuite de l'appui européen et français est justifiée. Après l'ouverture de la section ISE à Yaoundé et le transfert consécutif d'une cinquantaine d'étudiants de la CEMAC à Yaoundé, Abidjan serait en

mesure d'accueillir les élèves actuellement affectés à Dakar⁹. Cette solution permettrait la concentration de l'aide sur deux écoles seulement et permettrait de consolider l'ENSEA.

Actuellement le DSD fonctionne *a minima* avec un corps professoral réduit à cinq enseignants¹⁰, dont le directeur de l'école, le coordonnateur des études et un assistant technique. La charge de travail est de 220 à 230 heures par an. Rapportés au nombre d'élèves, les coûts du personnel enseignant (de l'ordre de 25 millions FCFA en 2002, vacataires compris, pour une soixantaine d'élèves) sont toutefois du même ordre de grandeur que ceux de l'ENSEA : 64 millions FCFA pour 169 ITS/ISE.

C'est surtout dans le domaine des autres frais de fonctionnement (personnel administratif, fournitures etc.) que l'école apparaît la plus démunie. Rapportés au nombre d'élèves ceux-ci sont de moins de 400 000 FCFA par an, contre de l'ordre de un million FCFA (hors logement) dans les deux autres écoles.

Malgré ces conditions difficiles de fonctionnement tous les interlocuteurs rencontrés sont d'accord pour constater la qualité de l'enseignement dispensé et les progrès effectués par rapport à la période antérieure.

5.1.5 Autres conclusions

Les bibliothèques, les supports de cours et Internet

À l'exception, dans une certaine mesure de l'ENSEA, les bibliothèques des écoles sont très démunies, malgré la fourniture de livres par la Commission européenne (projet COMSTAT) et la France au cours des années récentes. Un appui est programmé pour l'ISSEA. Une part de responsabilité en incombe aux bibliothécaires, qui ne font peut-être pas l'effort suffisant pour se procurer les publications gratuites (il est vrai que celles-ci sont souvent en anglais), mais les budgets consacrés par les écoles à leurs bibliothèques sont de façon générale très faibles.

À l'ENSEA il n'existe quasiment aucun support de cours, alors que 70 % des cours sont rédigés à l'ISSEA.

L'accès à Internet n'est pas généralisé : au DSD il n'y a qu'un seul accès. De façon générale les réseaux téléphoniques sont déficients et les liaisons difficiles, alors que la mise en place de liaison à haut débit est coûteuse. Dans ces conditions, le développement de l'enseignement à distance reste pour l'instant une utopie.

Le « Réseau »

Le « Réseau » (Conseil de Coopération) n'a pas dans son fonctionnement passé récent, couvert tout le champ d'activité souhaitable. La coopération entre les écoles africaines, l'Insee, le CESD, le MAE Français et Eurostat semble se résumer à la réunion annuelle de la CODESA. Les autres fonctions (conseil et coordination en matière de pédagogie) n'ont plus été assumées avec la même intensité que les années précédentes, principalement du fait de la réduction des moyens mis à la disposition du CESD par la France et l'Union européenne. Cette situation est aggravée par le fait que, à la différence des écoles statistiques françaises, les écoles ne semblent pas pouvoir s'appuyer sur les Instituts nationaux de statistiques, dont la coopération se réduit le plus souvent à fournir des vacataires et quelques stages.

9. Resterait à résoudre le problème des deux voies ITS.

10. Le nombre d'enseignants est en fait comparable à celui des autres écoles qui ont certes des enseignants plus nombreux mais assurent d'autres formations (ISE, Adjoints et Agents à Abidjan, Adjoints à Yaoundé). Rapporté au nombre d'élèves, le ratio s'établit à un enseignant pour 12 élèves au DSD, 1 pour 14 à l'ENSEA et 1 pour 20 à l'ISSEA.

L'opinion générale des directions d'écoles et des enseignants est que l'appui apporté par le Réseau, pour la coordination des enseignements, les cours, la bibliographie ou les séminaires de formation, a beaucoup baissé au cours des dernières années.

Toutefois, l'organisation annuelle des concours commun ISE et ITS d'entrée aux écoles constitue un point fort du dispositif de formation des statisticiens économistes africains francophones. Cette organisation est à porter au crédit du CESD qui reçoit à cette fin des contributions de la Commission européenne et de l'Insee, ainsi qu'un appui occasionnel du MAE Français. L'activité associe étroitement les écoles et la plupart des INS africains, généralement centres de concours dans leurs pays respectifs, ainsi que des professeurs de l'ENSAE et d'universités françaises.

L'ouverture vers les autres zones linguistiques

On trouvera en annexe quelques éléments sur la formation des statisticiens dans les pays africains anglophones. L'ENSEA et l'ISSEA souhaitent développer des activités de formation de statisticiens des pays africains anglophones, lusophones et hispanophones, ce qui dans le cas de l'ISSEA s'explique par l'appartenance de la Guinée Equatoriale à la CEMAC. L'ENSEA prévoit de se doter d'un laboratoire de langues dont l'équipement devrait être fourni par la Coopération française. Sur ce point le constat est que dans l'ensemble des écoles la priorité devrait être donnée à l'amélioration de la maîtrise de l'anglais par les étudiants (et les enseignants) et à la formation de professionnels bilingues anglais-français. Cependant il est évident que ni les écoles, ni la France ou la Commission européenne ne peuvent se désintéresser des souhaits exprimés par les petits pays anglophones et lusophones en ce qui concerne la formation de leurs statisticiens aux différents niveaux.

Plus fondamentalement le problème posé est celui des progrès à accomplir dans le sens du développement d'un marché africain des économistes et statisticiens.

Les cursus

Ce domaine n'a pas constitué un des axes d'investigation de l'étude. Quelques remarques faites par certains des interlocuteurs incitent toutefois à signaler deux problèmes : le premier est celui de l'existence de deux voies de recrutement et de formation des ITS (deux ans à l'ENSEA et quatre ans au DSD et à l'ISSEA), ce qui semble poser des problèmes d'homogénéité des formations. Deux ans semblent insuffisants pour transférer la « culture statistique » aux ITS formés à l'ENSEA. En même temps le recrutement des ITS de la voie A se fait de plus en plus après bac + 2.

Par ailleurs, on peut se demander si, dans les faits, il n'y a pas plus une différence d'image que de vraies différences de compétence professionnelle entre les ISE et les ITS. Les deux filières forment plus ou moins des bacs + 5. Il pourrait être nécessaire d'étudier la convergence entre les statuts et travailler sur une spécialisation des formations : spécialiste de la collecte d'information statistique et de la constitution et gestion de bases de données d'un côté et économiste/économètre de l'autre. Cette opinion ne fait cependant pas l'unanimité. Selon une autre appréciation, compte tenu de leur vocation à être les éléments centraux de la production de la statistique publique, la spécificité de la formation des ITS doit être maintenue.

L'information

Le constat est qu'il n'existe pas de système d'information satisfaisant permettant de suivre non seulement l'aide apportée aux écoles mais également, de façon plus générale, la formation elle-même, ses coûts, ses résultats, etc. Les données sont éparses, non homogènes et s'agissant des données comptables, incomplètes. Dans le domaine des bourses, par exemple, au delà des différences de montants, qui s'expliquent par la situation différente des pays hôtes des écoles, on constate une hétérogénéité des rubriques entre les écoles et entre les deux bailleurs de fonds.

S'il était décidé de poursuivre l'aide, il serait souhaitable qu'un effort important soit fait pour plus de transparence et de simplification.

5.2 Recommandations

5.2.1 Recommandations générales

Recommandation 1 : La poursuite de l'aide

Il est souhaitable de poursuivre l'appui de la France et de la Commission européenne pour une nouvelle période de 5 ans, en se donnant les moyens de suivre les progrès des écoles vers une autonomie financière accrue (y compris la participation des États nationaux). L'appui en question devrait s'inscrire dans la perspective d'une réduction du rôle de l'aide. Un objectif quantifié, à moduler par école, portant par exemple sur le pourcentage des coûts de formation supporté par l'aide (actuellement de l'ordre de 45 %, en incluant l'assistance technique), pourrait être fixé.

Le mécanisme des frais de scolarité devrait être réorienté vers la constitution d'un fonds patrimonial permettant aux écoles de résoudre les problèmes urgents de matériel et d'équipement informatique et de bibliothèques.

On devrait étudier la possibilité de réorienter les ressources financières affectées à l'assistance technique vers la prise en charge provisoire d'enseignants africains. La différence de coût justifierait qu'une solution soit recherchée. À titre d'exemple, au niveau de salaire actuel des enseignants africains non nationaux du DSD, le budget pour un assistant technique correspond au coût de plus de 8 enseignants.

S'il était décidé de maintenir une assistance technique bilatérale, il faudrait envisager de la « régionaliser », c'est-à-dire de la mettre à la disposition de l'ensemble des écoles en fonction de leurs besoins. Les assistants techniques, « basés » dans une école en fonction de leur spécialisation (informatique – bases de données, économie, statistique) apporteraient leur aide ponctuelle aux autres écoles sous forme de missions de suivi, etc.

Une des orientations possibles de l'aide pourrait viser le développement de l'enseignement à distance et l'utilisation des ressources disponibles sur Internet.

On notera que la définition du contenu précis d'un nouveau projet d'appui ne faisait pas partie des objectifs de l'étude, d'autant plus que la Commission européenne est en train de définir la suite de COMSTAT et que quelques-uns des éléments de l'aide française aux écoles ont récemment été inclus dans le projet « Formation des cadres des administrations économiques et financières ».

Recommandation 2 : Une concentration sur l'activité de base

Les trois écoles s'efforcent à des degrés divers de développer des activités annexes et en particulier la formation continue et la recherche, généralement prévues dans leurs statuts. Ce développement est vu comme susceptible de leur procurer des ressources supplémentaires. Les résultats de cette orientation apparaissent mitigés, et les actions actuelles en diminution. Il serait nécessaire de vérifier que ces activités procurent effectivement des ressources « nettes », après déduction des frais supplémentaires engagés et qu'elles ne sont pas conduites au détriment des activités d'enseignement. Il paraît prioritaire de consolider la fonction première des écoles, c'est-à-dire la formation de base des statisticiens, la formation continue et la recherche appliquée devant plutôt être envisagées comme des compléments naturels que comme des centres de bénéfices.

Dans ce cadre, il serait souhaitable de séparer budgétairement et institutionnellement les activités de formation de base des autres activités. Cette séparation pourrait passer, en fonction des contraintes réglementaires nationales, par la création d'associations liées aux écoles mais distinctes d'elles. Les relations entre ces deux entités (prestations de personnel, locations de locaux) devraient alors être explicitées dans des documents comptables.

La recherche de la diversification des ressources financières des écoles devrait en priorité passer par l'instauration de droits de scolarité pour les ressortissants des États qui ne contribuent pas au financement des écoles. Le problème ne se pose pas pour l'ISSEA, compte tenu de son financement, et se pose très marginalement pour le DSD (le pourcentage de boursiers FED et France y est le plus élevé). Il serait cependant souhaitable que l'ENEA reverse au DSD les frais de scolarité payés par les pays donateurs de bourses et/ou les non boursiers. Le problème se pose par contre avec acuité pour l'ENSEA, qui subventionne la formation des étudiants étrangers non boursiers (20 % des effectifs en ITS/ISE).

Une utilisation plus intensive des locaux et du matériel, non utilisés pendant les vacances scolaires et les fins de semaine. La location de salles pour des activités diverses est une deuxième piste qui devrait être systématiquement exploitée, lorsque les conditions s'y prêtent.

La formation continue est une troisième source potentielle de revenus complémentaires, si elle n'est pas facturée « au prix coûtant ». Telle qu'elle est abordée actuellement la formation continue est très dépendante des bailleurs de fonds extérieurs, ce qui rend toute programmation difficile. Peut-être conviendrait-il de s'orienter vers le marché national, dont certains segments sont solvables : certains pays concernés disposent de fonds pour le développement de la formation continue, d'autres ont adopté des objectifs ambitieux de recyclage de leurs agents. Les écoles devraient être plus actives dans la mobilisation de ces fonds, tout en adoptant plus de flexibilité, les actions de formation ne devraient pas être faites « sur catalogue », mais adaptées aux besoins des utilisateurs.

Parmi les autres ressources potentiellement mobilisables il y aurait la contribution des futurs employeurs. Cependant à part la BCEAO, qui écrème le marché des statisticiens, on ne voit pas quels autres employeurs seraient susceptibles de contribuer.

Il est également envisageable pour réduire les coûts de demander aux étudiants de participer à certains travaux, en confiant leur gestion à l'association des élèves. En particulier la réalisation de supports de cours peut se faire sur la base des notes prises par les étudiants en binômes.

Recommandation 3 : Le suivi comptable des coûts

Il serait nécessaire de mettre en place au sein des écoles une comptabilité analytique simple adaptée à l'objectif du suivi des coûts budgétaire de formation. Cette comptabilité devrait également permettre d'élaborer des indicateurs sur les coûts des différentes filières et activités. Il faudrait par exemple séparer les recettes et dépenses liées au logement des étudiants, celles relatives à un cycle d'enseignement spécifique : ITS versus adjoints, etc. Il serait en outre nécessaire d'explicitier les relations financières entre les diverses activités.

Dans la mesure du possible cette comptabilité devrait inclure les coûts patrimoniaux, c'est-à-dire valoriser les aides reçues et les autres éléments d'actifs, et se traduire par l'intégration dans les coûts courants des provisions nécessaires à leur renouvellement.

Recommandation 4 : Un système de suivi des étudiants

Il serait également nécessaire de mettre en place un système de suivi des étudiants qui couvre leur scolarité et leur devenir (annuaire) : cette activité, qui devrait être coordonnée entre les différentes écoles afin qu'une information comparable minimum soit disponible, pourrait prendre la forme d'une enquête permanente à réaliser, par exemple, par les « Junior entreprises » des écoles, ou dans le cadre de cours de statistiques, de travaux pratiques, etc. Elle aurait l'avantage de mettre les élèves en contact avec leur vie professionnelle future (débouchés, etc.) et de suivre l'activité des diplômés. Les données disponibles (enquêtes sur le devenir des étudiants et évaluations réalisées dans le cadre du programme COMSTAT) montrent des lacunes importantes. On notera également l'absence d'annuaire des anciens élèves, sauf au DSD.

Ce système de suivi devrait intégrer, en amont, le recueil systématique des données sur les étudiants reçus au concours (âge, sexe, nationalité), les affectations aux écoles par le Jury, les reports de scolarité, les bourses attribuées et au niveau des écoles des données sur le déroulement effectif des études (présentation ou non en première année, passage dans l'année supérieure, redoublement, diplôme, etc.). Ces données existent déjà et sont diffusées de façon non normalisées lors des réunions de la CODESA.

Recommandation 5 : Lutter contre les déséquilibres entre les pays

Pour lutter contre le fort déséquilibre constaté entre les pays dans la formation des cadres statisticiens, il faudrait renforcer les actions en cours dans certains pays (Tchad, RCA, Mali, Sénégal Gabon et Mauritanie) destinées à mieux préparer les candidats au concours. Un premier bilan indique une progression globale pour ces six pays de 17 lauréats en 2002 à 25 en 2003, avec des évolutions contrastées entre les pays, le Sénégal progresse fortement, de 4 à 9 reçus alors que l'effet est apparemment nul pour la Mauritanie et la RCA.

Il est proposé de renforcer l'appui à la préparation au concours, en encourageant en particulier les candidatures féminines. Celui-ci prend actuellement la forme de deux mois de cours du soir organisés par les INS sur financement du MAE transitant par Afristat. Il est proposé de porter cette préparation à six mois, et d'en améliorer l'organisation. Cet appui pourrait impliquer plus directement les écoles, qui sont les mieux à même de définir le contenu des préparations. Cette action est déjà contenue, pour un montant de 30 000 € pour trois ans, dans le projet FSP « Formation des cadres des administrations économiques et financières ». Ce montant devrait être réévalué si la formation était portée à six mois.

Recommandation 6 : Le rôle du « Sous Réseau des écoles »

Il existe deux niveaux de coopération dans le domaine de la formation des statisticiens. Le niveau le plus élevé, à la tête duquel se trouve Afristat, est chargé de définir les politiques de formation des statisticiens, tant initiale que continue, est constitué par les INS des pays africains membres d'Afristat, les centres de formation des statisticiens de ces pays, la Commission de l'UEMOA, le secrétariat exécutif de la CEMAC, les banques centrales. Il pourrait s'élargir dans un premier temps au secrétariat exécutif de la CEDEAO, aux INS des pays de la CEDEAO non membres d'Afristat et à leurs centres de formation.

Le second niveau « sous réseau des écoles » est constitué par les trois écoles, le GENES et le CESD. Il pourrait à terme intégrer des universités européennes. Il est nécessaire de renforcer l'appui apporté par ce « sous réseau des écoles » dans les différents domaines :

- appui pédagogique (échanges de cours entre les écoles et avec le GENES, y compris comme cela s'est fait dans le passé sous forme de cassettes vidéo, livres et bibliographies...), éventuellement aide à la rédaction et la publication des supports de cours, création d'une collection commune pour la publication de cours, de travaux d'études, d'une bibliothèque virtuelle commune, chacune des écoles étant responsable du développement d'un domaine, organisation de séminaires et recyclage, information sur les ressources Internet ;
- développement des liens (en particulier par l'intermédiaire d'Internet) entre les écoles, « jumelages » ;
- organisation du concours commun : le système du concours commun, bien que coûteux, est plébiscité par l'ensemble des interlocuteurs. Peu de pistes d'évolution, visant à limiter l'augmentation des coûts, au-delà de ce qui a été récemment décidé, ont été formulées. Une solution à explorer pourrait être, dans le cadre de l'évolution des filières, d'augmenter le niveau d'études requis pour l'inscription. Ceci risquerait cependant de pénaliser les pays qui ont un système d'enseignement universitaire moins performant.

Recommandation 7 : Relations avec Afristat et les INS

Selon ses statuts « Afristat contribue à l'organisation de la formation permanente en statistique et études économiques pour les États membres ». Afristat est déjà intervenu dans les actions de préparation

au concours. Il serait souhaitable qu'une coopération plus étroite s'instaure entre la formation de base des statisticiens et l'action d'Afristat dans la mise en œuvre de PROSMIC, ou dans le domaine de l'évaluation des concepts et nomenclatures harmonisés ou de la méthodologie statistique. Par ce biais pourraient également se renforcer les liens entre les INS et les écoles. L'intervention d'Afristat dans le domaine du renforcement institutionnel du Système Statistique des États membres pourrait également être mise à profit pour l'étude des besoins nécessaires à un (re)dimensionnement de la formation dans les écoles. C'est ainsi le deuxième étage du réseau institutionnel qui serait dynamisé.

Recommandation 8 : Coopération avec les autres zones linguistiques

L'évolution vers le renforcement des sous ensembles régionaux est inéluctable. Dans ce cadre il serait nécessaire d'élargir la coopération avec d'autres zones linguistiques, en particulier en Afrique de l'Ouest. Le problème équato-guinéen est traité ci-dessous dans la partie des recommandations spécifiques à l'ISSEA. S'agissant de la coopération avec la zone anglophone, l'ENSEA a des projets ambitieux, comme par exemple former des statisticiens pour le Libéria et la Sierra Leone, ou encore pour la Guinée Bissau et le Cap Vert. Il paraît souhaitable dans un premier temps de se restreindre à deux objectifs plus limités : d'une part améliorer la maîtrise de l'anglais pour les étudiants des trois écoles, d'autre part procéder à des échanges sous forme de stages de courte durée entre les écoles francophones et les départements de statistiques des universités anglophones Ouest Africaines. L'ENSEA pourrait dans ce cadre recevoir un appui spécifique, en plus de l'appui déjà consenti pour la mise en place de son laboratoire de langues.

S'agissant de la formation des statisticiens lusophones, aucune solution évidente ne s'impose, compte tenu de la proximité de Dakar des pays concernés mais également de la probable mise en place à terme d'une filière de formation dans un des PALOP.

5.2.2 Recommandations spécifiques aux écoles

ENSEA

Le problème principal de l'ENSEA est celui de son corps enseignant.

Le programme de formation des enseignants, monté avec l'appui de la Coopération française, semble avoir été mal orienté dans la mesure où son objectif était de créer un corps d'enseignants fonctionnaires titulaires d'un doctorat. Il semble que cet objectif, même si les formations avaient été menées à leur terme, était utopique : aucun enseignant titulaire d'un doctorat n'acceptera de rester à vie enseignant à l'ENSEA. Il est plus réaliste de viser une qualification professionnelle plus limitée (simple magistère) et d'admettre un renouvellement régulier du corps enseignant.

Pour les enseignants-doctorants actuels il serait souhaitable de leur permettre de terminer leur thèse dans d'autres universités francophones si la Coopération française ne pouvait prolonger son appui à leur formation, tout en assortissant cette prolongation de conditions plus strictes : définition d'horaires allégés en contrepartie d'obligations contractuelles... dont les modalités restent à trouver.

Parallèlement, on devrait examiner dans quelle mesure il serait possible, pour s'affranchir des règles de la fonction publique ivoirienne, de recruter des enseignants africains d'autres nationalités, comme cela a longtemps été le cas du conseiller du Directeur.

DSD

Le problème principal du DSD est celui de son statut et de ses moyens. Comme suggéré ci-dessus, il serait nécessaire de subordonner la poursuite de l'aide à des engagements et des actes concrets des autorités sénégalaises sur ces deux points. Passé un délai donné, l'aide serait redéployée vers les deux autres écoles en fonction de la nationalité des étudiants.

Yaoundé

L'ouverture de la section ISE

Ce projet a donné lieu à la mise à la disposition de l'ISSEA d'un assistant technique Français. Les résultats de cet appui ont été décevants et le problème de la préparation détaillée du projet reste presque entier alors que l'échéance fixée approche. Il est proposé qu'un appui spécifique soit apporté à l'ISSEA, dans le cadre du FSP « Formation des cadres des administrations économiques et financières ».

La formation des ressortissants équato-guinéens.

Compte tenu du statut de l'ISSEA, l'absence de tout élève équato-guinéen pose un problème. La direction de l'ISSEA a élaboré un projet – qui a reçu le soutien du SCAC de Guinée équatoriale, pour une préparation spécifique de ces candidats. Il est souhaitable que ce projet soit effectivement mis en œuvre, ceci dépend cependant, semble-t-il, principalement des autorités nationales.

ANNEXES

ANNEXE 1

LA FORMATION EN AFRIQUE ANGLOPHONE

1. Cadre institutionnel

Les meilleures facultés des universités africaines anglophones peuvent assurer une éducation répondant aux normes européennes. L'éducation et la formation universitaire et professionnelle ne sont pas organisées de façon homogène à travers les pays de l'Afrique anglophone. En effet, deux systèmes existent :

Le premier ressemble au système anglais : le niveau requis pour commencer les cours à l'université est 'le certificat de l'école au niveau avancé' (*Advanced Level Certificate*). Ce certificat est plus ou moins équivalent au Baccalauréat français. Le cours universitaire est d'une durée de 3 ans. L'étudiant reçoit un '*Bachelors*' (B.A. ou B.Sc.) qui est équivalent à une Licence. Ce système existe dans tous les pays anglophones d'Afrique orientale — Tanzanie, Ouganda et Kenya. Au Zimbabwe, une variante existe : les cours de l'université peuvent durer soit 3 ans (*Bachelors*) soit 4 ans (*Bachelors with honours*). Le cours de 4 ans est normalement nécessaire pour accéder au cours de maîtrise ou doctorat.

Le deuxième système existe dans les pays d'Afrique australe, à l'exception du Zimbabwe : Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Swaziland, et Zambie. Dans ces pays, les étudiants sont admis avec des 'certificats de l'école au niveau ordinaire' (*School Certificate*) qui, en principe, équivaut au Baccalauréat moins deux ans, mais le niveau académique peut varier parmi les pays. Dans ces pays il faut étudier pendant 4 ans à l'université afin de recevoir le '*Bachelors*'. Ce système ressemble au système sud-africain qui intègre certains aspects du système américain. Le système sud-africain distingue entre le '*Bachelors*' et le '*Bachelors with honours*'. Afin de recevoir ce dernier diplôme, les étudiants doivent suivre des classes supplémentaires. Le '*Bachelors with honours*' est équivalent à une Licence. Selon les informations reçues, aucune des universités dans les pays concernés ne confère des '*Bachelors with honours*'. En pratique, dans plusieurs pays certains bons étudiants des universités peuvent accéder aux cours de Maîtrise.

Il faut noter que l'éducation à distance est très développée dans les pays d'Afrique anglophone. Donc, les étudiants des différents pays peuvent se voir conférer un '*Bachelors*' de l'Afrique du sud ou d'un autre pays.

Les institutions d'éducation et de formation professionnelle des pays d'Afrique anglophone peuvent dépendre d'une université ou posséder un statut 'indépendant'. Dans ce dernier cas, l'institut est gouverné par un comité qui soit dépend d'un ministre de tutelle, soit consiste en représentants nommés par plusieurs institutions.

2. Organisation de l'éducation et de la formation professionnelle en statistique

La plupart des universités et des autres institutions d'éducation n'offrent pas de cours destinés aux statisticiens professionnels. Les instituts nationaux de statistiques utilisent une combinaison de formation interne et de cours de formation qui sont offerts par les institutions de formation à vocation régionale.

Trois instituts de formation en statistiques existent en Afrique anglophone :

- l'EASTC — *Eastern African Statistical Training Centre* (Centre de formation en statistique de l'Afrique orientale) à Dar es Salaam, Tanzanie ;
- ISAE — *Institute for Statistics and Applied Economics* (Institut de statistique et de l'économie appliquée), Makerere University à Kampala, Ouganda ; et
- L'ISSER — *Institute of Statistical, Social and Economic Research* (l'Institut de recherche en statistique en économie et en questions sociales, Legon, Ghana.

EASTC

EASTC est un institut national à vocation régionale. Il a été créé par acte statutaire. La plupart des étudiants à l'EASTC sont sélectionnés par leurs instituts nationaux de statistique mais l'EASTC accepte des étudiants qualifiés provenant des autres instituts publics et privés (par exemple la banque centrale de Tanzanie). L'objectif des cours de l'EASTC est de préparer les étudiants pour suivre une carrière professionnelle dans le domaine de la statistique.

L'EASTC propose 2 cours en statistiques au niveau moyen : le Certificat (Certificate) et le Diplôme (Diploma). Chaque cours commence en octobre et dure 10 mois. Afin d'être admis au Certificat, l'étudiant doit posséder un 'certificat de l'école au niveau ordinaire', y compris des épreuves en anglais et en mathématiques. Au moins une année d'expérience pratique en statistiques est également demandée aux étudiants. Le niveau requis pour admission au Diplôme est, soit le Certificat, soit un équivalent, dont le 'Higher Certificate in Statistics' du *Royal Statistical Society*, G-B (RSS), soit encore les certificats de formation interne des instituts nationaux de statistique de la Zambie et du Zimbabwe.

Les diplômes de l'EASTC sont reconnus à l'échelle internationale grâce aux examinateurs externes du RSS. Les détenteurs des Certificats et des Diplômes sont donc normalement exemptés des examens équivalents du RSS. Les meilleurs diplômés peuvent être admis à l'Université de Dar es Salaam ou à l'ISAE de Makerere Université pour leurs cours au niveau 'Bachelors'. Certaines universités britanniques acceptent les diplômés de l'EASTC pour accéder aux cours de reconversion en statistique (*Post Graduate Certificate/Diploma*). Muni d'un tel document, un étudiant peut poursuivre ses études au niveau Maîtrise.

Les cours de théorie et de méthodes statistiques ainsi que les mathématiques appliquées à la statistique sont le noyau de la formation en statistique à l'EASTC. L'informatique est enseignée dans l'optique d'un outil pratique pour les statisticiens. L'économie est traitée comme un champ d'application de la statistique.

L'enseignement est principalement théorique mais un stage pratique (field project) est organisé chaque année. Les étudiants sont encouragés à apporter des contributions tirées de leurs expériences professionnelles.

Un programme de soutien institutionnel a été financé par la Commission européenne pendant la période 1996-2000 — montant de 5 millions d'euros. Ce programme a assuré les bourses, les équipements, le financement des examinateurs externes, la formation de formateurs et la construction d'une résidence pour les étudiants. Un nouveau programme européen est en train de commencer qui vise le soutien de la formation des statisticiens publics dans le pays du SADC. Ce programme normalement offrira des bourses.

Il y a 9 enseignants à l'EASTC. Dans l'année 1998/99 il y avait 28 étudiants de Certificat et 29 de Diplôme.

ISAE

L'ISAE est un institut de l'université de Makerere, Kampala, Ouganda. Il n'est pas rattaché à une faculté mais dépend directement de l'université.

L'ISAE propose plusieurs cours en statistiques au niveau *Bachelors* (Licence), *Diploma* (cours de reconversion), *Masters* (Maîtrise) et *Ph.D.* (Doctorat). Au niveau de *Bachelors*, l'ISAE distingue entre le *B.Stat.* (*Bachelor of Statistics*) qui est une qualification professionnelle et le *B.Sc.* en méthodes quantitatives (*Bachelor of Science in Quantitative Methods*) qui est une qualification plutôt académique. Aux niveaux de Diplôme et de Maîtrise, 2 qualifications sont proposées en statistique professionnelle et en démographie (*Diploma in Statistics*, *Diploma in Demography*, *M.Stat.*, *MA Demography*).

Les étudiants entrants doivent avoir étudié les mathématiques et l'économie à un niveau équivalent au Baccalauréat. Les Diplômés de l'EASTC qui possèdent une mention Crédit (Bien) sont autorisés, pendant une période expérimentale, à entrer en 2^{ème} année du B.Stat. Les autres Diplômés doivent commencer en 1^{ère} année.

L'ISAE est organisé en 3 départements : les méthodes statistiques ; la planification et la statistique appliquée et les études de population. Les cours sont enseignés et sanctionnés par des examens mais les étudiants au niveau de *Bachelors* doivent présenter un sujet de recherche originale pendant leur 3^{ème} année. Les doctorats ne sont conférés que sur la base d'un programme de recherche.

L'ISAE possède 40 ordinateurs PC pour les étudiants mais aucun réseau n'existe. L'accès à Internet est limité aux étudiants de Maîtrise ou de Doctorat.

En principe, les étudiants viennent de tous les pays d'expression anglophone d'Afrique orientale et australe. En pratique, la plupart sont des Ougandais.

Pendant l'année scolaire 2000/01, il y avait 40 enseignants à l'ISAE, dont 8 qui possèdent un doctorat, et 46 étudiants aux niveaux *Diploma*, Maîtrise et Doctorat (hors effectifs en B.Stat et B. Sc ¹¹).

L'ISAE a bénéficié d'un soutien limité de la Commission européenne, sous la supervision d'Eurostat, dans le cadre du programme européen COMSTAT, qui avait pour objet le soutien aux écoles africaines de statistique. La Commission européenne a financé un examinateur externe du Trinity College de Dublin, Ireland (TCD). Des liens étroits existent entre l'ISAE et le TCD. Le projet COMSTAT a également soutenu les enseignants externes dont la plupart étaient des professeurs d'universités des pays utilisateurs de l'ISAE. Pendant l'année 1994/95, par exemple, quelques étudiants à l'ISAE étaient soutenus par le PNUD, la coopération suédoise, le conseil inter-universitaire de l'Afrique de l'Est, le fonds pour le développement des femmes (*Fund for Women's Development*), le FNUAP, le fondation Rockefeller et le fondation Mellor¹².

ISSER

L'ISSER - *Institute of Statistical, Social and Economic Research* (Institut de recherche en statistique, en économie et en questions sociales), Legon, Ghana est un institut semi-autonome de l'Université de Ghana qui est affilié à la faculté des sciences sociales. Il a pour vocation de proposer un programme d'enseignement et de recherche en statistique publique. Un centre de formation de l'ONU établi en 1961 à Achimota afin d'offrir une formation de niveau moyen pour les statisticiens publics en Afrique a été intégré à l'ISSER.

Plus récemment, l'ISSER a été recentré et agrandi afin de fournir un service de recherche et de développement en sciences sociales. L'équipe de recherche comprend 22 membres, qui ne sont pas tous enseignants.

11. *Higher education in selected anglophone sub-Saharan african countries*, Rosah Moonga Malambo, paper presented at NAIC (Information Center for International Education) seminar, 2002.

12. *Eastern Africa Statistical Training Needs Study*, CESD-Communautaire, Luxembourg, 1996.

L'ISSER (4 enseignants) offre en plus de la formation en licence (*BSc*) un cours en statistique au niveau moyen pendant les vacances scolaires qui est destiné aux personnes déjà employées afin de leur permettre d'accéder à l'éducation universitaire. Les étudiants sortant de ces cours sont qualifiés avec des certificats et des diplômes de l'Université de Ghana.

Autres universités et instituts d'éducation

Les instituts d'éducation dans la région qui enseignent la statistique sont notamment l'Université de Nairobi, le Polytechnique du Kenya, l'Université Kenyatta, l'Institut de formation technique à Kisumu (*Kisumu Technical Training Institute*) qui sont tous au Kenya ; l'Université d'Addis Abéba en Éthiopie (institut de formation et recherche en démographie — 8 enseignants permanents et plusieurs autres soutenus par l'ONU), l'Université Nationale de Lesotho (six enseignants ; l'université propose un certificat de statistique et une licence de statistique), l'Université du Botswana (elle propose divers diplômes en statistique allant jusqu'à quatre ans de formation ; le département a 21 enseignants), l'Université du Swaziland, l'Université de Dar es Salam, Tanzanie, l'Université du Nigeria et l'Université du Zimbabwe (9 enseignants). Cette dernière est particulièrement intéressante parce qu'elle propose un cours d'un semestre en statistique publique. Le département de la statistique est aussi connu pour sa compétence en statistique d'agriculture. Ce département a fait beaucoup d'efforts pour continuer à proposer une éducation de bonne qualité pendant une période difficile.

Au Nigeria, l'Office Fédéral des Statistiques a 4 écoles de formation pour les niveaux de base : écoles Fédérales des Statistiques d'Ibadan, Enugu, Kaduna et Lagos, qui dépendent de la Commission nationale de la Planification. La coopération britannique soutient la formation au Nigeria.

En Afrique Australe il n'existe pas d'institut de formation statistique. L'Université de Pretoria a une formation spécialisée à travers une de ses unités « Statomet ». Dans le passé ils ont assuré des formations pour quelques autres pays de la région.

Formation interne

Les formations internes des instituts de statistiques en Zambie et au Zimbabwe ont déjà été mentionnées. Leurs étudiants peuvent accéder au cours de l'EASTC grâce aux examinateurs externes fournis par la RSS et soutenus par la coopération britannique. Une formation interne de base est également fournie par la statistique tanzanienne en vue de préparer son personnel à entrer à l'EASTC¹³. Le Botswana et le Nigeria ont également un cours de formation interne¹⁴.

Aide

Il existe un programme régional « *SADC/EU Regional Statistical Training Programme* » Il a commencé fin 2002-début 2003. Le programme est de 5 ans et le financement s'élève à 4,8 millions d'euros. Le principe en est de soutenir la demande pour la formation statistique à la place d'un soutien direct aux écoles. L'EASTC devrait en bénéficier indirectement. Les organismes régionaux SADC et COMESA ont accepté en principe de collaborer dans le cadre de leurs programmes régionaux de formation en statistique.

Par ailleurs il y a un soutien qui prend la forme de bourses de la part de plusieurs donateurs.

13. *SADC Statistical Training Needs Study*, CESD-Communautaire, Luxembourg, 1996.

14. *Regional Survey of Statistical Organisation and Training*, UN Economic Commission for Africa, 1996.

ANNEXE 2

PRÉSENTATION DES EXPERTS ET MÉTHODE SUIVIE

Les experts ayant participé à l'évaluation sont :

Madame **Cecilia Berne** statisticienne économiste junior. Elle est titulaire d'un DEA d'économie du développement et d'un Magistère de Développement Économique. Elle a été entre autres postes chargée de mission au Service de la stratégie, des moyens et de l'évaluation du Ministère de Affaires Étrangères d'avril 2000 à avril 2002., expert au CERDI et économiste au SCAC du Sénégal.

Monsieur **Neil Dourmashkin**, de nationalité anglaise et titulaire d'un MA Economics de l'Université de New York Il a effectué plusieurs études d'évaluation (Mercosur, Bureau Fédéral de la statistique du Pakistan). Il a été durant cinq ans économiste du CESD Communautaire à Luxembourg.

Monsieur **Renaud Decoster** ancien élève de l'école Polytechnique et de l'ENSAE. Il est directeur de recherche à Planistat Europe après avoir passé de nombreuses années en coopération comme consultant (Unicef à Pékin, Yaoundé, Washington). Il a par ailleurs été professeur à l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique de 1976 à 1981.

Monsieur **Gérard Gié**, ingénieur statisticien économiste, a assuré la direction de l'évaluation. Après plusieurs séjours de longue durée en Afrique Francophone et lusophone il est actuellement directeur de Planistat France.

La méthode d'évaluation a été adaptée aux circonstances de la mission. En particulier l'absence de documents de projets explicitant des objectifs précis a rendu difficile de poser les problèmes en terme de pertinence des moyens aux fins poursuivies, d'efficacité et d'efficience. Seules les notions d'impact et de viabilité ont pu être systématiquement étudiées. En contrepartie la mission a procédé à l'évaluation la plus approfondie possible de la situation institutionnelle et économique des écoles.

L'évaluation réalisée à la demande du ministère des Affaires étrangères rentrait en fait dans une double évaluation conjointe avec la Commission européenne. La Commission européenne finançait l'évaluation d'AFRISTAT et la France finançait l'évaluation des appuis de la France et de la Communauté européenne aux écoles africaines de statistique. Dans les deux cas le comité de pilotage comprenait des représentants des deux bailleurs de fonds ;

L'évaluation, objet du présent rapport, a été réalisée en quatre phases :

Une étude préliminaire fondée sur l'analyse des documents disponibles auprès des donateurs et des partenaires du projet. Cette analyse a été complétée par des interviews qui ont permis de recentrer les objectifs de l'évaluation. À l'issue de cette première phase un rapport préliminaire a été discuté avec le Comité de Pilotage.

Une deuxième phase de travaux sur le terrain. Ceux-ci- ont consisté en missions effectuées par MM. Decoster et Gié à Abidjan, Dakar et Yaoundé du 21 avril au 3 mai. Ces missions ont permis de collecter de l'information supplémentaire mais surtout d'interviewer les principaux acteurs locaux des projets d'aide et en particulier le corps professoral et les directions des Écoles. Des questionnaires stan-

dards ont été remis aux écoles et aux représentants locaux des bailleurs de fonds pour réunir les informations nécessaires. Une courte étude documentaire de la situation en Afrique anglophone a été menée parallèlement.

La phase de synthèse — de début mai à début juin — a débouché sur un projet de rapport final qui a été discuté lors d'une réunion du comité de pilotage le 13 juin 2003.

Fin juin la version finale du rapport a été envoyée et les dernières remarques intégrées.

ANNEXE 3

LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

AG et CA du CESD Paris

Années 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002.

Ces documents comprennent en général (sauf pour l'année 2002) :

- Un point sommaire sur le programme COMSTAT.
- Le rapport de la réunion du CODESA.
- Des rapports des écoles sur les activités de l'année.
- Les données sur le concours commun.

Les rapports 2002 des écoles ont été fournis par ailleurs.

Document sur l'histoire du CESD Paris 1963-1996

Comprend un récapitulatif des diplômés ISE et ITS du CESD Paris (par nationalité) et des bourses par source de financement 1962-1963 à 1993-1994/96 (ISE) et 1962-1963 à 1977-1978 (ITS) Plus liste des diplômés cadre de gestion statistique 1949-1964 et ISE 1953-1968.

Comité de pilotage COMSTAT

Il y a eu 6 réunions. On ne dispose que du CR de la 4^{ème}, la 5^{ème} et la 6^{ème} réunions (mais pas des documents préparatoires : rapports annuels du CESD communautaire, rapports des principaux partenaires (DG VIII, Eurostat, CESD Paris, CESD Communautaire, CESD Lisbonne, CDG Munich) :

1^{ère} réunion Bruxelles 4/7/95 ;

2^{ème} réunion Abidjan 8/7/96 ;

3^{ème} réunion Munich 1/10/97 ;

4^{ème} réunion : CESD Paris 3/7/98 ;

5^{ème} réunion : Lisbonne 5/7/99 ;

6^{ème} réunion : Dakar 25/4/2000 rapport du CESD Communautaire disponible (4 pages) CR officiel à la charge d'Eurostat (non disponible). Le rapport du CESD communautaire présente les entretiens tenus à Dakar et Abidjan avec les écoles et les délégations.

On notera que ces comptes rendus sont généraux et ne contiennent que très peu de données factuelles. Les annexes (documents préparatoires, etc.) ne sont pas disponibles.

COMSTAT Newsletter 1 à 4

Rapports intermédiaires et final du CESD Communautaire

RI 1 (juin 1996).

RI 2 (juillet 1997) disponible.

RI 3 (Octobre 1998) disponible.

RI 4 (septembre 1999) disponible.

RI 5 (mars 2001) période 1/8/99 – 31/12/2000 disponible 16 pages Cécile LEVECQ sans les annexes complètes.

Rapport final (mars 2001) disponible (16 pages) Cécile LEVECQ) sans les annexes complètes

Un bilan financier à mi parcours non daté (1998 ?).

On notera que les rapports intermédiaires sont assez généraux et ne contiennent que très peu de données factuelles (coûts, etc.). Les annexes (documents préparatoires, etc.) ne sont pas disponibles.

Rapports de mission du CESD Communautaire dans le cadre du projet AT à COMSTAT.

Rapport Emprou mission Abidjan (19-23 avril 1999).

Rapport sur participation aux 10^{ème} (7/98), 12^{ème} (6/2000) et 13^{ème} (6/2001) CODESA.

Rapport d'évaluation des filières d'enseignement ITS (CESD communautaire janvier 2001).

Programme d'enseignement des ITS et IAS (ISSEA).

Enquêtes devenir des étudiants.

4 enquêtes financées par le CESD communautaire sur la situation des diplômés.

Rapport de l'enquête sur le devenir des ITS ENEA Dakar.

Rapport de l'enquête sur le devenir des ITS Abidjan (90/99).

Rapport de l'enquête sur le devenir des ISE formés à Abidjan.

Rapport de l'enquête sur le devenir des ITS formés à l'ISSEA.

Ainsi que leurs variantes réalisées dans le cadre de l'évaluation TEP.

CESD paris

CR des Codesa (en dehors de ceux inclus dans les documents des AG du CESD Paris).

6^{ème} (juin 1994), 11^{ème}, 12^{ème}, 13^{ème} et 14^{ème}.

Rapport final du contrat d'assistance technique dans le cadre du projet COMSTAT.

Rapport d'activité juin 2001-juin 2002 (contrat avec Eurostat).

Documents du MAE

Note sur la situation au DSD Dakar (X Bry avril 2002).

Note sur la situation DSD (5/2002).

Note sur la filière ISE (N Ponty avril 2001).

Note sur les ateliers paris 21 Yaoundé et Dakar (décembre 2002/janvier 2003).

Projet 2001-35 MAE Formation des cadres des administrations économiques et financières.

Rapport de mission ENSEA Abidjan (N Ponty juillet 2001).

Note sur critères de sélection des lauréats.

Note sur gestion des bourses en Inter-États.

Récapitulatif des bourses attribuées par la France et la Commission européenne année 1998 à 2002 par école et nationalité (pas totalement croisé...).

ANNEXE 4

LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

DAKAR

SCAC

Monsieur Daniel VOISOT,
Madame Fabienne L'HYVER,
Monsieur Joël LE BRET, conseiller culturel adjoint.

Représentation de la Commission européenne

Madame Hélène CAVE*,
Madame Aminata GUEYE.

ENEA (École nationale d'économie appliquée)

Monsieur Koumakh N'DOUR, Directeur,
Monsieur Moussa DIOP, Directeur des études.

DSD (Département Statistique et démographie, ENEA)

Monsieur Serigne Touba DIASSE, Chef du département et professeur,
Monsieur Mady DANSOKHO, Coordonnateur des études et professeur,
Monsieur Serge SIMEN NANA, Professeur d'économie,
Monsieur Bocar TOURE, Professeur de mathématiques,
Monsieur Ousmane LEYE, chargé de la maintenance du matériel informatique*,
Monsieur Chakirou RAZAKI, Professeur d'économie, assistant technique.

Représentants des élèves de chaque promotion.

Discussions avec des élèves rencontrés au hasard.

Ancien personnel du DSD

Monsieur BRY Xavier, ancien professeur de statistique.

DPS (Direction de la prévision et de la statistique)

Monsieur Boubacar FALL, Directeur adjoint¹⁵,

15. En l'absence de Monsieur Sogué DIARISSO, Directeur

Monsieur Jean BOURSICOT, assistant technique*.

Ministère de l'éducation nationale

Monsieur Mbaye Doumbe GOEYE.

ABIDJAN

SCAC

Monsieur Jacques SCHWARTZ.

Représentation de la Commission européenne

Monsieur Friedrich W. NAGEL, délégué.

ENSEA

Monsieur Koffi N'Guessan, directeur,

Monsieur Hugues KOUADIO, enseignant doctorant,

Monsieur Bourahima BAKAYOKO, responsable de la Bibliothèque,

Monsieur Kone KIKOUM, responsable adjoint de l'informatique,

Madame Isabelle AKAFOU DORCAS directeur des études ISE,

Monsieur Wilfrid GRANGER assistant technique économie,

Monsieur PEPIN assistant technique informaticien,

Monsieur Philippe MSELLATI chercheur IRD,

Monsieur Michel OUYA, agent comptable,

Monsieur Raymond YAO, comptabilité,

Mademoiselle Aminata BAKAYOKO, service de l'enseignement,

Mademoiselle Adèle KOUASI, comptabilité.

INS (Institut national de la Statistique)

Monsieur MELEN,

Monsieur DALO secrétaire général.

Direction de la Conjoncture et de la prévision économique

Monsieur Olivier TANOY Directeur.

Secrétariat National à la Gouvernance et au renforcement des Capacités

Madame Ginette Ursule YOMAN, secrétaire nationale.

Syndicat des statisticiens et démographes

Monsieur Ettien AMOUKOU, secrétaire Général),

Monsieur le Secrétaire Général adjoint,

Monsieur YATTIEN AMIGUET ancien directeur de l'école.

YAOUNDE

SCAC

Madame Marie Claire BOULAY, chef de SCAC,
Mademoiselle Virginie OLIVE, responsable du suivi de l'ISSEA,
Madame MALET, gestionnaire des bourses,
Monsieur Robert TABARANT conseiller culturel.

Représentation de la Commission européenne

Monsieur Jens LAERKE, intérim du délégué,
Monsieur Antoine WERBROUK, section macro économie,
Madame Marie Claire TEKOU, gestionnaire des bourses.

ISSEA

Monsieur Augusto ROKU MESANI, directeur,
Monsieur Robert NGOUNTHE, responsable du DERA,
Monsieur Jeannot NGBANZA, coordonnateur du recyclage et de Perfectionnement,
Monsieur Nalem KABO chef du service administratif et financier,
Monsieur Judicael ENDONGA président du Comité des Etudiants.

INS

Monsieur Joseph TEDOU, directeur,
Monsieur Barnabé OKOUDA, sous directeur.

Ministère de la fonction publique

Monsieur ASSAMBA, directeur du Département du développement des ressources humaines.

Projet COMETES

Monsieur MAGNIER, adjoint au chef de projet.

PARIS et LUXEMBOURG

Monsieur Jacques RAISON, président du Comité de pilotage,
Monsieur Philippe POMMIER, MAE DCT/F,
Monsieur Michael RULETA, MAE service de l'évaluation,
Monsieur Alain LERY, responsable du CESD Paris,
Monsieur Jean Louis BODIN, conseiller du Président d'ADETEF,
Monsieur Guy RAMPNOUX, MAE,
Monsieur RAMBAUD CHANOZ, Eurostat,
Monsieur MATTEUS, Eurostat,
Monsieur Jürgen HEIMANN, Eurostat,
Monsieur DELORME, Eurostat,
Monsieur Xavier CHAROY, ancien président du CESD Paris,
Monsieur Lamine DIOP, directeur général d'Afristat.

ANNEXE 5

COMITÉ DE PILOTAGE

MAE - DGCID

| | |
|----------------------------------|---|
| Jacques RAISON | Direction du développement et de la coopération technique. Président du comité de pilotage. |
| Monique BAUER | Sous-direction de la coopération universitaire et scientifique. Cellule de l'enseignement technique supérieur. |
| Alain BLANCHETON | Département de la coordination géographique. Chargé de mission géographique, coopération régionale. |
| Marie-France FABRE-BAUDRY | Sous-direction de la stratégie, de la comm. et de l'évaluation. Bureau de l'évaluation. |
| Annie FAVEREAU | Sous-direction de la stratégie, de la comm. et de l'évaluation. Bureau de suivi interministériel de la coop. inter. et des statistiques. |
| Philippe POMMIER | Mission des appuis financiers et des études économiques. Appuis financiers et politiques économiques. |
| Michael RULETA | Sous-direction de la stratégie, de la comm. et de l'évaluation. Bureau de l'évaluation. |

Commission européenne - EUROSTAT

| | |
|-----------------------|---|
| Jurgen HEIMANN | Chargé des projets de coopération statistique des pays ACP. |
| Paulo MATEUS | |

CESD-Paris

| | |
|----------------------------------|-------------------------|
| André BELLON / Alain LERY | Directeur |
| Alain SAND-ZANTMAN | Professeur d'université |
| Michel GRUN REHOMME | Professeur d'université |

AFRISTAT

| | |
|--------------------|-------------------|
| Lamine DIOP | Directeur général |
|--------------------|-------------------|

INSEE

| | |
|----------------------------|---|
| Jean-François DIVAY | Chef de la division des programmes de coopération |
|----------------------------|---|

ADETEF / CODICTI

| | |
|-------------------------|-------------------------|
| Jean-Louis BODIN | Conseiller du Président |
|-------------------------|-------------------------|

ANNEXE 6

TERMES DE RÉFÉRENCE

1. CONTEXTE ET PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Depuis 1964, avec la création d'une première formation de statisticiens à Abidjan, un concours commun était ouvert à tous les candidats des pays africains susceptibles de se présenter (ainsi qu'à des candidats des pays francophones des Caraïbes et de l'Océan Indien) était organisé sous la responsabilité du Centre Européen des Statisticiens Economistes des pays en voie de développement (CESD) de Paris.

Ce système, mis en place pour l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, s'est appliqué à deux autres écoles africaines, l'Institut Africain et Mauricien de Statistique et d'Économie Appliquée (IAMSEA) de Kigali, et l'Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée (ISSEA) de Yaoundé.

En 1994, l'IAMSEA de Kigali a fermé ses portes, et la même année, le Département Statistique de l'École Nationale d'Économie Appliquée (ENEA) de Dakar a intégré le dispositif¹⁶.

Une convention, signée en 1989, créait le Conseil de Coopération des Écoles de Statistiques Africaines, dont les objectifs sont :

- de contribuer à la formation des statisticiens africains et au développement de la statistique en Afrique ;
- d'œuvrer à une meilleure harmonisation des conditions de recrutement et des programmes de formation des écoles de statistiques africaines ;
- de développer les échanges et les relations existant entre ces écoles.

Les organes du Conseil de coopération sont :

- la Conférence des Directeurs des Écoles Statistique Africaines (CODESA) ;
- le Secrétariat permanent, confié au CESD-Paris.

Actuellement, le CESD-Paris bénéficie de soutiens financiers de la Coopération française et de la Commission européenne pour l'organisation de concours communs qui concernent le recrutement d'élèves à deux niveaux : les Ingénieurs Statisticiens-Économistes (ISE) et, depuis 1995, les Ingénieurs des Travaux Statistiques (ITS).

Il convient de signaler la création, en 1993, d'Afristat (Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne), qui bénéficie de contributions financières de la Commission européenne et de la France. Afristat, dont les activités ont démarré en 1996, a pour mission de contribuer au développement

16. Le Département Statistique de l'ENEA de Dakar — qui n'est pas une entité distincte et ne dispose pas d'une autonomie financière — n'aurait pas encore adhéré formellement à la convention tout en participant activement à toutes les instances de décision.

des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans les États membres (au nombre de 17) et de renforcer leurs compétences dans ces domaines. Une évaluation d'Afristat, couvrant l'ensemble des appuis européens et français, est mise en œuvre, parallèlement au présent exercice, par Eurostat.

2. DESCRIPTIF ET CHAMP COUVERT

L'évaluation a pour objectif principal de retracer l'histoire récente de cette coopération, d'en dresser le bilan, de procéder à une analyse des activités, d'en tirer les enseignements et de formuler des propositions de recommandations.

L'évaluation rétrospective couvre la période 1994 - 2002. Il s'agit d'apprécier comment les efforts consentis se sont concrétisés en répondant aux attentes exprimées.

L'évaluation commanditée et financée par le ministère des Affaires étrangères (DGCID) concerne l'ensemble des moyens accordés par la puissance publique française, y compris les appuis ponctuels accordés par les services de coopération et d'action culturelle dans les pays concernés.

Il s'agit d'une évaluation conjointe avec Eurostat dont la réalisation est confiée à la DGCID. Toutes les parties concernées, et notamment le CESD-Paris et les écoles africaines, seront informées, associées au processus et invitées à faire part de leurs avis.

Cette évaluation portera sur les éléments suivants :

- une étude des activités soutenues par le CESD-Paris, essentiellement l'organisation des concours communs (critères, sélection, secteurs, opérateurs, co-financements, mise en œuvre, etc.) ;
- une analyse institutionnelle des trois établissements africains concernés qui relèvent de statuts différents, ainsi que du fonctionnement du Conseil de coopération des écoles africaines de statistiques ;
- une estimation et une présentation des moyens et des ressources financières des écoles africaines de statistiques (nature et origine, provenance locale et étrangère, subventions et prestations...) ;
- une présentation des divers acteurs mobilisés, des réseaux créés et des partenaires impliqués ; il conviendra notamment de recueillir des informations sur les formations de statisticiens (ou équivalents) dans les autres pays africains non couverts dans le champ de cette étude.

3. OBJECTIFS ET PROBLEMATIQUE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation dressera un bilan quantitatif et qualitatif des appuis de la France et de la Commission européenne aux écoles africaines de statistiques.

L'évaluation a pour objectifs :

- de juger de la **pertinence** de l'aide accordée par rapport aux objectifs des écoles statistiques, indépendamment de leur fonctionnement ou des effets produits ; l'évaluation se prononcera sur les besoins des États (fonction publique, entreprises, institutions financières), les capacités de recrutement, les niveaux requis, les cursus, etc. ; l'évaluation rendra compte du principe d'un concours commun organisé en France, pour des écoles africaines, selon une procédure qui reste exceptionnelle ;
- d'apprécier la **cohérence**, tant sur le plan interne que sur le plan externe :
 - interne : les activités prévues ont-elles permis d'atteindre les objectifs opérationnels visés ? les encouragements donnés pour la recherche de ressources financières complémentaires, par des travaux et des études, se font-ils au détriment des exigences pédagogiques ;
 - externe, quelle est la stratégie des acteurs ? les activités ne génèrent-elles pas des contradictions avec d'autres établissements d'enseignement ? l'évaluation observera l'articulation des formations dispensées au regard des besoins et des moyens des pays.

- De se prononcer sur l'**efficacité**, qui permet de dire si le Conseil de coopération et l'intervention du CESD-Paris ont eu les effets escomptés et/ou des effets négatifs ? s'agit-il de la meilleure solution pour obtenir les effets recherchés ? l'évaluation se penchera sur divers aspects : (i) les besoins des États sont-ils satisfaits par les formations dispensées ? (ii) la durée du soutien financier rend-elle les résultats escomptés ? (iii) le dispositif d'attribution des bourses qui vise à effectuer une répartition plus équitable entre les pays bénéficiaires et à soutenir indirectement le fonctionnement des établissements, répond-il aux attentes ?
- de déterminer de l'**efficience** en s'interrogeant sur la relation entre les coûts et les avantages ; les ressources ont-elles été bien mobilisées ? en temps voulu et au moindre coût ? les résultats acquis ont-ils été à la mesure des sommes dispensées ? l'évaluation examinera le mode opératoire de financement des concours communs et s'interrogera sur la capacité de mettre en œuvre selon de nouvelles modalités : quelles contraintes majeures dans le fonctionnement ? l'évaluation se penchera sur les nouvelles activités mises en œuvre par les écoles (formation continue, recherche, expertises) et appréciera les atouts et les astreintes qu'elles occasionnent ;
- de porter un avis sur l'**impact**, c'est-à-dire sur les retombées à plus ou moins long terme en partant des résultats obtenus : quels sont les effets du projet dans un environnement plus vaste (administratif, institutionnel, juridique, économique, social, environnemental...) ; quel est le devenir des élèves à leur sortie des écoles et cinq ans après ? quelles perspectives de coopération ouvertes par la présence de nouveaux candidats et d'autres pays de la région ? quelle visibilité et quelle notoriété ces écoles disposent ?
- de prendre en considération la **viabilité**, ou la pérennité : le statut des établissements assure-t-il la poursuite, après la fin du financement, des activités développées grâce à ces aides ; les équipes pédagogiques sont-elles viables ? quelles sont les diverses sources de financement de ces écoles ? quelle est la part des ressources internes (y compris les prestations de services) et externes ? comment s'exprime la volonté des États, ainsi que des institutions intergouvernementales régionales africaines, et quelles sont leurs capacités à prendre en charge les coûts de fonctionnement de ces établissements sur le moyen et long terme ?

L'évaluation tirera des enseignements et fera des propositions de recommandations pour améliorer la coopération française et européenne, notamment dans la perspective - à partir de 2004 - d'un nouveau dispositif pour celle-ci, privilégiant la responsabilisation des autorités locales, le réseau africain élaborant ses propres projets pour lesquels il rechercherait ensuite des soutiens auprès des bailleurs de fonds.

4. DISPOSITIF DE L'ÉVALUATION

L'évaluation est placée sous la responsabilité d'un **comité de pilotage** présidé par M. Jacques Raison, chargé de mission auprès du directeur du développement et de la coopération technique. Ce comité se réunira trois à quatre fois, à Paris, afin de valider les étapes essentielles de cet exercice.

La Commission européenne (et/ou Eurostat) désignera une ou deux personnes.

La première réunion du comité de pilotage sera consacrée à la rédaction définitive des termes de référence, si les échanges préalables par courrier électronique s'avèrent insuffisants.

Les participants au pilotage de l'évaluation sont invités *intuitu personae*, ils s'obligent à la discrétion et interviennent en leur nom personnel. Un consensus est recherché dans la conduite des débats.

L'évaluation proprement dite sera confiée à une équipe indépendante, après mise en concurrence sur la base de termes de référence préparés par le comité de pilotage. Cette équipe assurera la pleine responsabilité de ses conclusions.

Les recommandations opérationnelles seront produites par le comité de pilotage, après que les propositions de l'équipe d'évaluation aient été entendues.

5. DÉMARCHE DE L'ÉVALUATION

L'exercice de l'évaluation se déroulera en trois phases.

Dans une **première phase** l'évaluateur prendra connaissance des documents existants à Paris et au Luxembourg. Une liste de personnes à rencontrer sera proposée. La durée de la première phase est estimée **20 jours experts**.

Un premier bilan quantitatif et qualitatif, établi avec la collaboration du CESD-Paris, constituera l'essentiel de la **rapport préliminaire** qu'il conviendra de soumettre avant les missions de terrain. Ce document présentera également les principales questions qui seront abordées lors des visites auprès des écoles africaines de statistiques.

La **deuxième phase** concerne les **missions à Abidjan, Dakar et Yaoundé**. Dans chaque pays, les consultants rendront compte de leur mission au Conseiller de la coopération et d'action culturelle (France) ainsi qu'au représentant résident de l'Union européenne.

La durée estimative de la deuxième phase est de **15 jours de mission** (non compris les délais d'acheminement). Des échanges (téléphoniques ou par courriels) seront réalisés avec des correspondants dans les autres pays non visités.

La **troisième phase** correspond à la rédaction du rapport provisoire puis final. La durée de cette phase est de l'ordre de **10 jours experts**.

La durée totale de l'étude est de l'ordre de six mois.

Il conviendra de prévoir une dernière étape de restitution (vers les partenaires) et de rétroaction (vers les commanditaires). Sur la base des conclusions, validées par le comité de pilotage, après avis des SCAC, les propositions de recommandations des évaluateurs sont transcrites en recommandations opérationnelles et soumises à la Direction générale et à la Commission européenne.

6. SELECTION DE L'EXPERTISE

L'équipe de base devrait être constituée d'au moins **deux experts** de profil macro-économiste et/ou socio-économiste, consultants extérieurs et indépendants, complétée d'un(e) assistant(e) « junior », et répondant aux critères suivants :

- compétences en matière d'évaluation des politiques publiques ;
- connaissances en matière d'aide au développement et de coopération internationale ;
- qualifications confirmées dans les domaines des statistiques, de l'économie et de la pédagogie.

L'**expertise locale** peut être envisagée sur certains aspects particuliers. Tous les experts devront confirmer leur parfaite indépendance et leur neutralité au regard des actions et des organismes afin de garantir la totale impartialité de leurs appréciations.

Le profil des candidat(es), les connaissances spécifiques et les expériences requises seront précisées, sans omettre de signaler qu'une compétence est attendue en matière d'évaluation de politique publique. Les CV doivent être joints.

Le choix auquel il sera procédé à l'issue de l'appel d'offres s'effectuera sur la base des critères suivants, selon une pondération à déterminer ultérieurement :

- compréhension du sujet et présentation de la problématique ;
- méthodologie proposée ;
- compétences, qualifications, expériences ;
- prix des prestations ;
- organisation générale (chronogramme), délais d'exécution, capacité de travailler en équipe, mobilisation d'autres intervenants.

Les dossiers des candidatures doivent être transmis en **deux exemplaires** au bureau de l'évaluation, éventuellement par courrier électronique (« evaluation.dgcid@diplomatie.gouv.fr »), en prévoyant également un **résumé de la proposition** sur une page destinée à être communiquée à tous les membres du comité de pilotage.

Les membres du comité de pilotage peuvent être amenés à apporter assistance aux experts à différentes étapes de leur exercice, indépendamment des réunions formelles et sur certains aspects spécifiques.

La proposition financière doit suivre (ou être reprise) selon le devis prévisionnel joint en annexe.

7. RAPPORTS

L'exercice d'évaluation sera ponctué de plusieurs rapports. Ceux-ci seront complétés de notes, bilans statistiques, comptes rendus de visites ou d'entretiens, etc.

Le **rapport préliminaire** devra être présenté avant les missions de terrain, dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de notification.

Les missions devront faire l'objet de **comptes rendus**, largement factuels mais faisant état des conclusions provisoires qui ont été présentées aux acteurs de terrain.

Les rapports seront remis au bureau de l'évaluation pour distribution aux membres du comité de pilotage. Afin d'assurer une diffusion dans les meilleures conditions il conviendra de privilégier la transmission par voie électronique (Rtf, Word97 & Excel5).

Le **rapport provisoire**, à remettre en vingt exemplaires et sous forme électronique, dans un délai de deux mois après les missions de terrain, sera débattu en comité de pilotage. Ce rapport comporte les propositions de recommandations que les évaluateurs estiment devoir soumettre.

Le rapport définitif intégrera l'ensemble des observations. Il devrait se limiter à une cinquantaine de pages et reportant en annexe le descriptif et les analyses commentées et développées. Il sera remis en cinq exemplaires ainsi que sur disquette sous forme prête à l'édition. L'ensemble du rapport et des annexes doivent être accessibles sous forme électronique et dans une présentation correspondante à l'édition définitive. Le prestataire suivra la charte technique.

Le rapport comportera la mention suivante : « *Ce rapport est un document interne établi à la demande du Ministère des Affaires étrangères. Les analyses et commentaires développés n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle. La diffusion de ce rapport a un caractère limité et son usage est strictement limité au cadre officiel* ».

Le prestataire doit introduire une synthèse (de quelques pages) au début du rapport. Il conviendra également de joindre au rapport définitif une fiche résumé selon le modèle joint en annexe.

Dossier de candidature :

- Dossier technique.
- CV des experts.
- Devis prévisionnel.
- Fiche résumé de la proposition.

Pièces annexes :

- 1/ Modèle de devis prévisionnel.
- 2/ Mandat signé par le Directeur général et daté du 5 juin 2002.
- 3/ Modèle de fiche résumé de rapport d'évaluation.
- 4/ Charte technique.

ANNEXE 7

BIBLIOGRAPHIE SUR LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

À l'occasion de l'évaluation, un inventaire rapide de la littérature récente concernant le financement de l'éducation supérieure dans les pays en voie de développement a été réalisée.

Éducation supérieure dans les pays en voie de développement :

Financement et technologies

- Références -

Acherman, J.A. and R. Brons, eds. 1989. Changing Financial Relations Between Government and Higher Education. Netherlands: Centre for Higher Education Policy Studies. [Albrecht & Ziderman (2002)].

Albrecht, Douglas and Adrian Ziderman. 1991. Deferred Cost Recovery for Higher Education: The Experience with Student Loan Programs in Developing Countries. World Bank Discussion Paper No. 137. Washington, D.C.: The World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)].

Albrecht, Douglas and Ziderman, Adrian (1992) "Funding Mechanisms for Higher Education — Financing for Stability, Efficiency, and Responsiveness" World Bank Discussion Papers, No. WDP-153, The World Bank, Washington, D.C., 1992, viii + 59 pp.
On <http://www-wds.worldbank.org/>

Abstract: In most countries, governments are the dominant source of university finance. This paper examines the mechanisms through which governments allocate resources to higher education, particularly in developing countries, in order to establish effective means to transfer these subsidies to institutions. Our discussion of funding mechanisms is developed within the context of three major types of restriction which have had an important impact on institutional behavior. The most far reaching of these is the extent of government control over student enrollments. Second, governments may impose high financial dependency on universities (by forbidding revenue diversification). Third, governments may impose restrictions on the extent that institutions are able to allocate their funding as they see fit.

In most developing countries, government policy in these three areas has placed institutions in a difficult position. It has been combined with a transfer of resources that has for the most part been on the basis of political criteria and negotiations, rather than criteria related to the internal workings of the universities. The result has often been a rapid erosion of financial resources in relation to enrollments, with little incentive or capacity for efficiency gains. The deterioration that has resulted will only be reversed through policy changes that will grant institutions more autonomy over enrollments and resources. The challenge facing governments is how to grant universities more autonomy over decision making, while ensuring accountability to the providers of funding.

One potential solution is the use of **buffer funding bodies** that lie between the government and the institutions, as a way to secure the independence of these institutions from direct political interventions. These buffer bodies have worked well when governments are willing to delegate true funding authority, but have often been undermined when financial pressures build up or when governments are unwilling to abdicate responsibility. Another solution, adopted in most industrial and a few developing countries, is to **change the criteria for allocating resources**. This paper reviews the experience with different categories of funding criteria. On the basis of “payment by results” reasoning, a funding allocation system would focus on the **output** of the higher education system, rewarding institutions according to their performance in producing graduates and post graduates (and research). Such an approach is particularly relevant to inefficient higher education systems. In contrast to the performance approach, funding can be allocated to universities according to the cost of higher education - the **input** method. The most popular variant employs formulas, usually based on multiplying enrollments by parameters of unit cost. Such a system may fail to offer correct incentives to universities to act efficiently (to avoid lowering entry standards and repeats, for example), unless it is carefully designed.

Another option, explored only in Chile, is to **transfer funds via students (through loans or grants) rather than directly to institutions**. The rationale behind student based funding is to facilitate student choice, stimulate competition amongst universities and to make universities more responsive to the needs of the labor market. A market oriented, student demand driven system (with extensive cost-recovery) may not be practicable in many country settings, especially where labor markets are highly distorted. Of course, it is possible to employ the two approaches in concert, splitting the subsidies between them.

Reform of higher education finance, in many countries, will first require that the broad policy framework within which universities operate be improved. This implies granting **more autonomy** to institutions over enrollment decisions, access to income from private sources and control over the deployment of staff and physical resources. Once universities have more autonomy, a funding mechanism should be developed that transfers resources to institutions in line with the actual costs of operation; that provides incentives for efficiency - either through throughput measures, or output funding; and that encourages institutional differentiation, so that institutions are able to adapt to their local conditions and to respond more clearly to student and external demands.

Barnes, John and Nicholas Barr. 1988. Strategies for Higher Education: The Alternative White Paper. Edinburgh: Aberdeen University Press. [Albrecht & Ziderman (2002)].

Bellew, Rosemary and Joseph DeStephano. (1991). “Costs and Finance of Higher Education in Pakistan”. World Bank Working Papers No. 704. Washington, D.C.: The World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)].

Castaneda, Tarsicio. 1986. “Innovations in the Financing of Education: The Case of Chile”. World Bank Discussion Paper, No. EDT35. Washington, D.C.: The World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)].

Coombe, Trevor. 1991. “A Consultation on Higher Education in Africa: A Report to the Ford Foundation and the Rockefeller Foundation”. Department of International and Comparative Education, Institute of Education, University of London. (Processed). [Albrecht & Ziderman (2002)].

Court, David (1999) “Financing Higher Education in Africa: Makerere, The Quiet Revolution” The World Bank and The Rockefeller Foundation, April 1999, ii + ii + 22 pp.
On <http://www-wds.worldbank.org/>

Executive summary: This article is one of a series that is examining the state of higher education in a variety of countries in Africa at the end of the twentieth century. This one tells the dramatic story how Makerere University in Uganda has addressed the pervasive problem of how to provide quality education at the tertiary level without undue financial dependence upon the state. It describes the main reform measures adopted, assesses their impact, considers some of the

reasons for the success of chosen measures, identifies remaining issues for attention and looks at the question of sustainability.

In the past seven years Makerere has moved from the brink of collapse to the point where it can again aspire to become one of the preeminent intellectual and capacity building resources in Uganda and the wider region. It has more than doubled student enrollment, instigated major improvements in the physical and academic infrastructure and drastically reduced its traditional financial dependence upon the state. Restructuring at Makerere had had three central and interrelated elements: implementing alternative financing strategies, installing new management structures and introducing demand driven courses.

Makerere diversified its financial base and reduced its reliance on government by encouraging privately sponsored students, commercializing service units and institutionalizing consultancy arrangements. In the space of five years Makerere has moved from a situation where none of students paid fees to one where over 70 percent do. The impact of these financial reforms has been dramatic. Where previously the government covered all running costs, now over 30 per cent of revenue is internally generated. A relatively constant government subvention, combined with massive enrollment expansion, has brought a dramatic decline in the per capita cost to government. One important external effect of revenue diversification at Makerere has been to facilitate the re-allocation of government funding across levels of the education sector. Public funds for primary education have more than doubled since 1995/96 while funding for higher education has decreased by 7 per cent.

The reasons for Makerere's tradition-breaking accomplishment can be found in the interplay between a supportive external environment and an innovative institutional context. Among the most important contextual factors have been macro economic reform which has led to steady economic growth and disposable income and, political stability which has strengthened the government's willingness to respect university autonomy. Inside the institution, much of the reform accomplishment can be ascribed to the energy and imagination of the university leadership, their faith in the benefits of a market orientation and professional and participatory management, and their unambiguous sense of ownership of the reform process.

Makerere represents an impressive example of institutional reform that takes advantage of different expressions of market demand. Yet despite undeniable progress towards a new kind of university restructuring remains incomplete. There are limits to the extent that a public institution can allow the market to determine its shape and issues of equity, efficiency and sustainability remain. Also needed is attention to the regulatory framework which governs Makerere's relationship to the burgeoning network of private universities within a diversified system of higher education.

The Makerere accomplishment has lessons for other universities in Africa that face similar resource constraints. It shows that expansion and the maintenance of quality can be achieved simultaneously in a context of reduced state funding. It puts to rest the notion that the state must be the sole provider of higher education in Africa. It dramatizes the point that a supportive political and economic environment is a prerequisite for institutional reform. It also demonstrates the variety of institutional factors that go into the creation of a management structure suited to ensuring efficiency and effectiveness in the use of resources.

Covarrubias, Ana Luisa and Jorge Gonzalez. 1991. "Credito Educativo: La Experiencia Chilena en Educacion Superior". Paper presented to the Association of Pan American Student Loan Organizations, June, 1991. [Albrecht & Ziderman (2002)].

Curtin, Tim () "All Taxes are Graduate Taxes: How the Tax System Delivers Automatic Recovery of Government Spending on Higher Education" ab. 8 pp.
<http://www.geocities.com/CapitolHill/Senate/1103/paper1.html>

Darling, England, et al. 1989. "Autonomy and Control: A University Funding Formula as an Instrument of Public Policy". Higher Education, Vol. 18, No. 5. [Albrecht & Ziderman (2002)].

- Eisemon, Thomas. 1984.** “Reconciling University Autonomy with Public Accountability: The State, University Grants Committee and Higher Education in New Zealand”, *Higher Education*, No. 13, Pp. 535-544. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Eisemon, Thomas. 1991.** “Private Initiative and Traditions of State Control: Private Higher Education in Africa”. Washington, D.C.: The World Bank. (Processed). [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Florax, Raymond and Koelman, J., 1989.** “Efficiency Trends in Dutch Higher Education”, in Maassen P. and Frans van Vught, eds. *Dutch Higher Education in Transition*. Eschede: CHEPS. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Geiger, Roger. 1986.** *Private Sectors in Higher Education: Structure, Function, and Change in Eight Countries*. Ann Arbor: University of Michigan Press. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Griffiths, R.C. 1984.** “Hong Kong University and Polytechnic Grants Committee”, *Higher Education*, Vol. 18, No. 5. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- International Academy of Education. 1990.** “Rethinking the Finance of Post-Compulsory Education”. (Processed). [Albrecht & Ziderman (2002)].
- International Comparative Higher Education Finance and Accessibility Project ()** “Cost Sharing in Africa: A Panel Discussion” International Comparative Higher Education Finance and Accessibility Project, Center for Comparative and Global Studies in Education, State University of New York at Buffalo, 16 pp.
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publAfrica.html> or
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/CostSharingAfricaRe.pdf>
- Edited transcript of a panel discussion on “Cost-Sharing in Africa,” recorded at the University at Buffalo on September 25, 2000.
- Cost Sharing” as used in this context refers to a shift in the burden of higher educational costs from an exclusive or nearly exclusive reliance on the government or taxpayer to some “shared” reliance by the family and/or the student. Thus, “cost sharing” generally implies one or more of the following: (a) the imposition of tuition where it did not hitherto exist, or the sharp increase in tuition where it did; (b) the imposition of “breakeven” charges on institutionally- or governmentally-provided room and board; (c) the shift of grants or very highly subsidized student loans to at least some reliance on student loans that yield a real cost recovery through a positive rate of interest; and (d) encouragement of a tuition-supported private higher education sector.
- Iram, Yaacov. 1990.** “Central Regulation Versus Institutional Autonomy: Reforms in the Israeli Higher Education System” in *Higher Education Policy*, Vol. 3, No. 3, 1990. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Ishengoma, Johnson M. (2002)** “Financing Higher Education in Post-Apartheid South Africa: Trends, Developments, and Challenges Ahead” Sept. 2002, 12 pp.
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_SAfrica.html or
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/S_Africa_Johnson.doc.pdf
- Johnstone, D. Bruce (1998)** “Worldwide Reforms in the Financing and Management of Higher Education” 27 pp.
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publReformsFinMan.html> or
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/ReformsFinManHEdWor.pdf>
- Johnstone, D. Bruce (2000)** “Student Loans in International Perspective: Promises and Failures, Myths and Partial Truths” 31 pp.
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publicationsLoans1.html> or
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/StudentLoanInternatFinal.pdf>
- Johnstone, D. Bruce (1994, 2001a)** “The Economics and Politics of Income Contingent Repayment Plans” address to The ICRP [Income Contingent Repayment Plan] Symposium, Toronto Ontario, September 22-23, 1994, revised 12h 2001, 8 pp.

http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_InCntgntln.html or
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/IncomContLoans.pdf>

Johnstone, D. Bruce (2001b) “Response to Austerity: The Imperatives and Limitations of Revenue Diversification in Higher Education” The International Comparative Higher Education Finance and Accessibility Project, Graduate School of Education, University at Buffalo, The State University of New York, paper presented as the Lee Hysan Lecture at the Chinese University of Hong Kong, May 15, 2001, 18 pp.

<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/AusterityRevDivers.pdf>
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publAusterity.html>

Abstract: A standard nostrum for higher education economists, consultants, and policy advisors is the recommendation that universities and other higher educational institutions (especially but not exclusively in the less industrialized countries) lessen their revenue dependence on governments, or taxpayers. The prescription is easy to rationalize, and is theoretically — and even practically — virtually unassailable. However, there are also significant limitations in a revenue diversification policy, especially in the less industrialized world where the need for such a policy may be most compelling. These limitations go far beyond the ideological distaste that many have for the neo-liberal economic medicines of cost sharing and privatization, and extend to certain technical and strategic dilemmas that confound even the staunchest believer in tuitions, privatization, and student lending. This paper will discuss some of these technical difficulties, especially of making cost sharing and student lending work in developing countries, and provide some “cautions” and a few recommendations.

Johnstone, D. Bruce (2001c) “The Finance and Politics of Cost Sharing in Higher Education” paper presented to the International Conference on the Economics of Education, Peking University, Beijing, China, May 16-19, 2001, 12 pp.

<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publFinancePoltics.html>
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/FinandPol.pdf>

Johnstone, D. Bruce (2002a) “Financing Higher Education in Eastern and Southern Africa: Diversifying Revenue and Expanding Accessibility” An Invitational Conference Sponsored by the University of Dar es Salaam and International Comparative Higher Education Finance and Accessibility Project of the State University of New York at Buffalo, Royal Palm Hotel, Dar es Salaam, Tanzania March 24-28, 2002, 12pp.

http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_ConfReport.html
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/conferenceReport.pdf>

Johnstone, D. Bruce (2002b) “The US Higher Education System: Structure, Governance, and Finance” 11 pp.

http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/pub_USHESYS.html
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/USHEdKluyev.pdf>

Johnstone, D. Bruce (2002c) “Chinese Higher Education in the Context of the Worldwide University Change Agenda” Adapted from an address to the Chinese and Foreign University Presidents Forum, Beijing, PRC, July 2002, 19 pp.

http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_chinapaper.htm
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/ChinaPaper.pdf>

Johnstone, D. Bruce “The Price Paid for the Fiction of Free Higher Education” +++

Johnstone, D. Bruce and Aemoro, Ababayehu “The Applicability for Developing Countries of Income Contingent Loans or Graduate Taxes, with Special Consideration of an Australian HECS-Type Income Contingent Loan Program for Ethiopia” The International Comparative Higher Education Finance and Accessibility Project, Graduate School of Education, University at Buffalo, The State University of New York, 18 pp.

<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/AppltoDevCountry.pdf>
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publicationsDBJABBY.html>

Abstract: This paper explores the theoretical applicability for developing countries of income contingent loans or graduate taxes for recovery of a portion of the costs of higher education. It was written in response to a proposal, apparently gaining currency in 2000-2001, for the adoption in Ethiopia of an income contingent loan program (sometimes mistakenly termed a “graduate tax”) modeled after the Australian Higher Education Contribution Scheme (HECS). It is the view of this author that the paper calling for a HECS-type loan scheme for Ethiopia contains errors both in the conceptual treatment of student loans generally, and in the presumed superiority of income contingent loans of the HECS variety in Ethiopia--and presumably in other similar countries. Given the stakes for Ethiopia in a successful scheme of cost-sharing that combines real cost recovery from both parents and students with an expansion of higher educational accessibility--including sons and daughters of low-income and rural families --it is imperative that the Ethiopian government consider some of the potential liabilities of income contingency as well as alternative combinations of cost recovery and student financial assistance that might better meet the very great challenges facing the country.

Johnstone, D. Bruce and Bain, Olga (2001) “Universities in Transition: Privatization, Decentralization, and Institutional Autonomy as National Policy, with Special Reference to the Russian Federation” The State University of New York at Buffalo, Feb. 2001, 25 pp.

<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publicationsDBJOlga.html>

or <http://www.Wfg/www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/DBJOlga.pdf>

Johnstone, D. Bruce and Shroff-Mehta, Preeti (2000) “Higher Education Finance and Accessibility: an International Comparative Examination of Tuition and Financial Assistance Policies” Center for Comparative and Global Studies in Education, Graduate School of Education, University at Buffalo, State University of New York, Feb. 2000, 23 pp.

<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications1.html>

or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/DBJPreetiPaper.pdf>

Kells, H.R. 1991. Performance Indicators for Higher Education and Their Applicability in Developing Countries: A Critical Review with Policy Recommendations. Report prepared for the World Bank. Washington, D.C.: The World Bank. (Processed). [Albrecht & Ziderman (2002)]

Klitgaard, Robert. 1986. Elitism and Meritocracy in Developing Countries: Selection Policies for Higher Education. Baltimore: Johns Hopkins University Press. [Albrecht & Ziderman (2002)]

Lamphey, Alice S. (1994) “Financing higher Education in Africa — A Marketing Perspective” BREDA Series No. 5, UNESCO Dakar Regional Office (BREDA), Dakar, 1994, 12 pp.

http://www3.unesco.org/minedaf/breda_clearing_house/05.Financing_higher_education_in_Africa.pdf

Leslie, Larry and Paul Brinkman. 1988. The Economic Value of Higher Education. New York: MacMillan. [Albrecht & Ziderman (2002)]

Marshall, Neil. 1990. “End of an Era: The Collapse of the ‘Buffer’ Approach to the Governance of Australian Tertiary Education”. Higher Education No. 19. Pp. 147-167. [Albrecht & Ziderman (2002)]

Maassen P. and Frans van Vught, eds. 1989. Dutch Higher Education in Transition. Eschede: CHEPS. [Albrecht & Ziderman (2002)]

Marcucci, Pamela Nichols (2003) “Annotated Bibliography” International Comparative Higher Education Finance and Accessibility Project, Center for Comparative and Global Studies in Education, Feb. 2003, 58 pp.

http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_AnnoBiblio.html

or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/Annotated%20Bib.doc.pdf>

- Mingat, Alain and Jee-Peng Tan. 1989.** Educational Development in Asia: A Comparative Study Focussing on Cost and Financing Issues. World Bank Internal Discussion Paper No. 51. Washington, D.C.: The World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)]
- Mridula, 1985.** State Funding of Universities: A study of Maintenance Grants to Universities. New Delhi: Association of Indian Universities. [Albrecht & Ziderman (2002)]
- OECD. 1990.** Financing Higher Education: Current Patterns. Paris: OECD. [Albrecht & Ziderman (2002)]
- Otieno, Wycliffe** “Student Loans in Kenya: Past Experiences, Current Hurdles and Opportunities for the Future” 21 pp.
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_KenyaLoans.html
 or http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/Kenya_Loans_Otienno.pdf
- Otten, Chris and Bas Savenije. 1989.** “The Rise and Fall of an Allocation Model: An Evaluation of its Role as an Instrument for Policy Decisions”. Paper Presented at the Annual Forum of the Association for Institutional Research. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Peacock, Alan and Jack Wiseman. 1964.** Education for Democrats. London: Institute of Economic Affairs. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Psacharopoulos, George, Jee-Peng Tan and Emmanuel Jimenez. 1986.** Financing Education in Developing Countries: An Exploration of Policy Options. Washington, D.C.: The World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Psacharopoulos, George and Maureen Woodhall. 1985.** Education for Development: An Analysis of Investment Choices. New York: Oxford University Press. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Roberts and Associates. (1998).** “Tertiary Distance Learning in Sub-Saharan Africa.” ADEA Working Group on Higher Education for the World Bank, Washington, D.C., 1998.
- “Teacher training accounts for the bulk of distance education activity in Africa, using a combination of printed materials, radio, audio and video cassettes, and — increasingly — the Internet. Typically, teacher resource and study centers and district education offices serve as venues for face-to-face training supported by traditional technologies as well as computer and Internet access”. [World Bank (2001), p. 40].
- Sack, Richard. 1991.** Higher Education in Algeria. Washington, D.C.: The World Bank. (Processed). [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Sharma, G.D. and Bikas Sanyal. 1990.** Funding Mechanisms of Thrust Areas of Higher Education in India. Paris: International Institute for Educational Planning. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Shattock, Michael and Gwynneth Rigby, eds. 1983.** Resource Allocation in British Universities. Surrey: Society for Research into Higher Education. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Singh, Amrik. 1984.** “The Indian University Grants Commission”, Higher Education. No. 13, pp. 535-544. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Stager, David. 1989.** Focus on Fees: Alternative Policies for University Tuition Fees. Toronto: Council of Ontario Universities. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Tan, Jee-Peng and Alain Mingat. 1989.** “Educational Development in Asia: A Comparative Study Focussing on Cost and Financing Issues”. World Bank Internal Discussion Paper. Washington, D.C.: The World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- Tekleselassie, Abebayehu A.** “Cost Sharing in Higher Education in Ethiopia: Demystifying the Myth” 5 pp;
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_Ethio_CstShrg.htm
 or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/EthiopiaPolicy.pdf>

- Tekleselassie, Abebayehu A.** “Targeting Subsidies to Higher Education: Means Testing in Comparative Perspective” 21 pp.
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_MeansTesting.html or
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/Means_testing.pdf
- Tilak, J. and N.V. Varghese. 1991.** “Financing Higher Education in India”, in Higher Education Vol. 21, No. 1. Pp. 83-102. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- van Harte, Meagan** “Can Student Loan Schemes Ensure Access to Higher Education: South Africa’s Experience” 11 pp.
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_SASLoans.html
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/SAfricaStudentLoans.pdf>
- Vossensteyn, Hans (2000)** “Cost-sharing and Understanding Student Choice: Developments in Western Europe and Australia” paper presented to the Global Higher Education Exchange Conference: *Paying for Higher Education: Emerging Trends, Challenges and Solutions*, AED Conference Center, Washington, DC, USA December 5-6, 2000, 13 pp.
<http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications2.html>
or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/Vossensteynpaper11001.pdf>
- Abstract:** There seems to be a global trend to shift part of the burden of higher education costs from governments to students and their families. Theoretically, it is argued that an increased emphasis put on tuition fees and student loans is fair at the background of an average high rate of return to higher education. However, one should not hamper access for students from disadvantaged backgrounds. This paper describes the major trends in sharing the costs of higher education in Europe and Australia and their effects on access to higher education. We conclude with an intriguing question: why do students from different countries react differently to price changes?
- West, Edwin G. (1996).** “Education Vouchers in Practice and Principle: A World Survey (Full Report)” Feb. 1996, 3 + 48 pp. http://www.ncl.ac.uk/egwest/pdfs/Vouchers_full_report.pdf
Shorter version: “Education Vouchers in Practice and Principle: A World Survey” Feb. 1996, ab. 17 pp. http://www.worldbank.org/html/extdr/hddflash/workp/wp_00064.html
or <http://www.worldbank.org/education/economicsec/finance/demand/related/00064.doc>
- Winkler, Donald. 1990.** “Higher Education in Latin America: Issues of Efficiency and Equity”. World Bank Discussion Papers, No. 77. Washington DC: World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- World Bank (1988).** Education in Sub-Saharan Africa: Policies for Adjustment. Revitalization and Expansion. Washington, D.C: The World Bank. [Albrecht & Ziderman (2002)].
- World Bank (1995).** “Retaining Teaching Capacity in African Universities: Problems and Prospects” Findings, Africa Region, No.39, May 1995, 4 pp.
<http://www.worldbank.org/afr/findings/english/find39.htm>
- World Bank (2000a).** “Bridging the Digital Divide: Supporting Sub-Saharan Africa’s Participation in the Global Economy and Knowledge Society.” The World Bank, Washington, D.C., 2000
- Technology and education in Sub-Saharan Africa. Higher education.* “**Distance teaching** can expand the pool of university graduates and people with advanced degrees. In addition, Internet access can facilitate **participation in the international research community**. Meanwhile, **digital libraries** are a cost-effective way to expand the range of resources available to students and academics and to allow universities to participate in global knowledge networks. For example, Pennsylvania State University in the United States can provide a comprehensive digital collection of resources for \$1.2 million, one-tenth of the cost of a conventional library.” [World Bank (2001) p. 41].
- World Bank (2001)** “A Chance to Learn – Knowledge and Finance for Education in Sub-Saharan Africa” Sector Assistance Strategy, Regional Human Development Family, Africa Region, World

Bank. Africa Region Human Development Series, No. 22005, Feb. 2001, xii + 86 pp.
 On <http://www-wds.worldbank.org/>

African education on the threshold of the 21st century. Higher education14-15
 Technology and education in Sub-Saharan Africa.....40-41
 Institutional strengthening52-53
 Makerere University: A model of institutional reform 53
 The African Virtual University..... 54
 Tough choices to ensure financial sustainability.....54-58

Ziegele, Frank “Remarks on the Implementation of Tuition Fees in Germany” CHE Center for Higher Education Development, 8 pp.
http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/publications_Ziegle.html
 or <http://www.gse.buffalo.edu/org/IntHigherEdFinance/textForSite/Frank-ziegele.pdf>

